

N° 57

SÉNAT

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1969-1970

Annexe au procès-verbal de la 1^{re} séance du 25 novembre 1969.

AVIS

PRÉSENTÉ

au nom de la Commission des Affaires culturelles (1), sur le projet de loi de finances pour 1970, ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

TOME V

Affaires étrangères.

COOPERATION

Par M. Henri CAILLAVET,

Sénateur.

(1) Cette commission est composée de : MM. Louis Gros, président ; Georges Lamousse, Adolphe Chauvin, André Cornu, vice-présidents ; Jean Fleury, Claudius Delorme, Mme Catherine Lagatu, secrétaires ; MM. Ahmed Abdallah, Jean Aubin, Jean de Bagneux, Clément Balestra, Roger Besson, Henri Caillavet, Jacques Carat, Georges Cogniot, Mme Suzanne Crémieux, MM. Roger Duchet, Charles Durand, Hubert Durand, Yves Estève, Charles Ferrant, François Giacobbi, Mme Marie-Thérèse Goutmann, MM. Jacques Habert, Jean Lacaze, Henri Lafleur, Adrien Laplace, Robert Liot, Pierre Maille, Pierre-René Mathey, André Messenger, Paul Minot, Michel Miroudot, Claude Mont, Jean Noury, Jacques Pelletier, Fernand Poignant, Jacques Rastoin, Georges Rougeron, François Schleiter, Edgar Tailhades, Louis Thioléron, René Tinant, Maurice Vérillon, Jean-Louis Vigier.

Voir les numéros :

Assemblée Nationale (4^e législ.) : 822 et annexes, 835 (tomes I à III et annexe 4), 837 (tome I), 838 (tome III), et in-8° 150.

Sénat : 55 et 56 (tomes I, II, III et IV, annexe 3) (1969-1970).

Lois de finances. — Affaires étrangères - Etats africains francophones et malgache - Pays en voie de développement.

SOMMAIRE

| | Pages. |
|---|----------|
| INTRODUCTION | 5 |
| Crédits de coopération technique, de coopération culturelle et de coopération économique et sociale..... | 8 |
| I. — <i>Données générales</i> | 11 |
| A. — Superficie, population, données économiques, commerce extérieur..... | 11 |
| B. — La situation culturelle..... | 16 |
| II. — <i>Aide française et aide étrangère</i> | 29 |
| III. — <i>Les accords culturels et techniques</i> | 47 |
| IV. — <i>Les structures locales</i> | 48 |
| A. — Les missions d'aide et de coopération..... | 48 |
| B. — Les centres culturels..... | 52 |
| V. — <i>Les relations culturelles</i> | 54 |
| A. — Investissements | 54 |
| B. — Les enseignements..... | 59 |
| 1. — Enseignements élémentaire et secondaire..... | 59 |
| 2. — Enseignement universitaire..... | 61 |
| C. — Les bourses..... | 64 |
| D. — Radiodiffusion et télévision..... | 73 |
| VI. — <i>Coopération scientifique</i> | 77 |
| VII. — <i>Coopération technique</i> | 85 |
| A. — Les hommes..... | 85 |
| B. — Les modalités de la coopération technique..... | 91 |
| 1. — Les bourses..... | 98 |
| 2. — Missions d'experts..... | 99 |
| 3. — Etudes | 102 |
| CONCLUSION | 105 |

Introduction.

Mesdames, Messieurs,

La compétence du Secrétariat d'Etat aux Affaires étrangères s'étendait aux quatorze Républiques africaines et malgache ainsi que pour partie aux trois pays francophones autrefois sous tutelle belge : Congo-Kinshasa, Burundi et Rwanda.

Par un effort de simplification que nous approuvons, son action s'exercera désormais pour la totalité de nos responsabilités, en matière de coopération, sur les quatorze Républiques africaines et malgache et sur les trois pays francophones précédemment nommés, c'est-à-dire sur toute l'Afrique francophone au Sud du Sahara.

En ce qui concerne les quatorze Républiques africaines et malgache, il faut indiquer que, contrairement à ce que certains pourraient croire et qui est vrai pour d'autres pays sous-développés, la population est d'un volume relativement faible et a un taux d'accroissement qui n'est pas excessif. En 1968, la population totale des quatorze Républiques africaines et malgache atteignait 45.640.000 habitants contre 42.980.000 en 1965. Le taux d'accroissement le plus faible est celui de la République Centrafricaine (R. C. A) (14 %). Le taux le plus fort est celui de la Côte-d'Ivoire, du Togo et de Madagascar (2,3 %).

La densité de l'ensemble des Etats qui était de 5,3 % en 1965 a un peu augmenté. Elle est de 5,7 % en 1968.

La Coopération avec les Républiques africaines et malgache d'expression française a des caractères spécifiques. Elle relève du Ministre des Affaires étrangères par l'intermédiaire du Secrétaire d'Etat qui en a la charge. Trois données permettent d'expliquer la spécificité de cette Coopération avec la France : historiques, ce sont d'anciennes colonies françaises héritières, de ce fait, des traditions juridiques et administratives de leur ancienne métropole ; culturelles, leur langue officielle est le français et, sauf pour trois d'entre elles, le français est aussi la seule langue nationale ; économiques,

ce sont des pays en voie de développement qui vivent dans la zone franc et qui ont avec la France des relations commerciales privilégiées.

La spécificité de l'aide française vis-à-vis de ces Etats s'exprime de la façon suivante : *c'est une aide globale, concertée, intégrée.* *Globale* en ce qu'elle combine les investissements et l'aide en personnel d'assistance technique dans tous les secteurs du développement économique et social : production agricole, industrielle et minière, infrastructure et travaux publics, administration générale, justice et santé publique, enseignement et formation des cadres. *Concertée* en ce que les points d'application de l'aide, ses modalités sont discutées en commun avec les bénéficiaires au cours de rencontres fréquentes entre les responsables français et ceux des différents Etats. *Intégrée* en ce que l'aide culturelle est liée au processus de développement.

Ces caractères sont de nature à rendre la coopération avec les pays francophones d'Afrique noire particulièrement efficace. Les principes sur lesquels cette politique repose ne peuvent que rencontrer l'adhésion de la commission et du Sénat qui souhaitent, comme votre rapporteur le précise dans le rapport sur les relations culturelles et la coopération technique, voir appliquer dans toute la mesure possible un principe analogue à l'action culturelle et à la coopération avec les autres pays du monde.

Spécifique, dépendante d'un Secrétariat d'Etat à la Coopération, l'action de la France dans les Républiques francophones d'Afrique noire doit être coordonnée avec nos autres actions de coopération culturelle et technique. Cette coordination semble être correctement organisée grâce à des réunions régulières entre les responsables de l'assistance technique française dans le Monde (par exemple réunion hebdomadaire sous la présidence du Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères groupant le directeur de l'aide au développement, le chef du service de la Coopération scientifique, culturelle et technique du Secrétariat d'Etat et le Directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques du Ministère des Affaires étrangères).

D'autre part, des organismes communs apportent leur concours pour les tâches spécifiques aussi bien au Ministère des Affaires étrangères qu'au Secrétariat d'Etat. Ce sont l'O. C. A. U. (Office de coopération et d'accueil universitaire) pour la gestion des étudiants

étrangers résidant en France, le C. I. S. (Centre international des stages) pour la gestion des stagiaires, le B. A. C. (Bureau des appelés du contingent) qui centralise toutes les demandes des appelés du contingent désirant effectuer leur service militaire en coopération.

Mentionnons ici l'absorption de l'O. C. O. R. A. (Office de coopération radiophonique) par une direction spécialisée de l'Office de Radiodiffusion Télévision française. Sans doute faut-il aller aussi loin qu'il se peut dans la voie de la coordination, car l'action culturelle et la coopération technique de la France doivent faire l'objet d'une politique élaborée pour l'ensemble du monde, politique qui se définit par des choix géographiques et sectoriels, la définition de moyens et la mise en œuvre de ces moyens dans des conditions comparables, compte tenu bien entendu des conditions locales.

C'est en fonction de ce que nous semblè devoir être cette politique que nous examinerons le budget de la Coopération.

**Crédits de coopération technique, de coopération culturelle
et de coopération économique et sociale.**

| TITRES | CHAPITRES | OBJET | PREVISIONS | |
|--------|-----------|---|-----------------|-------------|
| | | | 1969 | 1970 |
| | | <i>Coopération technique civile.</i> | | |
| III | 36-41 | Crédits ex-O. C. O. R. A. (figurant en 1970 au chapitre 41-41)..... | (1) 8.100.000 | » |
| IV | 41-41 | Assistance technique | 399.644.000 | 404.054.000 |
| | | <i>Coopération culturelle.</i> | | |
| III | 36-41 | Bourses universitaires et de formation. — Centres culturels et actions culturelles. — Subvention à l'O. R. T. F. | (1) 73.400.000 | 74.900.000 |
| VI | 68-91 | Investissements culturels | (2) 55.600.000 | 40.000.000 |
| | | <i>Coopération technique militaire.</i> | | |
| IV | 41-42 | Assistance technique militaire | 135.309.000 | 136.205.000 |
| | | <i>Coopération économique et sociale.</i> | | |
| III | 36-41 | Missions d'experts et diverses opérations générales du F. A. C. | (1) 13.230.000 | 12.400.000 |
| | 36-42 | Recherche | 128.915.000 | 142.033.000 |
| | 41-41 | Concours financiers | 31.000.000 | 31.000.000 |
| | 68-91 | Investissements économiques et sociaux | (2) 168.200.000 | 239.500.000 |

(1) En ce qui concerne le chapitre 36-41, le total des chiffres indiqués est supérieur à la dotation, du fait des annulations, reliquats et reports.

(2) 76,5 millions d'autorisations de programme ont fait l'objet d'une mesure de blocage provisoire au Ministère de l'Economie et des Finances.

Comparaison de la masse des crédits de la coopération culturelle et technique de la France accordée aux quatorze Républiques africaines et malgache à ceux accordés à l'Algérie.

La gestion des crédits accordés à l'Algérie au titre de la coopération culturelle et technique est assurée par le Ministère des Affaires étrangères.

| Les dotations sont les suivantes : | <u>Année 1969.</u> | <u>Année 1970.</u> (Prévisions.) |
|---|--------------------|-------------------------------------|
| a) Relations culturelles, scientifiques et techniques.. (Ce crédit couvre également le fonctionnement de l'Office culturel et les centres culturels en Algérie.) | 50.475.573 | 50.933.726 |
| b) Coopération culturelle et technique..... | 158.251.021 | 145.000.000 |
| c) Contribution au développement de l'Algérie..... | 150.000.000 | 85.505.000 |
| | <hr/> | <hr/> |
| Total | 358.726.594 | 281.438.726 |

Le Secrétariat d'Etat aux Affaires étrangères assure, de son côté, la gestion des crédits affectés à la coopération technique et culturelle et à la coopération économique et sociale au profit des dix-sept Etats africains et malgache francophones.

Le montant de ces crédits atteint :

| | |
|------------------|---------------|
| — pour 1969..... | 1.013.398.000 |
| — pour 1970..... | 1.081.092.000 |

LE BUDGET

Le budget de la Coopération passe de 1.160.895.135 F en 1969 à 1.120.866.597 F en 1970, dépenses de fonctionnement et crédits de paiement confondus. La diminution paraît donc être de 40.028.538 F mais il faut tenir compte du transfert de responsabilité du Ministère des Affaires étrangères, Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques au Secrétariat d'Etat à la Coopération pour ce qui est du Congo Kinshasa, du Burundi et du Rwanda.

Par conséquent, la réduction des crédits est plus sévère qu'il n'y paraît à une première lecture des documents budgétaires. Une distinction toutefois doit être faite entre les crédits de paiement et les autorisations de programme, d'une part, les dépenses ordinaires, d'autre part. Ces dernières augmentent de 17.421.462 F (838 millions 216.597 F — 820.795.135 F). La réduction des autorisations de programme est de 31.600.000 F (314.600.000 F — 283.000.000 F) pour 1970. Les crédits de paiement eux-mêmes subissent une diminution importante puisqu'au lieu de 340.100.000 F inscrits en 1969, la dotation pour 1970 est de 282.650.000 F, soit une réduction de 57.450.000 F.

I. — Données générales.

A. — SUPERFICIE, POPULATION, DONNÉES ÉCONOMIQUES,
COMMERCE EXTÉRIEUR

| | SUPERFICIE (millions de kilomètres carrés). | POPULATION (En milliers.) | |
|----------------------------|--|------------------------------|-------------------|
| | | 1965 | 1968 |
| Cameroun (Fédération)..... | 475 | 5.350 | 5.650 |
| Congo Brazzaville..... | 342 | 900 | 950 |
| Côte-d'Ivoire | 322 | 3.900 | 4.050 |
| Dahomey | 116 | 2.400 | 2.500 |
| Gabon | 267 | 480 | 490 |
| Haute-Volta | 274 | 4.900 | 5.900 |
| Mali | 1.204 | 4.450 | 4.700 |
| Mauritanie | 1.806 | 1.050 | 1.100 |
| Niger | 1.189 | 3.350 | 3.550 |
| R. C. A. | 617 | 1.400 | 1.450 |
| Sénégal | 197 | 3.400 | 3.550 |
| Tchad | 1.284 | 3.400 | 3.550 |
| Togo | 57 | 1.650 | 1.750 |
| Madagascar | 590 | 6.350 | 6.450 |
| Total | 8.016 | 42.980 | (1) 45.640 |
| Congo Kinshasa | » | » | 14.500 |
| Burundi | » | » | 3.300 |
| Rwanda | » | » | 3.300 |
| Total général | | | 66.740 |

(1) Densité (ensemble des Etats): 5,3 en 1965; 5,7 en 1968.

Données économiques.

a) *Evolution du produits intérieur brut aux prix du marché.*
(Valeur en milliards de francs locaux courants.)

| | 58 | 59 | 60 | 61 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 |
|---------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Cameroun | | 113,2 | | | | 144,7 | 156,5 | 166,2 | 177,2 | | |
| R. C. A. | | | | 34,0 | | | 41,1 | | | | |
| Congo | 24,1 | | | | | | | | | | |
| Côte-d'Ivoire | 113,0 | | 142,6 | 161,4 | 168,4 | 197,8 | 239,7 | 239,6 | 258,0 | 275,7 | 320,4 |
| Dahomey | | 33,3 | | | 37,4 | 41,0 | | | | | |
| Gabon | | | 30,8 | 37,2 | 40,6 | 44,0 | 47,7 | 50,8 | 56,5 | 58,8 | |
| Haute-Volta | 39,8 | 42,7 | | | | | 56,7 | 56,4 | 58,2 | | |
| Madagascar | | | 132,8 | | 146,3 | 151,4 | 156,8 | 163,0 | 163,9 | | |
| Mali | | 65,6 | | | 71,3 | | | 82,1 | | | |
| Mauritanie | | 14,6 | 19,5 | 22,9 | | | 34,2 | | | | |
| Niger | | 47,4 | 49,9 | 53,7 | 61,3 | 63,6 | 64,4 | 74,1 | 78,8 | | |
| Sénégal | | 141,3 | 144,7 | 152,5 | 160,2 | 176,0 | 190,0 | 194,0 | 200,0 | 194,0 | 205,0 |
| Tchad | 39,7 | | | 47,2 | 50,6 | 52,5 | | | | 59,6 | |
| Togo | 25,1 | | | | 31,7 | 33,1 | 38,4 | 43,5 | | | |

b) *Part des industries de type moderne dans le produit intérieur brut.*

| PAYS | ANNEE | INDUSTRIES (a). | P. I. B. (b). | POURCENTAGE a/b. |
|---------------------|-------|--------------------|------------------|---------------------|
| Cameroun | 1959 | 11,3 | 113,2 | 10 |
| | 1966 | 20,8 | 177,2 | 11,7 |
| R. C. A..... | 1961 | 3,3 | 34,0 | 9,7 |
| | 1964 | 4,5 | 41,1 | 10,9 |
| Congo | 1967 | 9,7 | 50,0 | 19,4 |
| Côte-d'Ivoire | 1960 | 13,8 | 113,0 | 11,5 |
| | 1968 | 47,6 | 320,4 | 14,9 |
| Dahomey | 1959 | 1,3 | 33,3 | 3,9 |
| Gabon | 1960 | 8,6 | 30,8 | 27,9 |
| Haute-Volta | 1959 | 1,9 | 42,7 | 4,4 |
| | 1966 | 3,3 | 58,2 | 5,6 |
| Madagascar | 1962 | 13,9 | 146,3 | 9,5 |
| Mali | 1965 | 3,4 | 82,1 | 4,1 |
| Mauritanie | 1964 | 7,9 | 34,2 | 23,1 |
| Niger | 1960 | 5,8 | 49,9 | 11,6 |
| | 1966 | 9,2 | 78,8 | 11,7 |
| Sénégal | 1959 | 18,7 | 141,3 | 13,2 |
| | 1965 | 28,6 | 194,0 | 14,7 |
| Tchad | 1961 | 2,8 | 47,2 | 5,9 |
| | 1967 | 4,4 | 59,6 | 7,4 |
| Togo | 1962 | 1,2 | 31,7 | 4,1 |
| | 1965 | 4,4 | 43,5 | 10,1 |

c) Commerce extérieur des Etats africains et malgache.

(Ensemble du monde et France.)

| | 1961 | | | | 1967 (1) | | | | 1968 (3) | | | |
|---------------------|---------------|---------|---------------|---------|---------------|---------|---------------|---------|---------------|---------|---------------|---------|
| | Importations. | | Exportations. | | Importations. | | Exportations. | | Importations. | | Exportations. | |
| | Total. | France. | Total. | France. | Total. | France. | Total. | France. | Total. | France. | Total. | France. |
| Mauritanie | 153,7 | 124,5 | 8,7 | 1,3 | 180,0 | 88,0 | 350,0 | 71,2 | 160 | 88 | 332 | 66 |
| Sénégal | 766,7 | 509,2 | 613,1 | 465,8 | 777,0 | 369,7 | 677,8 | 542,0 | 890,6 | 393,3 | 747,2 | 495,4 |
| Mali | 175,7 | 119,2 | 69,5 | 16,1 | 171,0 | 50,0 | 55,0 | 75,0 | 201,2 | 63,0 | 80,0 | 8,7 |
| Dahomey | 125,5 | 74,4 | 71,6 | 51,6 | 240,0 | 107,3 | 75,0 | 26,0 | 244,2 | 102,4 | 110,1 | 40,3 |
| Haute-Volta | 140,1 | 85,6 | 17,7 | 1,8 | 179,4 | 81,2 | 88,6 | 12,0 | 202,3 | 88,5 | 105,8 | 15 |
| Côte-d'Ivoire | 835,8 | 533,5 | 942,4 | 450,8 | 1.301,0 | 718,7 | 1.605,3 | 599,6 | 1.552,5 | 778,9 | 2.097,7 | 724,3 |
| Niger | 93,1 | 44,7 | 76,5 | 59,1 | 227,0 | 109,1 | 164,5 | 125,5 | 207,0 | 100 | 144 | 90 |
| Togo | 129,5 | 53,3 | 92,3 | 53,3 | 222,7 | 65,4 | 157,9 | 59,9 | 232,5 | 73,3 | 191 | 73,6 |
| Udeac (2) | 802,5 | 484,7 | 543,6 | 302,2 | 1.154,0 | 635,3 | 1.104,2 | 384,1 | 1.116,3 | 605,5 | 1.172,7 | 386,8 |
| Cameroun | 474,3 | 258,0 | 484,1 | 282,5 | 928,4 | 518,1 | 750,9 | 277,0 | 926,4 | 486,8 | 934,5 | 315,3 |
| Madagascar | 510,6 | 370,7 | 382,7 | 208,5 | 717,7 | 464,1 | 514,2 | 188,6 | 840,5 | 528,5 | 572,2 | 192 |
| | 4.207,8 | 2.657,8 | 3.302,2 | 1.894,0 | 6.098,2 | 3.206,9 | 5.543,4 | 2.291,3 | 6.573,5 | 3.308,2 | 6.497,2 | 2.407,4 |
| Pourcentage | | 63,2 % | | 57,3 % | | 52,6 % | | 41,3 % | | 50,3 % | | 37,1 % |

(1) Estimations pour Mauritanie et Niger.

(2) Congo, Gabon, R. C. A., Tchad.

(3) Estimations pour Mauritanie, Niger et Mali.

d) Commerce extérieur avec les autres pays de la zone franc.

(En millions de nouveaux francs.)

| | IMPORTATIONS | | | EXPORTATIONS | | |
|-----------------------|--------------|------|------|--------------|------|------|
| | 1960 | 1967 | 1968 | 1960 | 1967 | 1968 |
| Cameroun | 52 | 56 | 51 | 22 | 25 | 80 |
| Congo-Brazzaville ... | 20 | 19 | 19 | 4 | 2 | 3 |
| Côte-d'Ivoire | 40 | 134 | 201 | 87 | 148 | 170 |
| Dahomey | 32 | 23 | 27 | 16 | 8 | 12 |
| Gabon | 9 | 15 | 15 | 16 | 32 | 42 |
| Haute-Volta | 1 | 63 | 68 | 1 | 55 | 63 |
| Mali | » | 16 | 40 | » | 28 | 26 |
| Mauritanie | » | 5 | 5 | » | 10 | 10 |
| Niger | 9 | 28 | 22 | 3 | 8 | 13 |
| R. C. A. | 4 | 6 | 5 | 6 | 1 | e |
| Sénégal | 73 | 85 | 109 | 50 | 34 | 81 |
| Tchad | 5 | 6 | 3 | 4 | 3 | 2 |
| Togo | 10 | 10 | 10 | 3 | 7 | 9 |
| Madagascar | 35 | 30 | 47 | 65 | 106 | 120 |

e) Commerce avec les pays n'appartenant pas à la zone franc.

(En millions de nouveaux francs.)

| | IMPORTATIONS | | | EXPORTATIONS | | |
|-----------------------|--------------|------|------|--------------|------|-------|
| | 1960 | 1967 | 1968 | 1960 | 1967 | 1968 |
| Cameroun | 121 | 355 | 389 | 184 | 449 | 540 |
| Congo-Brazzaville ... | 98 | 167 | 155 | 60 | 198 | 216 |
| Côte-d'Ivoire | 135 | 448 | 573 | 268 | 857 | 1.204 |
| Dahomey | 32 | 84 | 115 | 14 | 41 | 58 |
| Gabon | 56 | 119 | 124 | 100 | 349 | 367 |
| Haute-Volta | 11 | 35 | 46 | 20 | 22 | 28 |
| Mali | » | 73 | 23 | » | 9 | 56 |
| Mauritanie | » | 57 | 67 | » | 265 | 256 |
| Niger | 26 | 90 | 85 | 15 | 31 | 41 |
| R. C. A. | 35 | 83 | 86 | 18 | 82 | 109 |
| Sénégal | 194 | 319 | 389 | 52 | 102 | 171 |
| Tchad | 54 | 104 | 105 | 16 | 54 | 48 |
| Togo | 53 | 148 | 150 | 25 | 91 | 109 |
| Madagascar | 130 | 224 | 265 | 98 | 219 | 260 |

La lecture du tableau (Commerce extérieur des Etats africains et malgache) fait apparaître une diminution très sensible de 1961 à 1967 des importations en provenance de France. En 1961, les Républiques africaines et malgache importaient de France 2.658 millions de francs de marchandises, soit 63,2 % de leurs importations ; en 1967, les importations ont augmenté un peu en valeur absolue et nominale : 3.207 millions, soit 52,6 % des importations ; en 1968, le pourcentage diminue encore, 50,3 % : 3.308 millions.

Les exportations suivent une tendance semblable plus accusée encore peut-être. En 1961, les Républiques africaines et malgache exportaient vers la France 1.894 millions de marchandises, soit 57,3 % du total de leurs exportations. Le pourcentage tombe à 41,3 % en 1967 et à 37,1 % en 1968.

Ainsi le caractère privilégié des relations commerciales entre la France et les Républiques africaines et malgache tend à disparaître lentement. Si maintenant l'on examine le rapport entre les importations et les exportations de la France avec les pays africains et malgache, on constate pour toutes les années de référence que les importations en provenance de la France sont supérieures aux exportations. En 1968, cette différence est d'environ 900 millions de francs (3.308 millions F — 2.407 millions F).

B. — LA SITUATION CULTURELLE

Avant d'aborder l'étude des choix fondamentaux, il convient de s'interroger sur la situation culturelle des pays avec lesquels nous entretenons des relations culturelles et de coopération technique étroites. Il serait en effet très dangereux de croire que tous les habitants de l'Afrique dite d'expression française parlent, comprennent, écrivent notre langue. Il faut se garder en la matière de tout optimisme ou pessimisme.

Les indications qui suivent permettront sans doute d'apprécier les résultats et l'efficacité du travail qui a déjà été accompli depuis de nombreuses décennies lorsque ces pays étaient sous notre dépendance et depuis qu'ils sont devenus indépendants.

1° *L'analphabétisme.*

Analphabetisme, francophonie, taux de scolarisation représentent trois aspects, étroitement liés entre eux, de la situation culturelle de l'Afrique noire et de Madagascar. C'est, en effet, principalement l'expansion de la scolarisation qui tend, d'une part, à réduire l'analphabétisme et, d'autre part, à faire progresser la francophonie, du fait que la langue française est dans tous les Etats la langue de l'école, cependant en concurrence avec la langue nationale dans deux d'entre eux, l'arabe en République islamique de Mauritanie, le malgache dans la grande île de l'océan Indien.

Il est extrêmement difficile de donner des chiffres très précis en matière de taux d'analphabétisme. La variation de ce taux est très lente : en gros, il peut être fixé à 90 %.

L'alphabétisation se développe en Afrique noire francophone et à Madagascar par l'intermédiaire de deux moyens : l'école principalement et les campagnes d'alphabétisation des adultes.

Les campagnes d'alphabétisation des adultes, qui n'ont encore nulle part touché les masses et qui se veulent sélectives et fonctionnelles, n'atteignent que les adultes jeunes de catégories professionnelles déterminées ; elles sont menées à l'initiative soit de l'U. N. E. S. C. O., soit du Secrétariat d'Etat. L'U. N. E. S. C. O. procède partout à une alphabétisation en langues vernaculaires (par exemple au Niger, au Mali, etc.).

Le Secrétariat d'Etat, par contre, mène toutes ses opérations d'alphabétisation en langue française, étendant ainsi la francophonie. Mais il ne faut pas se dissimuler que cette alphabétisation en une langue étrangère, qui suppose l'apprentissage d'un nouveau langage, est beaucoup plus ardue, beaucoup plus longue et que la proportion des adultes qui se décourage devant l'effort plus intense qu'elle exige est inévitablement plus forte.

Socialement, l'alphabétisation affecte :

- plus les jeunes que les aînés, à cause du rôle de l'école ;
- plus les villes que les campagnes ;
- plus les travailleurs du secteur moderne que du secteur traditionnel.

Géographiquement, l'alphabétisation est plus répandue :

— sur les côtes, premiers lieux d'implantation européenne, que dans l'intérieur ;

— dans les pays forestiers, animistes, où les missions catholiques et protestantes avaient implanté beaucoup d'écoles, que dans les pays de savanes et sahéliens, généralement islamiques.

2° Les progrès de la langue française.

Dans les pays africains et malgache ayant choisi le français comme langue d'enseignement, soit seul, soit en l'associant à une autre langue, l'anglais pour le Cameroun, l'arabe pour la Mauritanie, le malgache pour Madagascar, les progrès de la langue française suivent les progrès de la scolarisation.

Cette situation est, en première analyse, très favorable au maintien et à la diffusion de la langue française, puisque dès l'enseignement primaire, les jeunes Africains ont à se familiariser avec une langue qui sera celle de tous les niveaux d'enseignement et, bien entendu, la langue de leurs contacts avec tous les secteurs du monde moderne.

Il ne faut toutefois pas se leurrer sur l'importance de l'usage de la langue française dans la masse de la population : en fait, de 20 à 25 % des Africains comprennent et parlent parfaitement notre langue, de 1 à 2 % sans doute pensent en français.

3° Le taux de scolarisation pour les différents degrés d'enseignement.

En 1967-1968 les taux de scolarisation relatifs à l'enseignement primaire se sont peu modifiés par rapport à l'année 1966-1967. Après avoir pendant une décennie fortement poussé la scolarisation des enfants, la plupart des Etats, qui consacrent en moyenne environ 20 % de leur budget à l'Education nationale, se heurtent maintenant à des impératifs budgétaires qui interdisent un accroissement important des charges dans le domaine de l'éducation. Dans ces conditions, l'accroissement des effectifs suffit à peine à absorber la poussée démographique générale en Afrique noire francophone et à Madagascar et les taux de scolarisation ou ne progressent plus que lentement ou se stabilisent quand ils ne sont

pas menacés de recul. L'effort des Etats porte à présent beaucoup plus sur l'aspect qualitatif que sur l'aspect quantitatif de l'enseignement.

Taux de scolarisation :

| | |
|---------------------|-----------|
| Cameroun | 60 % |
| Centrafrique | 50 % |
| Congo | + de 90 % |
| Dahomey | 32 % |
| Côte-d'Ivoire | 46 % |
| Gabon | + de 90 % |
| Haute-Volta | 10 % |
| Madagascar | 50 % |
| Mali | 22 % |
| Mauritanie | 9 % |
| Niger | 12 % |
| Sénégal | 40 % |
| Tchad | 25 % |
| Togo | 40 % |

Le tableau ci-dessus permet de répartir en matière de niveau de scolarisation les Etats africains et malgache en trois groupes :

— un groupe d'Etats à forte scolarisation, comprenant le Congo-Brazzaville et le Gabon, pays forestiers de l'Afrique équatoriale, approchant de la scolarisation complète. Celle-ci est à peu près réalisée pour les garçons mais le sera plus tardivement pour les filles ;

— un groupe d'Etats à scolarisation moyenne, comprenant le Cameroun et la Centrafrique, deux autres Etats de l'Afrique équatoriale forestière, Madagascar, les Etats du Bénin, Togo et Dahomey, le Sénégal, toutes régions d'ancienne implantation européenne ;

— un groupe d'Etats à faible scolarisation : Mauritanie, Mali, Niger, Haute-Volta, Tchad, Etats sahéliens situés à l'intérieur du continent. C'est cependant dans ces Etats que la scolarisation progresse le plus lentement parce que ce sont aussi les plus pauvres.

En règle générale la proportion des enfants scolarisés qui accèdent à l'enseignement du second degré demeure inférieure à 20 % et ce sont moins de 2 % de ces enfants scolarisés qui atteignent l'enseignement supérieur.

Il importe également de se rendre compte des rapports de masse entre l'Afrique noire anglophone, l'Afrique noire portugaise et l'Afrique noire francophone.

L'Afrique noire anglophone occupe une superficie qui est à peu près la moitié de celle de l'Afrique française compte tenu bien entendu du Congo Léopoldville qui, à lui seul, occupe 2.444.116 kilomètres carrés. Par contre la population est beaucoup plus importante : 115.837.000 habitants contre 68.690.000 compte tenu encore, en ce qui concerne ce deuxième chiffre, du Congo Léopoldville qui à lui seul apporte 14.500.000 habitants à la Communauté francophone et du Burundi et du Rwanda qui ont tous les deux 3.300.000 habitants.

L'Afrique noire portugaise n'est pas non plus négligeable : 2.605.855 kilomètres carrés, 12.929.000 habitants. On voit donc par une lecture rapide du tableau ci-dessous que la position de la langue française en Afrique n'est pas assurée. D'une part, elle subit la concurrence de la langue anglaise et, d'autre part, elle est à l'intérieur même des pays où elle est langue officielle. Elle subit l'érosion naturelle de toute langue de civilisation du fait de l'analphabétisme et des difficultés psychologiques d'évolution de la population.

Carte linguistique et culturelle de l'Afrique noire.

| | SUPERFICIE (En kilomètres carrés.) | POPULATION |
|-----------------------------------|---------------------------------------|--------------------|
| Afrique noire anglophone. | | |
| Botswana | 569.581 | 580.000 |
| Gambie | 11.295 | 330.000 |
| Ghana | 238.537 | 7.945.000 |
| Kenya | 582.644 | 9.643.000 |
| Lesotho | 30.344 | 859.000 |
| Liberia | 111.369 | 1.090.000 |
| Malawi | 119.310 | 4.035.000 |
| Nigeria | 923.768 | 58.600.000 |
| Ouganda | 236.036 | 7.740.000 |
| Sierra Leone | 71.740 | 2.403.000 |
| Tanzanie | 937.058 | 10.377.000 |
| Zambie | 752.614 | 3.837.000 |
| Rhodésie | 389.361 | 4.400.000 |
| Swaziland | 17.362 | 390.000 |
| | 5.236.876 | 115.837.000 |
| Afrique noire portugaise. | | |
| Angola | 1.246.700 | 5.360.000 |
| Mozambique | 783.030 | 7.040.000 |
| Guinée portugaise | 36.125 | 529.000 |
| | 2.065.855 | 12.929.000 |
| Afrique noire francophone. | | |
| Cameroun (1) | 475.000 | 5.000.000 |
| R. C. A. | 617.000 | 2.080.000 |
| Congo-Brazzaville | 242.000 | 1.000.000 |
| Côte-d'Ivoire | 322.463 | 4.100.000 |
| Dahomey | 112.622 | 2.460.000 |
| Gabon | 208.000 | 630.000 |
| Haute-Volta | 274.122 | 4.950.000 |
| Madagascar | 592.000 | 6.200.000 |
| Mali | 1.204.000 | 4.500.000 |
| Mauritanie | 1.030.700 | 1.100.000 |
| Niger | 1.267.000 | 3.270.000 |
| Sénégal | 201.000 | 3.500.000 |
| Tchad | 1.284.000 | 3.500.000 |
| Togo | 56.600 | 1.700.000 |
| Congo-Léopoldville | 2.344.116 | 14.500.000 |
| Rwanda | 26.338 | 3.300.000 |
| Burundi | 27.834 | 3.300.000 |
| Guinée | 245.807 | 3.600.000 |
| | 10.690.602 | 68.690.000 |

(1) Langues véhiculaires : français et anglais.

Il est certain que l'influence anglaise s'exerçant sur un bloc de population de 115 millions d'habitants est plus importante que l'influence française qui s'exerce sur 69 millions d'habitants (y compris les colonies ex-belges et la Guinée).

L'aide à l'enseignement fournie par le Royaume-Uni (qui représente actuellement un peu moins de 25 millions de livres sterling par an et dont la plus grande partie va à l'Afrique) a été utilisée dans le passé pour parer aux besoins les plus pressants et les plus évidents. Cette aide a servi à concurrence de 30 % environ à fournir des enseignants, presque tous affectés à l'Afrique, et tout particulièrement à l'Afrique orientale et à l'Afrique centrale qui en manquaient le plus. Un effort important a été également consacré à la création des Universités nécessaires pour former la nouvelle élite intellectuelle, et l'Afrique en a aussi été le principal bénéficiaire.

~~Il est difficile d'évaluer exactement~~ Il est difficile d'évaluer exactement les gains et les pertes enregistrés par l'anglais et le français en Afrique noire. On peut dire que ces deux langues progressent à peu près au même rythme, chacune dans leur domaine, et sans empiéter sur celui du voisin, sauf peut-être en ce qui concerne le Cameroun occidental qui, anglophone à l'origine, est de plus en plus attiré par la francophonie depuis son adhésion à la Fédération du Cameroun.

Par ailleurs, il convient de remarquer que le français est la deuxième langue étrangère étudiée après l'anglais dans les ex-colonies anglaises et que l'anglais est la deuxième langue étrangère étudiée dans les ex-colonies françaises.

Comment peuvent être appréciés les efforts que nous avons accomplis en matière de développement culturel ? Un premier indice peut être fourni par le nombre des bacheliers et des titulaires du B. E. P. C. ; en 1968 il y avait 2.857 bacheliers. Le nombre des titulaires autochtones du B. E. P. C. est évidemment beaucoup plus grand mais encore relativement faible comme le montrent les tableaux ci-après (5:214).

Diplômes.

1° *Titulaires autochtones du baccalauréat.*

| ETATS | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 | | 1968 |
|---------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|------------|---------------------------|--------------|------|
| | | | | | | | (Africains seulement.) | | |
| Cameroun | 91 | 102 | 121 | 172 | 186 | » | 180 | 281 | |
| Centrafrique | 1 | 11 | 22 | 17 | 17 | 13 | 26 | 44 | |
| Congo | 54 | 69 | 64 | 64 | 61 | 59 | 90 | 168 | |
| Côte-d'Ivoire | 283 | 130 | 187 | 212 | 131 | » | 204 | 283 | |
| Dahomey | 64 | 97 | 130 | 165 | 171 | » | 209 | 236 | |
| Gabon | 17 | 30 | 31 | » | 40 | 36 | 42 | 75 | |
| Haute-Volta | 25 | 64 | 62 | 76 | 67 | » | 112 | 201 | |
| Madagascar | 457 | 401 | » | 298 | 495 | » | 568 | 450 | |
| Mali | 50 | 64 | » | 83 | 146 | » | 186 | 243 | |
| Mauritanie | » | 10 | 11 | 14 | 19 | » | 11 | 13 | |
| Niger | 20 | » | 18 | 33 | 25 | » | 26 | 51 | |
| Sénégal | 245 | 272 | 298 | 320 | 347 | » | 394 | 611 | |
| Tchad | 4 | 10 | 13 | 12 | 17 | 21 | 28 | 58 | |
| Togo | 44 | 74 | 65 | 60 | 69 | » | 92 | 143 | |
| Totaux | 1.355 | 1.334 | 1.002 | 1.526 | 1.782 | 129 | 2.168 | 2.857 | |

2° *Titulaires autochtones du B.E.P.C.*

| ETATS | 1967 | 1968 | 1969 |
|---------------------|--------------|---------------|--------------|
| Cameroun | 78 | » | 3.507 |
| Centrafrique | 266 | 493 | 607 |
| Congo | » | » | » |
| Côte-d'Ivoire | 2.166 | 3.132 | » |
| Dahomey | » | 1.205 | » |
| Gabon | 402 | 537 | » |
| Haute-Volta | » | 1.038 | » |
| Madagascar | 4.623 | 5.943 | » |
| Mali | » | » | » |
| Mauritanie | 176 | 177 | » |
| Niger | 212 | 317 | 379 |
| Sénégal | » | 1.978 | » |
| Tchad | » | 346 | 721 |
| Togo | » | 625 | » |
| Totaux | 7.928 | 15.701 | 5.214 |

Le problème des langues vernaculaires qui a déjà été posé par votre commission depuis plusieurs années est extrêmement important car, en fait, tout le problème du développement culturel en Afrique noire nous semble en dépendre.

Les principales langues vernaculaires des Etats africains et malgache d'expression française peuvent être réparties en huit groupes importants. Ce sont :

- le groupe Ouest atlantique : wolof, serer du Sénégal, peul ;
- le groupe mandé : bambara (Mali), malenké dioula (Mali, Guinée, Côte d'Ivoire), soussou (Guinée) ;
- le groupe voltaïque : mossi, gourma, langues du Nord - Togo et du Nord-Est de la Côte d'Ivoire ;
- le groupe kwa, avec les sous-groupes : akan de Côte d'Ivoire (agni, baoulé, etc.), ewe et yoruba du Togo et du Dahomey ;
- le groupe bantu : Sud-Cameroun, Gabon, Congo et République Centrafricaine ;
- le groupe oubanguien : au Nord-Cameroun et en République Centrafricaine (sara, gbaya, etc.).
- le groupe des langues non négro-africaines : tamachek, arabe en Mauritanie, haousa, songhaï au Niger et au Nord du Tchad ;
- le groupe malgache.

Les frontières politiques actuelles qui sont aussi des frontières linguistiques secondaires (anglais, français, portugais) découpent arbitrairement le champ d'extension des différents groupes linguistiques primaires et en rassemblent les morceaux plus ou moins au hasard au sein des différents Etats. Aucun pays africain n'est linguistiquement homogène mais le degré d'hétérogénéité varie dans des proportions importantes. Les exemples extrêmes sont, d'une part, la Mauritanie, où l'arabe langue maternelle de 85 % de la population est en même temps langue religieuse du reste, d'autre part, le Cameroun avec au moins quatre-vingt langues africaines ressortissant à quatre ou cinq groupes différents, et deux langues officielles européennes.

Concrètement :

— la très grande majorité de la population rurale, notamment presque toutes les femmes et la plupart des hommes âgés, n'utilise que des langues vernaculaires, beaucoup de ruraux étant polyglottes et parlant une ou deux langues locales en plus de leur langue maternelle ;

— une minorité surtout urbaine a l'usage plus ou moins courant d'une langue européenne.

Il ne faut donc pas se dissimuler que dans de telles conditions, lorsqu'il s'agit d'alphabétiser des adultes ou des adolescents qui n'ont pas été scolarisés, il est particulièrement utile et tentant de recourir dans certains cas, à une langue vernaculaire locale. Le problème se pose tout particulièrement lorsqu'il s'agit de compléter une formation professionnelle limitée à un groupe bien circonscrit en vue d'une formation complémentaire rapide débouchant immédiatement sur une modernisation économique.

Il en résulte que l'effort entrepris pour répandre notre langue doit donc être poursuivi très largement et pendant une période encore longue. Mais parallèlement et de façon complémentaire, sans renier quoi que ce soit des privilèges de la langue française, il est très probablement nécessaire de prévoir dans l'avenir, le cas échéant à l'initiative de la France, une valorisation des grandes langues vernaculaires. Puisqu'il est en effet hors de question que le français les remplace dans la vie quotidienne où elles constituent comme le sol des cultures locales, il est souhaitable que des travaux scientifiques beaucoup plus étendus et plus nombreux puissent établir des grammaires, des lexiques de ces langues pour leur donner un statut plus ferme, il est indispensable aussi que la littérature, le folklore, qu'elles ont produites, soient enregistrés et répertoriés. C'est en formant en France des Africains qui seront des spécialistes des langues locales, que l'on pourra se débarrasser du nationalisme culturel et que, sans doute, on assurera, au mieux, l'avenir du français comme langue de culture. C'est également dans la mesure où les langues africaines seront devenues un objet d'études pour l'enseignement supérieur français, que les Africains comprendront qu'elles ne peuvent, sans que l'on sacrifie toute une génération, en la coupant de l'enseignement supérieur, devenir des langues véhicules de l'enseignement primaire.

En d'autres termes, étant donné qu'il serait très présomptueux de refuser aux langues vernaculaires africaines un avenir même lointain, c'est sans doute en soutenant des études propres à les faire mieux connaître, que nos interlocuteurs africains seront détournés de porter tôt ou tard, contre la France, l'accusation d'avoir tenté d'étouffer leurs langues traditionnelles vernaculaires.

Un autre problème très important pour le développement culturel de l'Afrique, compte tenu des conditions économiques et sociales, est celui des enseignements courts et des C. E. G. ruraux.

Votre rapporteur voudrait, à ce sujet, vous présenter les informations qu'il a reçues du Secrétariat d'Etat à propos, d'une part, des expériences d'enseignement court en Côte-d'Ivoire et au Tchad ; d'autre part du développement des C. E. G. ruraux.

Enseignement court en Côte d'Ivoire :

Les opérations d'enseignement primaire court au Tchad et en Côte-d'Ivoire sont à situer dans la perspective de la réforme de l'enseignement, dont les conférences de Libreville et de Kinshasa ont dégagé les traits fondamentaux. Elles constituent l'expérimentation du premier niveau d'un enseignement rénové.

I. — Caractéristiques de l'enseignement primaire fondamental au Tchad et en Côte-d'Ivoire.

1° La durée du cycle est de 4 ans, mais l'opinion tend à prévaloir qu'il conviendrait de porter cette durée à 5 ans.

2° Sur le plan pédagogique, les méthodes mises en œuvre visent à la constitution d'un enseignement intégré qui réalise la synthèse des différentes disciplines étudiées et qui, d'autre part, contribue à la valorisation du groupe social de l'enfant.

3° Cet enseignement présente, sur l'école traditionnelle, l'originalité de s'inscrire dans une opération éducative globale, elle-même entreprise dans une zone de modernisation agricole. Il prend place à l'intérieur d'une structure qui comporte trois volets : l'école rénovée, la formation des cadres et l'animation du village. On notera que l'articulation de ces diverses actions éducatives est plus rigoureuse au Tchad que dans la région de Bouaké.

II. — Réalisation et mise en place.

1° TCHAD

Année scolaire 1967-1968.

— 9 classes de première année sont ouvertes dans les régions de Fort-Lamy, Fort-Archambault, Koumra, Bedaya, Bediondo ;

— un chef de projet et un inspecteur principal, assistés de plusieurs inspecteurs primaires et de 5 conseillers pédagogiques itinérants, ont assuré la responsabilité de l'opération.

Année scolaire 1968-1969.

— 27 classes de première année sont ouvertes et les 9 classes expérimentales de 1967 deviennent des classes de seconde année ;

— 9 conseillers pédagogiques itinérants.

Année scolaire 1969-1970.

A la rentrée, la carte scolaire se présente comme suit :

- 28 classes de première année, 27 classes de deuxième année et 10 classes de troisième année ; 65 classes au total ;
- 11 conseillers pédagogiques itinérants.

2° CÔTE-D'IVOIRE

Année scolaire 1967-1968.

- 25 classes (à Abidjan et 12 à Bouaké) ;
- un chef de projet, une assistante et 6 conseillers pédagogiques itinérants.

Année scolaire 1968-1969.

- 30 classes de première année, 15 classes de deuxième année ;
- 14 conseillers pédagogiques.

Année scolaire 1969-1970.

- 45 classes de première année, 30 classes de deuxième année, 15 classes de troisième année ;
- 20 conseillers pédagogiques itinérants.

III. — Financement des opérations.

1° Le financement relatif à la conception et à la réalisation est commun aux deux expériences. Il a fait l'objet de deux types de convention :

a) *Convention avec le B.D.P.A. pour l'étude du milieu.*

| | |
|-------------------------------------|------------|
| 385 M 66, du 27 décembre 1966 | 283.000 F. |
| 195 M 67, du 23 mai 1967 | 220.000 |
| 12 M 69, du 24 janvier 1969 | 249.000 |

b) *Convention avec l'AUDECAM pour la réforme de l'enseignement et la formation des maîtres.*

| | |
|-------------------------------------|------------|
| 384 M 66, du 27 décembre 1966 | 398.000 F. |
| 196 M 67, du 23 mai 1967 | 390.000 |
| 368 M 68, du 27 décembre 1968 | 101.400 |
| 369 M 68, du 27 décembre 1968 | 361.000 |
| 241 M 69, du 28 août 1969 | 300.000 |
| 242 M 69, du 28 août 1969 | 380.000 |

Les estimations portant sur les crédits à demander en 1970 s'élèvent, pour la convention B.D.P.A. et les deux conventions AUDECAM, à 880.000 F.

2° Convention d'équipement passée avec le Tchad :

- convention 22/C/67/M : 1.045.920 F ;
- convention intérimaire 156/CD/69 du 27 mai 1969 : 220.000 F.

Estimation concernant une nouvelle convention à passer en février 1970 : 600.000 F.

La « ruralisation » de l'enseignement, au sens strict du terme, fait l'objet d'une opération particulièrement intéressante au Dahomey.

Le département appuie l'effort de « ruralisation » qui a pour but d'adapter l'enseignement aux conditions socio-économiques du pays, afin d'éviter le déracinement des jeunes ruraux scolarisés.

Une convention, signée le 3 avril 1967, a permis de réaliser une partie du programme. Elle porte sur les opérations suivantes :

1° *Au niveau de l'enseignement primaire.*

Création de jardins scolaires.

Un équipement en matériel et une première mise de fonds de la Ligue française de l'enseignement ont permis de créer quatre écoles primaires rurales dans la région de Porto-Nuovo ; les élèves y font de une heure trente à trois heures de travaux pratiques par semaine.

2° *Au niveau post-scolaire.*

Création d'une école coopérative (QUIDAH), ouverte en novembre 1966, en faveur d'élèves qui ne sont pas admis à poursuivre des études secondaires.

Elle comprend :

— *une section agricole*, comprenant à l'origine 42 élèves et dont le développement est satisfaisant ;

— *une section de vannerie*, comprenant 15 élèves et dont la fermeture est envisagée après 5 ou 6 ans de fonctionnement.

3° *Au niveau des C. E. G.*

Des cours, pratiques et théoriques, ont commencé en 1967 dans les C. E. G. d'Abidjan, Savalon et Kandi, transformés en *collèges d'enseignement moderne agricole* (C. E. M. A.).

L'horaire hebdomadaire comporte 2 heures d'agriculture théorique et 6 heures de travaux pratiques pour la sixième, sous la direction d'un chef d'exploitation.

4° *Au niveau de l'école normale.*

Des cours d'agriculture sont donnés à l'école normale d'Atakpamé (3 heures de cours théoriques et 2 heures de travaux pratiques).

Ces expériences assez limitées ne permettent pas de formuler des conclusions indiscutables, mais leurs chances de succès paraissent assez établies.

Les obstacles les plus notables à ce succès restent :

- la réticence du corps enseignant dahoméen ;
- l'insuffisante conviction des autorités dahoméennes.

Une action de « ruralisation » a été interdite, depuis 1965, au Togo, par le B. D. P. A., le centre d'action étant fixé à Dapango, au Nord du pays.

Une seconde a été engagée au C. E. G. d'Amlamé, afin d'ouvrir avec la population rurale de la région le dialogue en vue d'une connaissance approfondie de ses problèmes, et d'assurer au C. E. G. l'enseignement à partir de ces mêmes problèmes.

D'une façon plus générale, il est envisagé d'engager une action à d'autres niveaux :

a) Conception d'ensemble de nouveaux programmes issus de l'étude du milieu (Institut national pédagogique) ;

b) Formation des instituteurs à l'École normale à vocation rurale à Atakpamé ;

c) Transformation des C. E. G. par orientation vers la compréhension des problèmes d'une vie rurale modernisée.

II. — Aide française et aide étrangère.

L'aide de la France aux pays africains et malgache doit être située, pour être mieux appréciée, dans un ensemble plus vaste. Les tableaux suivants permettront de se rendre compte, d'une part, de l'importance de l'aide bilatérale accordée aux pays francophones d'Afrique au Sud du Sahara et de Madagascar depuis 1964 par la République fédérale d'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique, l'U. R. S. S., la Chine populaire et les autres pays ; d'autre part, de l'aide multilatérale accordée à ces mêmes pays depuis 1964.

Parmi ces aides multilatérales, nous distinguerons celle du Fonds européen de développement. On sait que des négociations pour le renouvellement de la Convention de Yaoundé ont eu lieu à Bruxelles au mois de décembre 1968, mars et mai 1969. Une quatrième rencontre s'est tenue dans la deuxième quinzaine du mois de juin 1969.

Aide bilatérale aux pays francophones d'Afrique au Sud du Sahara et Madagascar depuis 1964.

(En millions de francs.)

| PAYS BENEFICIAIRES | PAYS DONNEURS | | | | | | | | | |
|-------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|-------------------|------------------|--------------|---------------------|-------------------|
| | R. F. A. | | E. U. A. | | U. R. S. S. | | Chine populaire. | | Autres. | |
| | Dons. | Prêts. | Dons. | Prêts. | Dons. | Prêts. | Dons. | Prêts. | Dons. | Prêts. |
| Burundi | 2,8 | » | 358,8 | » | » | » | » | » | 21 | » |
| Cameroun | 13,8 | 49,60 | 11 | 65 | » | 35,88 | » | » | » | » |
| Congo-Brazzaville | 2 | 9,6 | 1,45 | » | » | » | » | 120 | » | Corée-Nord 6,2 |
| Congo-Kinshasa | 8 | 28 | 20,6 | 12,5 | » | » | » | » | Belgique 378.371 | » |
| Côte-d'Ivoire | » | 103 | 8,03 | 33,2 | » | » | » | » | » | » |
| Dahomey | 2 | 29,2 | 17 | 4,2 | » | » | » | » | » | » |
| Gabon | » | 26,2 | 11,6 | » | » | » | » | » | » | » |
| Haute-Volta | 4,3 | 12 | 8,2 | » | » | » | » | » | » | » |
| Madagascar | 16 | 70 | 13,8 | 23,5 | » | » | » | » | » | » |
| Mali | 13,12 | 32,48 | 18,28 | 11,7 | 28,14 | 365.490,3 | » | 1,4 | » | » |
| Mauritanie | 3,6 | 12,8 | 1,7 | » | » | » | » | » | » | » |
| Niger | » | 18,75 | 11,98 | 16 | » | » | » | » | » | » |
| R. C. A. | 3,2 | 11,2 | 13,6 | » | » | » | » | 10 | » | » |
| Rwanda | » | 0,25 | 7 | » | » | » | » | » | Belgique 100 | » |
| Sénégal | 64,2 | 115,8 | 7,4 | 6,5 | » | 17,64 | » | » | » | » |
| Tchad | » | 8,2 | 16,6 | » | » | » | » | » | » | » |
| Togo | 36 | 122,21 | 13,4 | » | » | » | » | » | » | » |
| Total | 231,4 | 649,28 | 228,56 | 172,62 | 28,14 | 365.544,42 | » | 131,4 | 379.092 | 6,2 |

Aide multilatérale aux pays francophones d'Afrique au Sud du Sahara et Madagascar depuis 1964.

(En millions de francs.)

| PAYS BENEFICIAIRES | ORGANISMES INTERNATIONAUX DE FINANCEMENT et organismes communautaires. | | | | |
|-------------------------|---|---------------|--------------|--|----------------|
| | Banque mondiale et filiales. | P. N. U. D. | B. E. I. | Deuxième F. E. D. (du 1 ^{er} juin 1964 au 31 juillet 1969). | |
| | Prêts. | Dons. | Prêts. | Dons. | Prêts. |
| Burundi | 5,5 | 29 | » | 100 | » |
| Cameroun | 92,5 | 28 | 42 | 188,710 | 72,615 |
| Congo-Brazzaville | 325 | 43,5 | 44 | 92,430 | » |
| Congo-Kinshasa | 30 | 76,46 | » | 323,975 | 45 |
| Côte-d'Ivoire | 29 | 41,58 | 55 | 199,660 | 48,285 |
| Dahomey | 23 | 11,4 | » | 110,040 | » |
| Gabon | 99 | 40,31 | 4,5 | 41,330 | 12,500 |
| Haute-Volta | 4 | 27,30 | » | 144,280 | » |
| Madagascar | 128 | 51,60 | » | 327,610 | » |
| Mali | 45,5 | 45,90 | » | 162,810 | » |
| Mauritanie | 33,5 | 16,28 | 55 | 75,870 | 13,770 |
| Niger | 38,1 | 23,25 | » | 143,985 | » |
| R. C. A. | 21 | 8,5 | » | 121,445 | 1,135 |
| Rwanda | » | 25 | » | 86,150 | » |
| Sénégal | 128,7 | 52,32 | 12 | 296,720 | » |
| Tchad | 29,5 | 1,75 | » | 157,920 | 6,075 |
| Togo | 18,5 | 21,16 | » | 78,680 | » |
| Total | 1.050,8 | 503,31 | 212,5 | 2.651,615 | 199,380 |

Les négociations pour le renouvellement de la Convention de Yaoundé ont abouti à la signature, le 29 juillet 1969, à Yaoundé également, d'une nouvelle Convention d'association entre les Six Etats du Marché commun et dix-huit Etats africains et malgache.

Confirmant les principes fondamentaux de l'Association et visant à améliorer le contenu, les négociations ont porté essentiellement sur les échanges commerciaux et sur la coopération financière et technique.

L'Association garde son caractère original de zone de libre échange impliquant la suppression de tout droit de douane et de toute restriction quantitative à l'importation dans les E. A. M. A. de produits originaires de la C. E. E. et vice-versa.

A. — LES ÉCHANGES COMMERCIAUX

La première Convention de 1963 prévoyait l'élimination progressive et réciproque des droits de douane et des taxes d'effets équivalents ainsi que des restrictions quantitatives, afin d'aboutir, avant l'expiration de ladite Convention à l'institution d'un régime englobant dix-huit zones de libre échange (une pour chacun des Etats associés).

La Convention de 1969 maintient le régime de zone de libre échange ainsi obtenu. Ce régime est étendu, par un accord spécial connexe à la Convention, aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. De même l'annexe X de la Convention rend applicables les dispositions du titre I^{er} aux produits nucléaires. D'autre part, la Communauté s'est réservée, par l'annexe II de la Convention, la possibilité de régler le problème des produits pétroliers au cas où une politique énergétique commune serait établie.

a) *Les dérogations au régime de libre échange.*

1° *Dérogation au bénéfice de la Communauté.*

La Convention de 1963 excluait du régime de libre échange les produits homologues et concurrents des produits européens faisant l'objet d'un règlement de politique agricole commune. Elle stipulait seulement la prise en considération des intérêts des Etats associés en ce domaine.

La Convention de 1969 confirme cette exclusion dans son article 2 et précise, par le protocole annexe n° 1, que des règlements particuliers déterminant le régime spécial de ces produits pourront être pris cas par cas lorsque les associés ont un intérêt économique à leur exportation. Ce régime spécial sera plus favorable que le régime général appliqué aux mêmes produits originaires des pays tiers. La validité de ces règlements sera celle de la Convention à moins que des modifications de l'organisation communautaire des marchés n'exigent leur aménagement.

Ces dispositions sont plus favorables aux associés que celles dont ils bénéficiaient sous l'empire de la Convention de 1963. D'une part, elles leur fournissent une protection contre la concurrence des Pays tiers sur les marchés de la Communauté. D'autre part, leur durée, liée à celle de la Convention permet aux Etats associés une planification à moyen terme.

2° *Dérogations au bénéfice des associés.*

La Convention de 1963 autorisait les associés à surseoir à l'élimination progressive des droits de douane et taxes d'effets équivalents en maintenant ou en établissant de tels droits et taxes pour répondre aux nécessités de leur développement et de leur industrialisation ou aux besoins de leur budget. De plus, et si ces mesures se révélaient insuffisantes pour assurer ce développement et cette industrialisation, l'équilibre de la balance des paiements ou le fonctionnement des organisations régionales de marchés agricoles les associés pouvaient maintenir ou établir des restrictions quantitatives. Dans les deux hypothèses, aucune discrimination entre les Etats membres ne devait résulter de ces dérogations.

La Convention de 1969 (art. 3, 4, 5, 6, 7) étend ces avantages aux organisations régionales de marchés industriels. En outre, elle assouplit leurs conditions d'application en admettant la simultanéité des mesures tarifaires et contingentaires. Celles-ci peuvent même aller, dans certains cas et sous réserve de consultation préalable, jusqu'à la prohibition d'importation totale encore que temporaire (protocoles II et III).

La Convention de 1969 (art. 8) ajoute à ces diverses exceptions celles que pourrait provoquer l'application d'accords mondiaux de produits dont les parties contractantes sont ou seraient signataires.

Enfin, les dispositions prises en matière d'origine des marchandises en vertu de la Convention de 1963, sont expressément reconduites par l'article 10 et l'annexe I de la Convention de 1969.

En vertu de ces dispositions, le régime préférentiel est accordé, d'une part, aux produits entièrement obtenus dans un Etat membre ou un Etat associé, d'autre part, aux marchandises fabriquées dans un pays de l'Association à partir de produits « non originaires » lorsque cette fabrication a pour effet un changement de position tarifaire. Des exceptions à cette dernière règle sont toutefois prévues, soit que le changement de position tarifaire ne soit pas nécessaire, soit qu'il ne soit pas suffisant.

b) *Dispositions relatives à la politique commerciale.*

La convention de 1963 n'avait pas regroupé les diverses dispositions relatives à la politique commerciale. Elle reconnaissait d'abord aux Etats associés le droit de maintenir ou d'établir des unions douanières ou des zones de libre échange :

- entre eux, sans restrictions ;
- avec les pays tiers, sous réserve qu'elles ne fussent pas incompatibles avec ladite Convention.

Plus loin, elle obligeait les parties contractantes à s'informer mutuellement, et éventuellement à se consulter, sur les mesures relatives aux échanges commerciaux avec des pays tiers lorsque celles-ci pouvaient porter atteinte aux intérêts de l'une ou de plusieurs d'entre-elles.

La Convention de 1969 rassemble dans son chapitre II (art. 11, 12, 13, 14 et 15) les dispositions relatives à la politique commerciale. Tout en reprenant les stipulations de 1963, elle y introduit la possibilité pour les Etats associés, de conclure entre eux ou avec des pays tiers, outre des unions douanières ou des zones de libre échange, des accords de coopération économique. Toutefois, elle distingue parmi les pays tiers :

- les pays africains à niveau de développement comparable pour lesquels les engagements (union douanière, zone de libre échange, accords de coopération économique) devront respecter les seules dispositions concernant l'origine. Les incompatibilités éventuelles avec la Convention pourront faire, après consultation, l'objet de décisions ou de recommandations du Conseil d'association ;
- les autres pays tiers pour lesquels ces mêmes engagements doivent être compatibles avec l'ensemble de la Convention.

B. — COOPÉRATION FINANCIÈRE ET TECHNIQUE

a) *Montant de l'aide financière.*

Le montant global des aides communautaires s'élève à un milliard d'unités de compte, en augmentation de 25 % par rapport à la précédente Convention.

Sur ce total, la part réservée aux associés représente 918 millions d'unités de compte. Le solde, 82 millions d'unités de compte est attribué aux pays et territoires d'outre-mer entretenant des relations particulières avec la France, d'une part, et les Pays-Bas, d'autre part, ainsi qu'aux départements français d'outre-mer (accord interne relatif au financement, à la gestion des aides communautaires, art. 1^{er}, § 3, et art. 2).

La somme de 918 millions qui revient aux Etats associés est fournie pour 828 millions d'unités de compte par les contributions budgétaires des Etats membres et à concurrence de 90 millions d'unités de compte sous forme de prêts par la Banque européenne d'investissement (art. 18).

Afin d'éviter que cette aide ne s'étale sur une trop longue période, il est prévu que la Convention conclue pour cinq ans expirera au plus tard le 31 janvier 1975, quelle que soit la date de son entrée en vigueur (art. 61). Celle-ci peut, en effet, être retardée par les délais de ratification.

b) *Contribution budgétaire des Etats membres.*

L'accord interne relatif au financement et à la gestion des aides fait état, dans son article 1, de la constitution d'un fonds, dit « Fonds européen de développement (1969) ».

L'accord interne de 1969 reconnaît à la Commission la qualité de gestionnaire du F. E. D., il précise que : « les Etats membres mettent à la disposition de la Commission chargée de gérer le Fonds, un montant de 900 millions d'unités de compte « représentant leurs

contributions dont la répartition est rééquilibrée par rapport à la précédente :

| | 1963 | 1969 |
|------------------|----------------------------------|-------|
| | (En millions d'unité de compte.) | |
| Belgique | 69 | 80 |
| R. F. A..... | 246,5 | 298,5 |
| France | 246,5 | 298,5 |
| Italie | 100 | 140,6 |
| Luxembourg | 2 | 2,4 |
| Pays-Bas | 66 | 80 |

c) *Modalités de l'aide financière.*

La Convention de 1969, dans son article 18 et dans le protocole annexe n° 6, prévoit différentes modalités d'intervention couvrant l'ensemble de l'aide financière de la Communauté :

Le montant de 918 millions d'unités de compte réservé aux associés est réparti :

- pour 718 millions d'unités de compte, sous forme d'aides non remboursables versées par le Fonds européen de développement ;
- pour 80 millions d'unités de compte, également versées par le Fonds européen de développement, sous forme de prêts à conditions spéciales et de contributions à la formation de capitaux à risques, notamment par le moyen de prises de participation ;
- à concurrence de 90 millions d'unités de compte, sous forme de prêts normaux de la Banque européenne d'investissement. Ces prêts peuvent être assortis de bonifications d'intérêts prises en charge par le Fonds européen de développement et imputées sur le montant des aides non remboursables.

Les prêts à conditions spéciales du Fonds européen de développement bénéficient de conditions particulièrement avantageuses. Leur durée peut être portée à quarante ans avec un différé d'amortissement de dix ans.

De plus, le système de bonification d'intérêt des prêts normaux de la Banque européenne, prise en charge par le Fonds européen, est modifié de façon à pouvoir réduire, au minimum, à 2 ou 3 % selon les cas le taux supporté effectivement par le bénéficiaire (protocole n° 6, art. 8, § 3).

d) *Affectation de l'aide.*

Le montant global de un milliard d'unités de compte fixé par la Convention de 1969 et par l'Accord interne est destiné à financer des investissements dans les domaines de la production et de l'infrastructure économique et sociale, et plus particulièrement à favoriser l'industrialisation et le développement agricole des Etats associés ainsi que des pays et territoires d'outre-mer et des départements français d'outre-mer. Les actions de coopération technique générale ou de coopération technique liée aux investissements, déjà entreprises au cours de la Convention de 1963, seront poursuivies et complétées par des interventions favorisant la commercialisation et la promotion des ventes de produits exportés par les Etats associés. Il est particulièrement tenu compte, dans l'appréciation des programmes, des difficultés de développement de chaque Etat et, notamment, « de l'intérêt de promouvoir la coopération régionale entre Etats associés et éventuellement entre ceux-ci et un ou plusieurs Etats voisins » (art. 19). Cette disposition est une innovation de la Convention de 1969.

Aide exceptionnelle.

La Convention de 1963 imposait aux parties contractantes de supprimer les systèmes de soutien de prix de certains des principaux produits des Etats associés, afin d'arriver, à l'expiration de la Convention, à une commercialisation au cours mondial.

En contrepartie, elle accordait, sur les disponibilités du Fonds européen, des aides dites « à la production et à la diversification » dont le montant total, pré-rétabli entre les Etats, était de 230 millions d'unités de compte. Ces aides étaient destinées à financer soit des opérations de diversification, soit des opérations d'amélioration structurelle et de soutien des prix.

L'obligation de commercialiser aux cours mondiaux dès l'expiration de la Convention de 1963 impliquait l'impossibilité de maintenir, dans la Convention de 1969, cette forme d'aide.

Cependant, à la demande des Etats associés, soutenus d'ailleurs par la France, arguant de l'inéluctable instabilité des cours mondiaux des matières premières, la Convention de 1969 a institué un fonds de réserve en vue d'aider les Etats associés à faire face aux difficultés particulières et extraordinaires créant une situation exceptionnelle ayant une répercussion grave sur leur potentiel économique et dues soit à une chute des prix mondiaux, soit à des calamités.

Le nouveau fonds de réserve ainsi créé reçoit une dotation initiale de 20 millions d'unités de compte. Chaque année, le reliquat non utilisé l'année précédente est automatiquement complété pour rétablir les 20 millions d'unités de compte de la dotation initiale. Toutefois, l'ensemble de ces dotations supplémentaires ne pourra excéder 45 millions d'unités de compte. Enfin, après la troisième année, le Conseil d'association pourra prélever, sur les disponibilités du Fonds européen, une somme maximum de 15 millions d'unités de compte pour l'affecter au fonds de réserve (art. 20).

Quelle qu'en soit la destination : chute des prix mondiaux ou calamités telles que famines, inondations, etc., l'aide exceptionnelle ne pourra donc dépasser 80 millions d'unités de compte.

En outre, et comme en 1963, des avances destinées à pallier les conséquences des fluctuations des prix mondiaux peuvent être consenties dans la limite de 50 millions d'unités de compte (art. 21).

A la différence de la Convention de 1963, la Convention de 1969, dans le dessein d'apporter une plus grande souplesse et d'élargir le domaine de ses actions, n'énumère plus les secteurs d'intervention. Son article 25 donne une liste des bénéficiaires différents sur certains points de celle de 1963.

Les personnes morales peuvent être ressortissantes des Etats membres aussi bien que des Etats associés, leur caractère d'intérêt social n'apparaît plus. Les groupements de producteurs doivent être agréés, non seulement par la Communauté, mais aussi par les Etats associés. Enfin, des organismes régionaux ou inter-étatiques auxquels appartiennent des Etats associés deviennent bénéficiaires de l'aide.

S'ajoutent à ces bénéficiaires :

- les instituts et organismes ou, à titre exceptionnel, les entreprises formant des spécialistes pour le compte d'autrui ainsi que les boursiers, stagiaires ou participants à des sessions de formation, pour les aides non remboursables consacrées à des opérations techniques générales ;
- les entreprises industrielles et commerciales constituées en sociétés d'un Etat associé, pour les prêts de la Banque européenne, les prêts à conditions spéciales et les contributions à la formation des capitaux à risques ainsi qu'éventuellement pour les aides non remboursables destinées à des actions de coopération technique liées aux investissements.

Il faut rappeler que les bénéficiaires de l'aide exceptionnelle sont les seuls Etats associés.

Comme par le passé, la participation aux adjudications, appels d'offres, marchés et contrats, est ouverte, à égalité de conditions, à toutes les personnes physiques et morales des Etats membres et des Etats associés (art. 26).

Engagements du premier F. E. D. par pays bénéficiaire.

Depuis le 1^{er} janvier 1958.

(Montants en milliers d'unités de compte.)

| P A Y S | INVESTISSEMENTS économiques et sociaux. |
|---|---|
| Sénégal | 43.833 |
| Mauritanie | 15.379 |
| Mali | 41.924 |
| Côte-d'Ivoire | 39.660 |
| Dahomey | 20.779 |
| Niger | 31.357 |
| Haute-Volta | 28.295 |
| Togo | 15.935 |
| Gabon | 16.068 |
| Tchad | 27.924 |
| Centrafrique | 18.216 |
| Congo-Brazzaville | 24.624 |
| Cameroun | 52.799 |
| Algérie | 25.320 |
| Madagascar | 56.255 |
| Comores | 3.077 |
| Polynésie | 4.261 |
| Saint-Pierre et Miquelon | 3.545 |
| Nouvelle-Calédonie | 2.167 |
| Territoires français des Afars et des Issas | 1.199 |
| Réunion | 8.861 |
| Guadeloupe | 4.490 |
| Martinique | 6.720 |
| Guyane | 1.863 |
| Congo-Kinshasa | » |
| Burundi | » |
| Rwanda | 4.941 |
| Somalie | 9.912 |
| Nouvelle-Guinée | 4.490 |
| Surinam | 16.791 |
| Antilles néerlandaises | 13.222 |
| | 568.439 |
| Contrôle technique | 8.997 |
| | 577.436 |

Situation des engagements du deuxième F.E.D. au 31 juillet 1969.

(Pays, Etats et territoires bénéficiaires.)

(En milliers d'unités de compte.)

| ÉTATS, PAYS OU TERRITOIRES bénéficiaires. | INVESTISSEMENTS économiques et sociaux. | | AIDE à la diversification. | | AIDE à la production | ASSISTANCE technique liée aux investisse- ments. Dons. | COOPÉRATION technique générale. Dons. | | SECOURS d'urgence. | TOTAL | AVANCE aux caisses de stabilisation des prix. |
|--|---|--|-------------------------------|--|----------------------------|---|---|--------------------|-----------------------|----------------|--|
| | Dons. | Prêts à conditions spéciales. | Dons. | Prêts à conditions spéciales. | Dons. | Dons. | Programme bourses. | Autres actions. | Dons. | | |
| A. — E. A. M. A. | | | | | | | | | | | |
| République du Burundi..... | 10.167 | » | 5.250 | » | » | 2.080 | 2.026 | 477 | » | 20.000 | 1.000 |
| République fédérale du Cameroun..... | 26.136 | 7.372 | 750 | 7.151 | 7.159 | 491 | 2.667 | 539 | » | 52.265 | » |
| République centrafricaine..... | 15.641 | » | 1.540 | 227 | 5.056 | 1.549 | 353 | 150 | » | 24.516 | » |
| République du Congo..... | 11.814 | » | 5.170 | » | » | 507 | 995 | » | » | 18.486 | » |
| République démocratique du Congo.... | 47.296 | 3.000 | 9.000 | 6.000 | » | 563 | 4.688 | 3.248 | » | 73.795 | » |
| République de Côte-d'Ivoire..... | 2.613 | 6.013 | 35.388 | 3.644 | » | 53 | 1.683 | 195 | » | 49.589 | » |
| République du Dahomey..... | 14.876 | » | 1.499 | » | 3.922 | 651 | 1.058 | 2 | » | 22.008 | » |
| République du Gabon..... | 10.766 | 2.500 | 4.000 | » | » | 2.378 | 277 | » | » | 19.921 | » |
| République de Haute-Volta..... | 20.279 | » | 5.866 | » | » | 1.299 | 1.374 | 38 | » | 28.856 | » |
| République malgache..... | 34.031 | » | 5.246 | » | 22.658 | 1.541 | 933 | 100 | 1.013 | 65.522 | » |
| République du Mali..... | 25.291 | » | 1.022 | » | 4.151 | 1.277 | 720 | » | 101 | 32.562 | » |
| République islamique de Mauritanie.... | 12.301 | » | 1.832 | 2.754 | » | 482 | 551 | 8 | » | 17.928 | » |
| République du Niger..... | 20.333 | » | 1.333 | » | 4.867 | 1.279 | 705 | 280 | » | 28.797 | » |
| République du Rwanda..... | 6.488 | » | 5.250 | » | » | 2.493 | 1.621 | 1.378 | » | 17.230 | » |
| République du Sénégal..... | 12.985 | » | 10.420 | » | 35.021 | 194 | 705 | 19 | » | 59.344 | 8.710 |
| République somalienne..... | 12.784 | » | 6.500 | » | » | 2.924 | 1.787 | 1.068 | 1.850 | 26.913 | » |
| République du Tchad..... | 24.792 | 1.215 | 433 | » | 4.177 | 1.521 | 594 | 67 | » | 32.799 | 1.766 |
| République du Togo..... | 8.153 | » | 2.440 | » | 3.101 | 823 | 1.219 | » | » | 15.736 | » |
| Total E. A. M. A..... | 316.746 | 20.100 | 102.939 | 19.778 | 90.112 | 22.105 | 23.956 | 7.569 | 2.964 | 606.267 | 11.476 |

| ÉTATS, PAYS OU TERRITOIRES bénéficiaires. | INVESTISSEMENTS économiques et sociaux. | | AIDE à la diversification. | | AIDE à la production Dons. | ASSISTANCE technique liée aux investisse- ments. Dons. | COOPÉRATION technique générale. Dons. | | SECOURS d'urgence. Dons. | TOTAL | AVANCE aux caisses de stabilisation des prix. |
|--|---|--|-------------------------------|--|-------------------------------------|---|---|--------------------|--------------------------------|-------------|--|
| | Dons. | Prêts à conditions spéciales. | Dons. | Prêts à conditions spéciales. | | | Programme bourses. | Autres actions. | | | |
| <i>B. P. T. O. M. - D. O. M.</i> | | | | | | | | | | | |
| Antilles néerlandaises | 10.156 | » | » | » | » | 117 | 540 | » | » | 10.813 | » |
| Archipel des Comores | 2.611 | » | » | » | » | 168 | 45 | » | » | 2.824 | » |
| Territoire des Affars et des Issas | 1.812 | » | » | » | » | 19 | 22 | » | » | 1.853 | » |
| Guadeloupe | 2.603 | » | » | » | » | 33 | » | » | » | 2.636 | » |
| Guyane | 2.540 | » | » | » | » | 260 | » | » | » | 2.800 | » |
| Martinique | 3.700 | » | » | » | » | » | 4 | » | » | 3.704 | » |
| Nouvelle Calédonie | 3.066 | 1.000 | » | » | » | » | 105 | » | » | 4.171 | » |
| Polynésie française | 869 | » | » | » | » | » | 42 | » | » | 911 | » |
| Réunion | 8.102 | » | » | » | » | » | » | » | » | 8.102 | » |
| Saint-Pierre et Miquelon | 466 | » | » | » | » | » | 43 | » | » | 509 | » |
| Surinam | 11.227 | 1.856 | » | » | » | 216 | 497 | » | » | 13.796 | » |
| Wallis et Futuna | 607 | » | » | » | » | » | » | » | » | 607 | » |
| Total P. T. O. M. - D. O. M. ... | 47.759 | 2.856 | » | » | » | 813 | 1.298 | » | » | 52.726 | » |
| Interventions non réparties | » | » | » | » | » | (1) 2.172 | » | (2) 3.738 | » | 5.910 | 1.227 |
| Total général | 364.505 | 22.956 | 102.939 | 19.776 | 90.112 | 25.090 | 25.254 | 11.307 | 2.964 | (3) 664.903 | 12.703 |

(1) Les interventions non réparties concernent la fraction de crédits globaux ouverts pour des opérations d'études (10.240.000 unités de comptes) et pour des opérations de direction des travaux (4.000.000 d'unités de comptes) qui n'a pas encore été utilisée par l'ordonnateur principal du F. E. D. pour financer ces opérations.

(2) Les interventions non réparties concernent la fraction de crédits globaux ouverts pour des études générales (1.260.000 unités de comptes) qui n'a pas encore été utilisée par l'ordonnateur principal du F. E. D. pour financer ces opérations ainsi que les études générales, les programmes de colloques, de stages et d'information qu'il n'est pas possible de répartir par pays.

(3) Non compris les frais de contrôle de l'exécution des projets, ni les frais administratifs et financiers.

Situation des engagements du deuxième F. E. D. au 31 juillet 1969.

« Secteurs d'intervention ».

| SECTEURS D'INTERVENTION | MONTANTS | POURCENTAGE (En milliers d'unités de compte.) |
|---|----------|--|
| 0 Soutien des prix agricoles..... | 29.897 | |
| 1 Développement de la production : | | |
| 12 Amélioration structurelle des produits agricoles | 79.950 | |
| 13 Diversification agricole | 94.802 | |
| 14 Aménagements agricoles nouveaux..... | 43.110 | |
| 15 Elevage et pêche..... | 13.100 | |
| 16 Développement des coopératives..... | 2.139 | |
| 17 Hydraulique rurale et pastorale..... | 15.027 | |
| 18 Diversification industrielle | 16.648 | |
| 19 Promotion commerciale..... | 1.148 | |
| 20 Energie | 18.494 | |
| Total 1 | 284.418 | 45 |
| 2 Modernisation de l'infrastructure économique : | | |
| 21 Ports et voies fluviales..... | 39.055 | |
| 22 Routes et ponts..... | 135.055 | |
| 23 Chemins de fer..... | 28.593 | |
| 24 Télécommunications | 3.279 | |
| 25 Aéroports | 9.124 | |
| Total 2 | 215.106 | 33,5 |
| 3 Développement social : | | |
| 31 Formation des cadres..... | 32.301 | |
| 32 Enseignement | 36.793 | |
| 33 Santé publique..... | 28.488 | |
| 34 Adductions d'eau urbaines..... | 25.451 | |
| 35 Urbanisme et assainissement urbain..... | 10.461 | |
| Total 3 | 133.494 | 21 |

| SECTEURS D'INTERVENTION | MONTANTS | POURCENTAGE (En milliers d'unités de compte.) |
|--|----------|--|
| 4 Divers : | | |
| 41 Programmation du développement..... | 2.371 | |
| 42 Information | 353 | |
| 43 Secours d'urgence | 250 | |
| Total 4 | 2.974 | 0,5 |
| Total 1 + 2 + 3 + 4 =..... | 635.992 | 100 |
| + engagements non encore répartis (1)..... | 2.316 | |
| + soutien des prix agricoles..... | 29.897 | |
| Total engagements 2 ^e F. E. D..... | 668.205 | |
| Stabilisation des cours des produits agricoles (2).... | 12.703 | |

(1) Les engagements non encore répartis concernent la fraction des montants globaux ouverts au titre de l'assistance technique liée et de la coopération technique générale (études) qui n'a pas encore été utilisée par l'Ordonnateur principal du F. E. D. pour financer les opérations individuelles.

(2) Les avances pour la stabilisation des cours sont financées par les disponibilités de trésorerie du F. E. D. (Convention art. 20) ; leur montant ne doit pas être ajouté à celui des engagements.

**Evolution du montant des engagements du F. E. D. depuis sa mise en vigueur
(1^{er} juin 1964 jusqu'au 31 juillet 1969).**

(Chiffres arrondis.)

Les engagements du deuxième F. E. D. ont représenté :

| | |
|---|----------------------------------|
| — du 1 ^{er} juin 1964 (date de sa mise en vigueur) au 1 ^{er} juin 1965..... | 137 millions d'unités de compte. |
| — du 1 ^{er} juin 1965 au 31 décembre 1965 (soit pour une période de 6 mois)..... | 75 — — |
| — du 31 décembre 1965 au 31 décembre 1966 (y compris 5 millions en prêts spéciaux).... | 156 — — |
| — du 31 décembre 1966 au 31 décembre 1967 (y compris 14 millions en prêts spéciaux).... | 102 — — |
| — du 31 décembre 1967 au 31 décembre 1968 (y compris 13 millions en prêts spéciaux).... | 129 — — |
| — du 31 décembre 1968 au 31 juillet 1969 (soit pour une période de 7 mois y compris 11 mil- lions en prêts spéciaux)..... | 69 — — |

Soit au total environ..... 668 millions d'unités de compte.
dont 43 millions en prêts spéciaux.

Il est également intéressant lorsqu'on étudie le problème de coopération en Afrique de savoir quelle est la position des Etats-Unis dans ce continent. Le tableau ci-dessous permet de se rendre compte que tant en ce qui concerne les investissements que les échanges commerciaux les Etats-Unis ont une position qui est loin d'être négligeable.

Investissements des Etats-Unis par secteur depuis 1964.

(En millions de francs C. F. A.)

| ETATS | AGRICULTURE | INFRASTRUC- TURE | INDUSTRIE | EDUCATION et secteur social. |
|------------------------|-------------|---------------------|-----------|------------------------------------|
| Burundi | » | 0,73 | » | » |
| Cameroun | 127,25 | 209 | » | 117,25 |
| R. C. A. | 290 | 3.250 | » | 51 |
| Congo-Brazzaville | » | 168,75 | » | 8,03 |
| Congo-Kinshasa | 0,36 | 56,75 | 1,26 | » |
| Côte-d'Ivoire | 210,95 | 2,5 | 28,5 | 70 |
| Dahomey | 289,5 | 52,5 | 21,5 | 174 |
| Gabon | 56,25 | 212,5 | 21,25 | 387,25 |
| Haute-Volta | 176 | 94,75 | » | 78,75 |
| République malgache.. | 231,5 | 81,5 | » | 231,25 |
| Mali | 1.175 | 9,5 | 27 | 1.229,5 |
| Mauritanie | 303,5 | » | 8 | 622,5 |
| Niger | 550 | 151 | 28,25 | 29,75 |
| Rwanda | 185 | 675 | » | 104 |
| Sénégal | » | » | 32 | 0,2 |
| Tchad | 113 | » | » | 110 |
| Togo | 87,75 | 188,25 | » | 325 |
| | 6,25 | 34,75 | » | 331,25 |
| | | | | 320,75 |

Echanges commerciaux entre les Etats-Unis et les E. A. M.
(En millions de francs.)

| | 1960 | 1966 | 1967 | 1968 |
|---|------|-------|-------|---------|
| <i>Importations</i> (en provenance des Etats-Unis)..... | 138 | 349 | 355 | (1) 330 |
| Dont : | | | | |
| Côte-d'Ivoire | 22 | 98 | 81 | 95 |
| Madagascar | 16 | 45 | 49 | 42 |
| Sénégal | 13 | 36 | 24 | 32 |
| Gabon | 20 | 36 | 30 | 30 |
| Cameroun | 17 | 38 | 50 | 53 |
| Mauritanie | 16 | 20 | 39 | » |
| Tchad | 3 | 18 | 20 | 16 |
| Congo-Brazzaville | 21 | 16 | 17 | 22 |
| Autres pays..... | 10 | 42 | 45 | 40 |
| <i>Exportations</i> (vers les Etats-Unis) .. | 208 | 623 | 627 | (1) 701 |
| Dont : | | | | |
| Côte-d'Ivoire | 112 | 260 | 220 | 315 |
| Madagascar | 48 | 110 | 126 | 129 |
| Cameroun | 30 | 103 | 102 | 93 |
| Gabon | 6 | 104 | 115 | 76 |
| R. C. A. | 4 | 29 | 43 | 56 |
| Dahomey | » | 5 | 11 | 24 |
| Autres pays..... | 8 | 12 | 10 | 8 |
| <i>Balance</i> | + 70 | + 274 | + 272 | + 371 |
| Dont : | | | | |
| Côte-d'Ivoire | + 90 | + 162 | + 139 | + 220 |
| Madagascar | + 32 | + 65 | + 77 | + 87 |
| Cameroun | + 13 | + 65 | + 52 | + 40 |
| Gabon | - 14 | + 68 | + 85 | + 46 |
| Autres pays..... | - 51 | - 86 | - 81 | - 22 |

(1) Moins la Mauritanie et le Niger.

On voit que les échanges évoluent favorablement pour les E. A. M., les importations demeurant stationnaires tandis que les exportations (Côte-d'Ivoire surtout) s'accroissent.

Importations :

Les Etats-Unis vendent surtout des *machines et engins* mécaniques (plus de 10 millions en 1967), des *machines et appareils électriques* (20 millions en 1966) ; des *voitures automobiles* et des *tracteurs* (60 millions en 1967) ; du *riz*, des *papiers*, des *tabacs*, du *suiif*, etc.

Exportations :

Les Etats-Unis achètent surtout du *café vert* (87.000 tonnes valant 285 millions en 1967), du *minerai de manganèse* (867.000 tonnes, 112 millions), du *cacao*, fèves et beurre (25.000 tonnes, 72 millions), des *diamants* (42 millions), de la *vanille* (21 millions) et de l'*aluminium*.

Si l'on rapproche le tableau des échanges commerciaux entre les Etats-Unis et les Etats africains et malgache de celui du commerce extérieur de ces mêmes Etats inséré plus haut, on s'aperçoit qu'en 1968 les importations des Etats africains et malgache en provenance des Etats-Unis ont représenté 330 millions de francs contre 3.308.000.000 pour les importations de France. Mais entre 1960 et 1968 les chiffres ont plus que doublé (138 millions pour 1960). Les exportations vers les Etats-Unis sont passées dans le même temps de 208 millions à 701 millions. Elles ont été multipliées par 3,5, alors que les exportations vers la France ont à peine progressé (1.894.000.000 F en 1961 ; 2.407.000.000 F en 1968). La balance commerciale des Etats africains et malgache est favorable en ce qui concerne son commerce avec les Etats-Unis alors qu'il est défavorable pour le commerce avec la France.

III. — Les accords culturels et techniques.

La liste de ces accords à la date du 1^{er} septembre 1969 est publiée en annexe.

IV. — Les structures locales.

A. — LES MISSIONS D'AIDE ET DE COOPÉRATION

Nos actions de coopération culturelle et technique dans les pays africains et malgache d'expression française disposent d'un support administratif dont la complexité traduit celle des structures gouvernementales. Les crédits du Secrétariat d'Etat sont en effet gérés par des missions d'aide et de coopération qui en raison même du caractère global de cette coopération s'occupent de questions d'ordre culturel. Auprès des ambassadeurs sont également placés des conseillers culturels dont les attributions sont dans ces conditions quelquefois assez mal définies par rapport à celles de la mission d'aide et de coopération qui dispose de moyens très puissants et qui placée sous l'autorité de l'ambassadeur a, en effet, une importance considérable.

En 1969, quinze missions d'aide et de coopération dirigées par un chef de mission secondé par des conseillers, chargés de mission et assistants, étaient installées dans les capitales des Etats de l'Afrique francophone, de Madagascar et de l'ancien Congo belge. En outre, il est à noter que notre action de coopération avec le Rwanda n'ayant pas exigé jusqu'à présent la mise en place d'une mission importante, le Secrétariat d'Etat était représenté à Kigali par un conseiller placé à la tête de la mission d'experts français. L'effectif global des conseillers, chargés de mission et assistants employés par ces services s'élevait à 56.

En ce qui concerne les services culturels, un conseiller ou un attaché était affecté dans chacune de nos ambassades à Madagascar et en Afrique noire francophone à l'exception des trois Etats ex-belges qui relevaient directement de la compétence du Ministère des Affaires étrangères.

Il doit être précisé qu'à la suite de la décision du Ministre des Affaires étrangères de confier à ce Secrétariat d'Etat l'ensemble de nos actions de coopération technique et culturelle au Congo-Kinshasa, au Rwanda et au Burundi, sept emplois seront transférés à compter du 1^{er} janvier 1970. La répartition de ces emplois

entre les services de coopération technique et les services culturels dans ces trois Etats sera effectuée en tenant compte de l'importance des besoins et des effectifs déjà en place.

Les missions d'aide et de coopération ont pour objet d'assurer les relations nécessaires à la mise en œuvre de la coopération entre la République française et les Etats africains et malgache et de suivre, en liaison avec les autorités de ces Etats, la réalisation des opérations s'y rapportant.

Elles peuvent, en outre, à la demande des Gouvernements des Etats, apporter éventuellement leur concours pour toutes questions d'aide et de coopération.

Elles interviennent surtout dans les domaines de la formation, de l'assistance technique et des opérations de développement. Elles assurent la gestion des personnels français mis à la disposition des Etats au titre de la coopération. Dans le cadre de cette action qui nécessite une grande qualification, les missions fournissent au Secrétariat d'Etat aux Affaires étrangères tous les éléments d'information et d'appréciations susceptibles de lui permettre de se prononcer en toute connaissance de cause sur les demandes d'affectation présentées par les Gouvernements des Etats considérés. Elles contrôlent l'efficacité des assistants techniques et leur donnent appui et conseils. Ce rôle est devenu d'une importance capitale, notamment à la suite de l'augmentation constante du nombre des appelés du contingent affectés au service de coopération.

En matière de développement, les missions procèdent à l'instruction en première instance des dossiers relatifs aux opérations présentées au financement du Fonds d'aide et de coopération dans les domaines techniques, économiques et financiers. Les projets à caractère culturel sont étudiés en liaison avec le conseiller culturel qui est en outre chargé de tous les problèmes relatifs à l'enseignement des enfants français ainsi que du contrôle de l'action des centres culturels français.

En effet, au sein de chacune des Ambassades de France installées dans les Etats dont il s'agit, à l'exception du Congo-Kinshasa et du Rwanda, un conseiller ou un chargé de mission est affecté par ce Secrétariat d'Etat afin de suivre les questions culturelles. Dans les Ambassades importantes, le conseiller culturel est secondé par un adjoint. Par contre, le Département n'a pas procédé jusqu'à présent à la désignation d'attachés scientifiques.

En 1970, les conseillers et attachés culturels affectés au Congo-Kinshasa, au Rwanda et au Burundi devant relever du Secrétariat d'Etat aux Affaires étrangères une étude est actuellement en cours afin de déterminer la nature des tâches qui leur resteront confiées dans ces pays où notre action est sensiblement différente de celle poursuivie dans les Etats ayant été précédemment administrés par la France.

Chapitre 31-41.

1° *Effectif des missions d'aide et de coopération au 1^{er} septembre 1969*
(à l'exclusion des chefs de missions).

| ETATS | CONSEILLERS | CHARGES de mission. | ASSISTANTS |
|--|-------------|------------------------|------------|
| Cameroun | 4 | 1 | » |
| Centrafrique | 2 | 1 | » |
| Congo-Brazzaville | 2 | 1 | 1 |
| Congo-Kinshasa | 2 | 1 | » |
| Côte-d'Ivoire | 3 | 2 | » |
| Dahomey | 1 | 1 | » |
| Gabon | 2 | 1 | » |
| Haute-Volta | 2 | 1 | » |
| Madagascar | 6 | » | » |
| Mali | 2 | » | 1 |
| Mauritanie | 1 | 2 | » |
| Niger | 1 | 1 | » |
| Rwanda | 1 | » | » |
| Sénégal | 4 | 1 | » |
| Tchad | 1 | 1 | 1 |
| Togo | 1 | » | 1 |
| Agents en instance d'affectation ou de réintégration, en congé de maladie ou de fin de séjour..... | 2 | » | 1 |
| | 37 | 14 | 5 |
| | | 56 | |

Les personnels d'exécution et de service sont recrutés localement et rémunérés sur crédits délégués au titre du chapitre 37-31 (art. 1^{er}).

En ce qui concerne les services culturels, on s'apercevra que les effectifs sont extrêmement faibles puisqu'il y a en tout 17 conseillers ou attachés culturels ou assistants. N'y a-t-il pas

quelques difficultés à maintenir ainsi deux systèmes parallèles ? Certes, l'ambassadeur a autorité sur tous ses services et par conséquent il peut assurer la coordination entre leurs efforts. Mais ce que l'on recherche dans les pays autres que les Républiques africaines et malgache, une coordination sous l'autorité d'un conseiller de coopération culturelle et technique, ne nous paraît pas pleinement assurée dans les structures locales actuelles.

Votre commission est, à n'en pas douter, très attachée à l'idée d'action de coopération culturelle et technique intégrée, mais elle n'entend pas que ces actions soient en quelque sorte subordonnées à des impératifs d'ordre économique. Sa politique, à cet égard, est la même qu'il s'agisse des pays de l'ancienne mouvance française ou des 14 Républiques africaines et malgache. La solution actuelle ne lui paraît pas pleinement satisfaisante et ceux de ses membres qui ont accompli assez récemment une mission dans ces pays souhaitent que la situation soit un peu plus claire et que la coopération culturelle et technique ait la première place.

2° Effectifs des services culturels au 1^{er} septembre 1969.

| ETATS | CONSEILLERS culturels. | ATTACHES culturels. | ASSISTANTS |
|--------------------------------------|------------------------|---------------------|------------|
| Cameroun | 1 | » | 1 |
| Centrafrique | » | 1 | » |
| Congo-Brazzaville | » | 1 | » |
| Congo-Kinshasa | » | » | » |
| Côte-d'Ivoire | 1 | » | » |
| Dahomey | 1 | » | » |
| Gabon | 1 | » | » |
| Haute-Volta | 1 | » | » |
| Madagascar | 1 | 1 | » |
| Mali | » | 1 | » |
| Mauritanie | » | 1 | » |
| Niger | » | 1 | » |
| Rwanda | » | » | » |
| Sénégal | 1 | » | » |
| Tchad | 1 | » | » |
| Togo | » | 1 | » |
| Agents en instance d'affectation.... | 1 | » | » |
| | 9 | 7 | 1 |

Les personnels d'exécution et de service sont recrutés localement et rémunérés sur crédits délégués au titre du chapitre 37-31 (art. 1^{er}).

B. — LES CENTRES CULTURELS

Au cours des dernières années, le Secrétariat d'Etat a mis en place 18 centres culturels dans les Etats africains et malgache, dont 14 dans les capitales et 4 dans des villes secondaires :

- Saint-Louis du Sénégal ;
- Bobo-Dioulasso en Haute-Volta ;
- Douala au Cameroun ;
- Buéa au Cameroun occidental.

Trois centres ont en outre des « antennes » qui dépendent très étroitement d'eux :

- Pointe Noire et Dolisie pour le Congo ;
- Zinder pour le Niger ;
- Annexe Saint-Michel, à Cotonou, et Porto-Novo pour le Dahomey.

L'année 1969 n'a été marquée par aucune création de centres. Tout au plus, a-t-on entrepris les travaux nécessaires à l'amélioration ou à la finition des locaux existants. Une somme de 280.000 F a été consacrée à ces travaux qui ont permis, notamment, d'aménager les abords du centre culturel de Dakar et de terminer le centre culturel d'Abidjan.

Compte tenu des restrictions budgétaires et de l'intérêt que manifestaient les gouvernements africains pour l'action culturelle, un effort a été fait pour remettre aux autorités locales les antennes ou centres secondaires dont le fonctionnement représentait une charge à laquelle nous ne pouvions plus faire face : le cas s'est présenté à Maradi au Niger et est en cours à Bouaké en Côte-d'Ivoire. Il faut noter que cette démarche ne correspond pas à un recul de nos positions, mais se situe dans la logique d'une politique qui tend à partager avec nos interlocuteurs africains la responsabilité de l'extension d'une francophonie qui nous est commune.

*
* * *

Le personnel des centres dont la qualité conditionne l'efficacité est resté stable en 1969.

« Supports logistiques » de notre action culturelle, les centres culturels français ne fonctionnent pas seulement pour le public des grandes villes ; ils assument aussi de lourdes tâches de formation

en faveur des agents culturels locaux qui viennent dans la capitale suivre des stages de bibliothécaires, de projectionnistes. Le personnel des centres assure donc en même temps la vie quotidienne des centres et ce rôle de formation. Pour 1969, 61 agents assurent l'encadrement des centres (14 directeurs, 20 bibliothécaires, 13 animateurs, 9 audio-visuels, 5 administratifs). Ils disposent de 147 agents d'exécution et de 129 agents de service. Seules 39 personnes ont des contrats métropolitains (coût 2.162.418 F pour 1969), les autres ont des contrats locaux (coût 2.109.686 F).

*
* *

Les moyens dont disposent les centres ont été renforcés au cours de 1969 et ont permis un développement du volume de leurs activités.

Les bibliothèques totalisent 310.000 ouvrages et 78.000 lecteurs y sont inscrits, dont 80 % d'Africains, d'âge scolaire surtout. En 1969, 1.090.000 ouvrages ont été prêtés ce qui représente un taux de rotation des livres comparable à ce que l'on observe dans les bibliothèques municipales parisiennes les plus actives.

La quantité d'ouvrages prêtés ne saurait cependant faire illusion. Plus important pour la pérennité de notre action culturelle est le travail d'animation qui aide le lecteur à assimiler le contenu des ouvrages : clubs de lecture, expositions sur des thèmes précis, heure du conte. Dans la perspective du rayonnement du centre, des valises de livres sont mises en circuit et permettent de toucher des lecteurs isolés (instituteurs).

Les cinémathèques ont été enrichies au cours de 1969 et disposent maintenant de 13.007 films (10.255 courts métrages et 2.752 longs métrages) qui sont projetés au centre et très largement diffusés auprès d'organismes-relais dans la capitale et en brousse. Les directeurs de centre évaluent à 5.712.000, dont 4.654.000 Africains, le nombre de spectateurs qui ont assisté à une projection dans l'année 1969.

Le public des centres culturels peut visiter des expositions qui se renouvellent sensiblement une fois par mois. Ces expositions ont parfois pour but d'éclairer certains aspects de la littérature ou de la vie artistique française. Plus souvent, elles sont réalisées avec le concours des autorités locales et tendent à éveiller l'intérêt des visiteurs sur les problèmes de leur pays (les transports, l'urbanisme, l'artisanat).

Cet effort pour adapter notre action au contexte local et faire des centres un lieu propice à la naissance d'une culture véritablement africaine, a été particulièrement sensible en 1969 dans le domaine des tournées artistiques : sur 144 spectacles présentés dans les centres ou organisés par eux à l'intérieur des Etats (123 représentations de théâtre, 14 récitals de poésie, 7 concerts), 99 seulement venaient de France. Le Secrétariat d'Etat, en effet, a, cette année, contribué au financement de deux tournées interafricaines de troupes ivoirienne et sénégalaise, qui se sont produites dans les centres culturels français et dans des lieux scéniques africains.

Il faut rappeler à ce propos qu'à l'exception de Dakar, nos centres disposent des seules salles de spectacles dignes de ce nom.

Plus généralement, ils représentent encore dans les Etats africains les seuls lieux culturels où l'on puisse trouver d'importantes bibliothèques de lecture publique, des expositions, des films. Les installations analogues des Etats étrangers, bien qu'on ne dispose pas de données précises sur leur fonctionnement sont encore loin d'atteindre le rayonnement de nos centres. Elles n'en constituent pas moins une concurrence avec laquelle il faudra compter dans l'avenir.

Quoi qu'il en soit, les activités en 1970 seront marquées par un ralentissement consécutif aux restrictions de crédits qui sont imposées au Département.

Aucun crédit d'investissement n'est prévu pour 1970. Les crédits de fonctionnement passent de 7.983.000 F à 7.500.000 F ce qui rendra difficile les renouvellements de matériel indispensables.

V. — Les relations culturelles.

A. — INVESTISSEMENTS

La répartition des engagements du Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération en matière d'investissements a été la suivante en 1968 :

- coopération culturelle : 61,2 millions de francs ;
- coopération technique : 294,8 millions de francs.

La ventilation par grands secteurs d'activité des crédits affectés à ces investissements est donnée dans les tableaux ci-après :

Répartition des crédits engagés par le comité directeur du F. A. C. en 1968.

(En milliers de francs.)

| TITRE VI Article 1 ^{er} . | ETUDES générales. | PRODUCTION agricole. | PRODUCTION industrielle. | INFRASTRUC- TURE | SANTÉ | ENSEIGNEMENT | ACTION culturelle. | DEPENSES générales. | TOTAL |
|---------------------------------------|----------------------|-------------------------|-----------------------------|---------------------|--------------|---------------|-----------------------|------------------------|---------------|
| Burundi | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Cameroun | 523 | 1.778 | 1.600 | » | 40 | 5.380 | » | » | 9.321 |
| Centrafrique | 333 | 23 | » | » | 72 | 660 | » | » | 1.088 |
| Congo-Brazzaville | 93 | » | 12.647 | » | 89 | 650 | » | » | 13.479 |
| Congo-Kinshasa | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Côte-d'Ivoire | » | 983 | 4.200 | » | » | 7.450 | » | » | 12.633 |
| Dahomey | » | 370 | » | » | 100 | 350 | » | » | 820 |
| Gabon | 93 | » | 1.600 | 4.080 | » | 2.470 | » | » | 8.243 |
| Haute-Volta | » | 280 | 400 | » | 170 | 3.630 | » | » | 4.480 |
| Madagascar | 777 | 560 | 2.300 | » | 540 | 7.250 | » | » | 11.427 |
| Mali | » | 816 | » | » | 99 | 651 | » | » | 1.566 |
| Mauritanie | 662 | 65 | 400 | 1.524 | » | 310 | » | » | 2.961 |
| Niger | 191 | 485 | 200 | » | » | 760 | » | » | 1.636 |
| Rwanda | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Sénégal | » | 40 | 4.600 | » | 689 | 790 | » | » | 6.119 |
| Tchad | 180 | 38 | 100 | » | » | 750 | » | » | 1.068 |
| Togo | » | » | » | » | » | 630 | » | » | 630 |
| Non répartis et Inter- Etats | 6.134 | 1.459 | 600 | » | 3.030 | 520 | 2.850 | » | 14.593 |
| Total | 8.986 | 6.897 | 28.647 | 5.604 | 4.829 | 32.251 | 2.850 | » | 90.064 |

Répartition des crédits engagés par le comité directeur du F. A. C. en 1968.

(En milliers de francs.)

| TITRE VI Article 2. | ETUDES générales. | PRODUCTION agricole. | PRODUCTION industrielle. | INFRASTRUC- TURE | SANTE | ENSEIGNEMENT | ACTION culturelle. | DEPENSES générales. | TOTAL |
|---------------------------------------|----------------------|-------------------------|-----------------------------|---------------------|---------------|---------------|-----------------------|------------------------|----------------|
| Burundi | » | 3.003 | » | » | 379 | » | 566 | 44 | 3.992 |
| Cameroun | » | 2.486 | 600 | 19.618 | 400 | » | 600 | 264 | 23.968 |
| Centrafrique | » | 4.505 | 800 | 470 | 800 | » | » | » | 6.575 |
| Congo-Brazzaville | 1.202 | 3.164 | » | 160 | 3.000 | » | 400 | 397 | 8.323 |
| Congo-Kinshasa | 390 | 1.561 | 3.198 | 1.608 | » | » | 1.017 | 343 | 8.117 |
| Côte-d'Ivoire | » | 2.998 | 8.000 | 13.440 | » | 2.023 | » | » | 26.461 |
| Dahomey | » | 15.054 | » | » | 250 | » | » | » | 15.304 |
| Gabon | » | 1.880 | 19.560 | 2.340 | » | » | 2.740 | 199 | 26.709 |
| Haute-Volta | » | 13.580 | 1.195 | 4.380 | 2.100 | » | 196 | 900 | 22.351 |
| Madagascar | 600 | 11.830 | » | 7.548 | 500 | 310 | 2.280 | » | 23.068 |
| Mali | » | 5.210 | 2.290 | 500 | 3.450 | » | 550 | 1.380 | 13.380 |
| Mauritanie | » | 4.500 | 2.360 | » | 630 | » | 1.200 | » | 8.690 |
| Niger | » | 9.957 | 655 | 10.250 | » | 6.531 | 3.364 | » | 30.757 |
| Rwanda | 751 | » | » | » | 900 | » | » | » | 1.651 |
| Sénégal | » | 10.860 | 415 | 376 | 700 | » | » | » | 12.351 |
| Tchad | » | 11.140 | » | » | 3.000 | 3.000 | » | 1.040 | 18.180 |
| Togo | » | 5.053 | 322 | 4.292 | » | 1.341 | 118 | » | 11.126 |
| Non répartis et Inter- États | » | 367 | » | 4.800 | » | » | » | » | 5.167 |
| Total | 2.943 | 107.198 | 39.385 | 69.782 | 16.109 | 13.204 | 13.031 | 4.567 | 266.170 |

Certaines opérations ayant bénéficié des crédits ouverts par le Fonds d'aide et de coopération au cours de l'année 1968 ont été réalisées avec la participation financière de pays étrangers ou d'organismes internationaux.

On peut citer :

— le port de San Pedro pour lequel, sur un financement total de 8,4 milliards de francs C. F. A., la part française s'élève à 42 %, dont un prêt F. A. C. de 1,7 milliard de francs C. F. A. L'Allemagne et l'Italie ont apporté leur contribution s'élevant respectivement sous forme de crédits fournisseurs et de prêt à long et moyen terme à 3,3 milliards et 1,5 milliard de francs C. F. A., soit 40 % et 18 % ;

— la construction d'une usine d'engrais par la Société ivoirienne d'engrais. Elle a bénéficié, outre la participation de la Côte d'Ivoire, d'un prêt spécial du F. A. C. de 150 millions, d'un prêt de la Caisse centrale de coopération économique de 150 millions et d'un prêt allemand de 50 millions ;

— le développement de la flotte de la Société sénégalaise d'armement et de pêche. Celle-ci a bénéficié de plusieurs prêts F. A. C. d'un total de 540 millions de francs C. F. A., dont 390 millions en 1968 auxquels s'est ajouté un prêt de la Caisse centrale de coopération économique de 200 millions, des crédits fournisseurs pour 150 millions et un prêt russe au Gouvernement du Sénégal de 885 millions pour la fourniture de dix thoniers ;

— l'aménagement agro-industriel de la région du Grand Hinvi, au Dahomey, qui doit être financé par un crédit F. A. C. déjà partiellement ouvert, d'un montant total de 1,135 milliard de francs C. F. A. et par des prêts de la B. I. R. D. pour un même montant ;

— la construction du transcamerounais qui a bénéficié en 1968 d'un crédit F. A. C. de 691 millions de francs C. F. A. pour le second tronçon ;

Le premier tronçon, qui a fait l'objet d'engagements définitifs des divers bailleurs de fonds pour un montant de 8,1 milliards, a été financé par la France à concurrence de 1,8 milliard (F. A. C. : 1,5 milliard). Le F. E. D. et l'US-AID ont assuré le reste du financement.

Le deuxième tronçon, dont le coût doit s'élever à 10,8 milliards de francs C. F. A., doit comprendre une participation française (F. A. C. et C. C. C. E.) de 1,9 milliard de francs C. F. A. environ,

soit 18 % du coût total, le reste étant assumé par l'US-AID (2,5 milliards), le F. E. D. (5 milliards) et le Cameroun (1,3 milliard).

A ces projets qui ont été réalisés grâce à une contribution parfois très importante d'origine étrangère, il faut ajouter de nombreuses études financées par le F. A. C. et ayant pour objectif la réalisation de projets importants ultérieurement financés par des organismes internationaux.

C'est ainsi qu'en 1968 a été financée par exemple une étude sur un projet de télévision scolaire en Côte d'Ivoire auquel doit participer la B. I. R. D.

Fonds d'aide et de coopération.

La répartition des ressources du F. A. C. entre la coopération culturelle et la coopération technique est la suivante en 1969 :

| | Millions de francs. |
|--|------------------------|
| <i>Coopération culturelle.</i> | |
| | — |
| Equipement (chap. 68-91)..... | 55,6 |
| Fonctionnement (chap. 36-41)..... | 73,4 |
| <i>Coopération technique.</i> | |
| Fonctionnement (chap. 36-41)..... | 8,1 |
| Assistance technique en personnel (chap. 41-41)..... | 399,6 |
| Equipement (chap. 68-91)..... | 168,2 |

I. — COOPÉRATION CULTURELLE

a) Equipement.

Les principales opérations engagées à ce titre par le comité directeur du F. A. C. ont été les suivantes :

| | Millions de francs. |
|--|------------------------|
| <i>Cameroun.</i> | |
| | — |
| Equipement des établissements d'enseignement technique..... | 2,3 |
| Université de Yaoundé..... | 3 |
| <i>Centrafrique.</i> | |
| Construction d'un collège technique féminin à Bangui..... | 1,1 |
| <i>Côte-d'Ivoire.</i> | |
| Construction et équipement de trois centres d'animation et de formation pédagogique | 7,2 |
| Université d'Abidjan..... | 3,1 |

| | Millions de francs. |
|--|------------------------|
| <i>Mauritanie.</i> | |
| Extension des bâtiments et équipement du collège d'enseignement technique de Nouakchott..... | 2,4 |
| <i>Madagascar.</i> | |
| Université de Tananarive..... | 5,7 |
| <i>Dahomey.</i> | |
| Etablissement d'enseignement supérieur..... | 1,1 |
| <i>Haute-Volta.</i> | |
| Etablissement d'enseignement supérieur..... | 3,1 |
| Fondation d'enseignement supérieur de l'Afrique Centrale..... | 4,6 |
| Programme d'ensemble d'équipements pédagogiques..... | 6,6 |

b) *Fonctionnement.*

Les crédits de fonctionnement de la coopération culturelle étant directement mis en œuvre par le secrétariat d'Etat au profit de l'ensemble des Etats se prêtent mal à une ventilation géographique. Il est donné ci-après la répartition par nature des actions de coopération culturelle financées sur ces crédits :

| | Millions de francs. |
|--|------------------------|
| Fonctionnement des centres culturels..... | 7,5 |
| Actions culturelles..... | 9,2 |
| Coopération radiophonique (assistance technique non comprise)..... | 15,2 |
| Aide aux œuvres privées..... | 4,5 |
| Bourses universitaires..... | 14,8 |
| Bourses et stages de formation technique..... | 15,9 |
| Etudes relatives à l'enseignement et à la formation..... | 1 |
| Jeunesse et sports promotion..... | 0,7 |

B. — LES ENSEIGNEMENTS

1° *Enseignements élémentaire et secondaire.*

Dans la mesure où l'on peut retenir comme indice de qualification un pourcentage élevé de personnels titulaires, les indications ci-dessous feront apparaître une légère amélioration par rapport aux années précédentes.

Qualification du personnel enseignant.

Enseignement du premier degré :

| | |
|--|------|
| Pourcentage de personnel titulaire en 1965-1966..... | 95 % |
| Pourcentage de personnel titulaire en 1966-1967..... | 96 % |
| Pourcentage de personnel titulaire en 1967-1968..... | 97 % |
| Pourcentage de personnel titulaire en 1968-1969..... | 98 % |

Il n'est plus recruté que les appelés du contingent munis de C. A. P.

Enseignement secondaire court :

Pourcentage de titulaires en 1965-1966 :

| | |
|----------------------|-------|
| — C. E. G. | 64 % |
| — instituteurs | 28 % |
| | <hr/> |
| | 92 % |

Pourcentage de titulaires en 1966-1967 :

| | |
|----------------------|-------|
| — C. E. G. | 61 % |
| — instituteurs | 31 % |
| | <hr/> |
| | 92 % |

Pourcentage de titulaires en 1967-1968 :

| | |
|----------------------|-------|
| — C. E. G. | 61 % |
| — instituteurs | 32 % |
| | <hr/> |
| | 93 % |

Pourcentage de titulaires en 1968-1969 :

| | |
|----------------------|-------|
| — C. E. G. | 64 % |
| — instituteurs | 30 % |
| | <hr/> |
| | 94 % |

Enseignement secondaire long :

Pourcentage en 1965-1966 :

| | |
|----------------------|-------|
| — de titulaires..... | 43 % |
| — de licenciés..... | 20 % |
| | <hr/> |
| | 63 % |

Pourcentage en 1966-1967 :

| | |
|----------------------|-------------|
| — de titulaires..... | 43 % |
| — de licenciés..... | 24 % |
| | <hr/> |
| | 67 % |
| | <hr/> <hr/> |

Pourcentage en 1967-1968 :

| | |
|----------------------|-------------|
| — de titulaires..... | 42 % |
| — de licenciés..... | 26 % |
| | <hr/> |
| | 68 % |
| | <hr/> <hr/> |

Pourcentage en 1968-1969 :

| | |
|----------------------|-------|
| — de titulaires..... | 40 % |
| — de licenciés..... | 30 % |
| | <hr/> |
| | 70 % |

2° *Enseignement universitaire.*

Le tableau ci-dessous montre l'évolution des effectifs des universités de Tananarive, Dakar, Abidjan et Yaoundé, de l'institut du Benin, de Brazzaville F. E. S. A. C., centre d'enseignement supérieur.

Les effectifs qui étaient, en 1965-1966, de 8.245 avaient atteint 11.863 en 1968-1969. Les prévisions pour 1969-1970 sont très en retrait par rapport à ce dernier chiffre et même à celui de 1965-1966 puisqu'il y aurait moins de 8.000 étudiants au total.

Les professeurs et maîtres de conférences étaient au nombre de 189 en 1965-1966. Pour 1969-1970 ils seraient 240, le nombre total des enseignants passant dans le même temps de 473 à 750.

Si l'on veut bien comparer ces chiffres à ceux des universités françaises, on s'apercevra que le rapport étudiants/professeurs est très favorable, que les universités africaines sont de dimensions convenables, qu'elles peuvent être beaucoup plus facilement administrées que les universités françaises et que par conséquent elles constituent un lieu privilégié de formation pour les étudiants noirs. On doit souhaiter que dans toute la mesure possible ce soit dans ces universités que les étudiants noirs poursuivent leurs études et que si l'on doit leur donner des bourses ce soit pour y travailler non pour venir dans les universités françaises.

Evolution des effectifs (1) Afrique et Madagascar, Evolution des personnels enseignants.

| | UNIVERSITES | | | | | | Total. |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|------------|---------------|
| | Tananarive. | Dakar. | Abidjan. | Brazzaville. | Yaoundé. | Bénin. | |
| 1965-1966. | | | | | | | |
| Professeurs, maître de conférences..... | 45 | 91 | 28 | 11 | 14 | » | 189 |
| Maîtres assistants, chefs de travaux, assistants... | 76 | 114 | 42 | 24 | 27 | 1 | 284 |
| Total enseignants | 121 | 205 | 70 | 35 | 41 | 1 | 473 |
| Total étudiants | 2.925 | 2.139 | 1.373 | 627 | 1.068 | 113 | 8.245 |
| 1966-1967. | | | | | | | |
| Professeurs, maître de conférences..... | 47 | 91 | 30 | 11 | 18 | » | 197 |
| Maîtres assistants, chefs de travaux, assistants... | 81 | 114 | 57 | 26 | 35 | 4 | 317 |
| Total enseignants | 128 | 205 | 87 | 47 | 53 | 4 | 444 |
| Total étudiants | 3.107 | 2.493 | 2.019 | 1.116 | 1.460 | 158 | 10.354 |
| 1967-1968. | | | | | | | |
| Professeurs, maître de conférences..... | 47 | 103 | 34 | 11 | 18 | » | 213 |
| Maîtres assistants, chefs de travaux, assistants... | 88 | 146 | 80 | 33 | 45 | 8 | 400 |
| Total enseignants | 135 | 249 | 104 | 44 | 63 | 8 | 613 |
| Total étudiants | 3.272 | 3.109 | 2.260 | 1.025 | 1.913 | 231 | 1.812 |
| 1968-1969. | | | | | | | |
| Professeurs, maître de conférences..... | 51 | 73 | 40 | 11 | 23 | 2 | 200 |
| Maîtres assistants, chefs de travaux, assistants... | 104 | 108 | 126 | 37 | 50 | 15 | 440 |
| Total enseignants | 155 | 181 | 166 | 48 | 73 | 17 | 640 |
| Total étudiants | 3.442 | 2.502 | 2.600 | 1.349 | 1.593 | 377 | 11.863 |
| Prévisions 1969-1970. | | | | | | | |
| Professeurs, maître de conférences..... | 64 | 82 | 46 | 15 | 30 | 3 | 240 |
| Maîtres assistants, chefs de travaux, assistants... | 118 | 128 | 135 | 44 | 59 | 26 | 510 |
| Total enseignants | 182 | 210 | 181 | 59 | 89 | 29 | 750 |
| Total étudiants | 4.207 | | | 1.500 | 1.870 | 425 | 7.997 |

(1) Les étudiants en capacité ont été compris dans ces effectifs sauf pour Abidjan.

Les emplois affectés en France avec leurs titulaires au 1^{er} octobre 1968 à l'occasion de la fermeture partielle de l'université de Dakar n'ont pas été distraits du contingent spécial des emplois dans les universités africaines et malgache.

Enseignement supérieur.

1° *Dépenses de construction et d'équipement.*

(En francs.)

Ouagadougou :

| | | |
|--|------------------|-----------|
| a) Ecole des I. T. R., construction et équipements mobiles.... | 2.100.000 | |
| b) E. N. S., études et construction..... | 1.000.000 | |
| | <u>3.100.000</u> | 3.100.000 |

Dakar :

| | | |
|---------------------------|----------------|---------|
| Faculté vétérinaire | 210.000 | 210.000 |
| | <u>210.000</u> | |

Benin :

| | | |
|---|------------------|-----------|
| Centre littéraire de Lomé (études et contrôle, construction, V. R. D.)..... | 1.150.000 | 1.150.000 |
| | <u>1.150.000</u> | |

F. E. S. A. C. :

| | | |
|--|------------------|-----------|
| a) Aménagement de l'école des sciences de Brazzaville et du restaurant universitaire de l'école normale supérieure.... | 700.000 | |
| b) Equipements mobiles des I.U.T. (institut polytechnique de Libreville, institut vétérinaire de Fort-Lamy)..... | 1.900.000 | |
| c) Construction et équipement d'une faculté à Bangui (opération clés en main)..... | 2.000.000 | |
| | <u>4.600.000</u> | 4.600.000 |

2° *Dépenses de construction et d'équipement des universités des Etats africains d'expression française et de Madagascar.*

(En francs.)

Université d'Abidjan :

| | | |
|--|------------------|-----------|
| a) Etudes et contrôle (extension de bâtiments : administration, droit, sciences, bibliothèque..... | 850.000 | |
| b) Construction bibliothèque..... | 500.000 | |
| c) Equipements mobiles (C. H. U. et I. U. T.)..... | 1.750.000 | |
| | <u>3.100.000</u> | 3.100.000 |

Université de Tananarive :

| | | |
|--|------------------|-----------|
| a) Etudes et contrôle (logements professeurs, lettres, V. R. D., plantations) | 605.000 | |
| b) Construction (logements professeurs, lettres, V. R. D. I et J, sciences naturelles) | 5.000.000 | |
| c) Equipements mobiles E. N. S. A..... | 156.000 | |
| | <u>5.761.000</u> | 5.761.000 |

Université de Yaoundé :

| | | |
|---|------------------|-----------|
| a) Equipements mobiles (bâtiment administratif, logements vice-chancelier et secrétaire général, sciences humaines).. | 450.000 | |
| b) Extension facultés sciences, lettres et droit..... | 1.942.000 | |
| c) Equipements E. F. S. A. (N'Kolbisson)..... | 150.000 | |
| d) Etudes C. U. S. S. | 500.000 | |
| | <u>3.042.000</u> | 3.042.000 |

C. — LES BOURSES

Les explications que le Secrétariat d'Etat donne à ce sujet et que l'on retrouvera ci-dessous sont de nature à apporter à la Commission quelques apaisements. Cependant, il nous paraît qu'une politique très ferme doit être maintenue et même accentuée en ce domaine.

La durée du séjour est en moyenne de cinq ans car les étudiants qui viennent en France sont de plus en plus orientés vers les grandes écoles pour lesquelles deux années en classes préparatoires précèdent les trois ans normaux de scolarité. Dans l'enseignement supérieur proprement dit la durée des séjours varie selon les disciplines et selon le niveau d'études du boursier au moment de son arrivée en France.

Actuellement, aucune bourse n'est attribuée en France pour les deux premières années d'études supérieures (D. U. E. S. et D. U. E. L.) qui doivent être effectuées sur place dans les universités africaines. Le montant de la bourse est soit de 450 F par mois pendant douze mois pour les étudiants non encore licenciés, soit de 650 F par mois pendant douze mois pour les étudiants licenciés ou les élèves des grandes écoles. Les frais de voyage aller-retour sont à la charge du Gouvernement français qui, en outre, prend en charge un voyage aller-retour en Afrique pendant les vacances scolaires au terme de deux années de scolarité.

Toutes les fois que des établissements, comparables par leur niveau d'études aux établissements français, existent soit dans le pays d'origine de l'étudiant, soit dans un pays francophone voisin les étudiants y sont dirigés en priorité, c'est ainsi qu'aucune bourse n'est accordée en France pour des formations qui peuvent avoir lieu en Afrique dans un cadre national ou régional (1).

Cependant, en raison de certaines difficultés survenues dans le fonctionnement de l'université de Dakar, environ 350 étudiants boursiers du Fonds d'Aide et de Coopération ont été admis à poursuivre exceptionnellement leurs études en France pour l'année universitaire 1968-1969.

(1) Depuis sept ans des bourses sont accordées dans les universités africaines par le Gouvernement français afin de réaliser cet objectif.

Malgré une reprise des cours à Dakar, il a été cependant jugé opportun d'envisager de maintenir en France pour la prochaine année universitaire la majeure partie de ce contingent exceptionnel.

En Afrique le taux de la bourse est de 450 F par mois, pendant neuf mois, les frais de voyage aller-retour sont pris en charge chaque année par le Gouvernement français, ainsi qu'une indemnité d'équipement de 300 F par an et une indemnité (non renouvelable) de trousseau de 600 F au début de la scolarité.

Il est précisé que les Etats dont les ressortissants sont étudiants, boursiers du F. A. C. n'apportent pas de contribution aux frais de prise en charge des intéressés.

Enseignement supérieur.

Répartition des étudiants en France par nationalités (boursiers F. A. C.) :

| | | | |
|---------------------|-----|------------------|-------|
| Cameroun | 120 | Mali | 80 |
| Centrafrique | 7 | Mauritanie | 19 |
| Congo | 17 | Niger | 18 |
| Côte-d'Ivoire | 49 | Sénégal | 172 |
| Dahomey | 220 | Tchad | 12 |
| Gabon | 9 | Togo | 96 |
| Haute-Volta | 63 | | |
| Madagascar | 288 | Total | 1.170 |

a) Répartition dans les universités africaines des étudiants boursiers de la République française.

| | DAKAR | ABIDJAN | YAOUNDE | F. E. S. A. C. (1) | BENIN | C. P. E. S. OUAGADOUGOU | TANANARIVE | TOTAL |
|---------------------|------------|------------|------------|--------------------|------------|----------------------------|------------|--------------|
| Cameroun | 24 | » | 110 | » | » | » | » | 134 |
| Centrafrique | 2 | » | » | 23 | » | » | » | 25 |
| Congo | 7 | » | » | 73 | » | » | » | 80 |
| Côte-d'Ivoire | 3 | 150 | » | » | » | » | » | 153 |
| Dahomey | 203 | 51 | » | 20 | 69 | » | » | 343 |
| Gabon | 1 | » | » | 9 | » | » | » | 10 |
| Haute-Volta | 53 | 112 | » | » | » | 60 | » | 225 |
| Madagascar | » | » | » | » | » | » | 220 | 220 |
| Mali | 54 | 10 | » | » | » | » | » | 64 |
| Mauritanie | 40 | » | » | » | » | » | » | 40 |
| Niger | 14 | 49 | » | » | » | » | » | 63 |
| Sénégal | 120 | » | » | » | » | » | » | 120 |
| Tchad | 5 | 12 | » | 16 | » | » | » | 33 |
| Togo | 70 | 54 | » | » | 35 | » | » | 159 |
| France | 31 | 50 | » | » | » | » | » | 81 |
| Etrangers | 4 | » | » | » | » | » | » | 4 |
| Total | 631 | 487 | 110 | 141 | 104 | 60 | 220 | 1.754 |

(1) Ce tableau ne tient pas compte des bourses para-universitaires accordées par la F. E. S. A. C. au titre de l'Education nationale (55).

b) Répartition des étudiants en France par académie.

(Boursiers F. A. C.)

| | AIX - MARSEILLE | AMIENS | BESANÇON | BORDEAUX | CAEN | CLERMONT-FERRAND | DIJON | GRENOBLE | LILLE | LIMOGES | LYON | MONTPELLIER | NANCY | NANTES | NICE | ORLÉANS | PARIS | POITIERS | REIMS | RENNES | ROUEN | STRASBOURG | TOULOUSE | TOTAL |
|---------------------|-----------------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------------|-----------|-----------|-----------|----------|-----------|-------------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|----------|------------|-----------|--------------|
| Cameroun | 1 | » | 4 | 9 | 1 | 2 | 3 | 8 | 7 | » | 3 | 8 | » | 1 | » | 10 | 48 | 4 | 1 | 2 | » | 2 | 6 | 120 |
| Centrafrique | » | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | 3 | » | » | » | » | 1 | 1 | » | » | » | 1 | » | 7 |
| Congo | 1 | » | » | 1 | » | 2 | » | » | » | » | 2 | » | » | » | » | » | 3 | 2 | » | 2 | » | » | 4 | 17 |
| Côte-d'Ivoire | 4 | 1 | » | 9 | » | 3 | 2 | » | 4 | » | 5 | » | 3 | 1 | » | 1 | 6 | 3 | 1 | 1 | 1 | » | 4 | 49 |
| Dahomey | 20 | 10 | 6 | 10 | 4 | 3 | 3 | 8 | 16 | » | 11 | 1 | 10 | 10 | 9 | 24 | 35 | 8 | 4 | 6 | 1 | 10 | 11 | 220 |
| Gabon | » | » | 1 | » | » | 1 | 1 | » | » | » | 1 | 2 | » | » | » | » | 2 | » | » | » | » | » | 1 | 9 |
| Haute-Volta | 2 | » | 1 | 7 | 1 | 1 | 1 | » | 2 | » | 8 | » | 1 | » | 2 | 4 | 10 | 7 | 2 | 1 | 3 | 5 | 5 | 63 |
| Madagascar | 109 | 1 | » | 16 | 2 | 4 | » | 6 | 4 | » | 16 | 13 | 5 | 1 | 4 | 2 | 54 | 3 | 1 | 8 | 3 | 11 | 25 | 288 |
| Mali | 7 | 1 | 2 | 1 | 3 | 2 | » | » | 6 | » | 3 | 2 | 1 | 1 | » | 2 | 37 | 7 | » | 3 | » | » | 2 | 80 |
| Mauritanie | » | » | 2 | » | » | 3 | » | » | 1 | » | » | » | 1 | » | » | 4 | 5 | » | » | » | » | » | 3 | 19 |
| Niger | 2 | » | » | 2 | 2 | » | » | 1 | 2 | » | » | 1 | » | » | » | 1 | 4 | » | » | » | » | 1 | 2 | 18 |
| Sénégal | 8 | 1 | 1 | 15 | 5 | 6 | 3 | 4 | 11 | » | 23 | 8 | » | 6 | 12 | 8 | 30 | 6 | 6 | 1 | » | 1 | 17 | 172 |
| Tchad | 1 | » | » | » | » | 1 | » | » | 3 | » | » | » | » | 1 | 1 | » | 3 | » | » | » | » | » | 2 | 12 |
| Togo | 5 | » | 3 | 4 | 2 | 3 | » | » | 5 | » | 10 | 2 | 2 | 2 | 3 | 11 | 20 | 4 | 1 | 1 | 1 | 3 | 5 | 96 |
| Total | 160 | 14 | 20 | 74 | 21 | 31 | 22 | 27 | 61 | » | 82 | 40 | 23 | 23 | 31 | 67 | 258 | 45 | 16 | 25 | 9 | 34 | 87 | 1.170 |

c) Répartition par niveau des études des étudiants en France. (Boursiers F. A. C.)

1° Enseignement supérieur (1^{er}, 2^e et 3^e cycle + I. U. T.).

| | MEDECINE | PHARMACIE | DENTAIRE | SCIENCES | LETTRES | DROIT | SCIENCES économiques. | INST. UNIV. | INST. FAC. | INST. TECHN. | TOTAL |
|---------------------|----------|-----------|----------|----------|---------|-------|-----------------------|-------------|------------|--------------|-------|
| Cameroun | 11 | 3 | » | 14 | 10 | 1 | 2 | 2 | » | » | 43 |
| Centrafrique | 2 | 1 | » | » | » | » | » | » | » | » | 3 |
| Congo | 3 | » | » | 8 | 1 | 1 | » | » | » | » | 13 |
| Côte-d'Ivoire | » | 6 | » | 2 | 2 | » | » | » | » | » | 10 |
| Dahomey | 8 | 3 | 1 | 52 | 49 | 27 | 15 | 3 | 1 | » | 159 |
| Gabon | 1 | 2 | » | 1 | 1 | » | » | » | » | » | 5 |
| Haute-Volta | 1 | 1 | » | 12 | 5 | 8 | 2 | 1 | » | » | 30 |
| Madagascar | 108 | 6 | 4 | 16 | 22 | 2 | » | 2 | » | 3 | 163 |
| Mali | 3 | » | » | 11 | 12 | 2 | 2 | » | » | 2 | 32 |
| Mauritanie | 2 | » | » | 1 | 2 | 6 | 1 | » | » | » | 12 |
| Niger | 1 | » | » | 6 | 2 | 1 | 1 | 7 | » | » | 10 |
| Sénégal | » | » | » | 16 | 38 | 16 | 23 | » | » | » | 100 |
| Tchad | 2 | » | » | 2 | 2 | 1 | 1 | » | » | » | 8 |
| Togo | 2 | » | » | 8 | 30 | 11 | 6 | 1 | » | 1 | 59 |
| Total | 144 | 22 | 5 | 149 | 176 | 76 | 52 | 16 | 1 | 6 | 647 |

2° Enseignement technique supérieur (I).

| | E. S. A. Aéron. | E. N. S. A. | I. N. A. | E. N. S. A. Toul. Nancy. | E. Sup. Bois. | E. S. A. privées. | E. N. S. Ind. alim. | E. N. I. A. M. | E. S. A. E. A. | E. N. Chimie. | I. D. N. | E. E. I. P. (Charliat). | E. E. (Violet). | E. N. S. E. E. H. | E. N. G. Rural Eaux et Forêts. | E. N. S. Géog. | E. N. S. Géol. | E. S. I. T. | E. N. S. I. | TOTAL |
|---------------------|-----------------|-------------|----------|--------------------------|---------------|-------------------|---------------------|----------------|----------------|---------------|----------|-------------------------|-----------------|-------------------|-----------------------------------|----------------|----------------|-------------|-------------|-------|
| Cameroun | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | 3 | » | » | » | 1 | 8 | » | » | » | 1 | 14 |
| Centrafrique | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Congo | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Côte-d'Ivoire | » | 2 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 2 | » | » | » | 2 | » | 6 |
| Dahomey | » | 2 | » | » | » | » | 2 | » | » | 1 | » | » | » | 2 | » | » | » | 2 | 1 | 10 |
| Gabon | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | 1 |
| Haute-Volta | » | » | 1 | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | » | 2 | » | 1 | 2 | » | 7 |
| Madagascar | 1 | » | » | 1 | 1 | » | 1 | 1 | » | 3 | 1 | » | » | 2 | 1 | » | » | 1 | 1 | 14 |
| Mali | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | » | » | » | 1 |
| Mauritanie | » | » | » | 2 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 2 |
| Niger | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Sénégal | » | » | » | 2 | » | » | » | » | 1 | » | 1 | » | » | » | » | » | » | 1 | » | 5 |
| Tchad | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Togo | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | » | » | » | » | 4 | 1 | 7 |
| Total | 1 | 4 | 1 | 6 | 1 | » | 4 | 1 | 2 | 7 | 2 | » | 1 | 7 | 11 | 1 | 1 | 12 | 5 | 67 |

3° Enseignement technique supérieur (II).

| | E. N. S. B. M. | E. Ing. Mle. | E. S. M. E. Sudria. | E. Cent. A. M. | E. N. S. Mines. | E. N. S. P. M. C. I. | E. Polyt. F. | E. N. P. C. | I. N. S. A. | E. S. T. P. | E. S. T. P. (EA). | E. N. I. T. R. | E. N. M. M. | I. S. E. P. | E. Sup. Elect. | E. S. Téléco. | B. T. S. | Total II | Total I | Total. |
|---------------------|----------------|--------------|---------------------|----------------|-----------------|----------------------|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------------|----------------|-------------|-------------|----------------|---------------|----------|------------|-----------|------------|
| Cameroun | ✓ | ✓ | ✓ | 2 | 1 | ✓ | 1 | ✓ | ✓ | 4 | 3 | ✓ | ✓ | 1 | ✓ | 1 | ✓ | 13 | 14 | 27 |
| Centrafrique | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 1 | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 1 | ✓ | 1 |
| Congo | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 1 | ✓ | 1 | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 2 | ✓ | 2 |
| Côte-d'Ivoire | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 1 | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 1 | 6 | 7 |
| Dahomey | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 1 | ✓ | 1 | 1 | 1 | ✓ | ✓ | 3 | ✓ | ✓ | ✓ | 1 | 2 | 9 | 10 | 19 |
| Gabon | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 1 | ✓ | ✓ | ✓ | 1 | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 2 | 1 | 3 |
| Haute-Volta | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 2 | 3 | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 5 | 7 | 12 |
| Madagascar | 1 | 2 | 2 | 3 | ✓ | ✓ | 1 | 4 | 13 | 2 | 2 | 1 | 3 | ✓ | 1 | 3 | ✓ | 38 | 14 | 52 |
| Mali | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 1 | 1 | 6 | 3 | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 11 | 1 | 12 |
| Mauritanie | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 1 | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 1 | 2 | 3 |
| Niger | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 1 | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 1 | ✓ | 1 |
| Sénégal | ✓ | 1 | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 2 | ✓ | 3 | ✓ | 3 | 1 | 2 | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 12 | 5 | 17 |
| Tchad | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |
| Togo | ✓ | 2 | ✓ | ✓ | 2 | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 4 | 2 | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 10 | 7 | 17 |
| Total | 1 | 5 | 2 | 5 | 6 | ✓ | 4 | 7 | 19 | 12 | 19 | 10 | 6 | 2 | 1 | 5 | 2 | 106 | 67 | 173 |

4° Enseignement technique moyen, professionnel et spécialisé.

| | ENSEIGNEMENT TECHNIQUE MOYEN et professionnel. | | | | | | | | | | ENSEIGNEMENT spécialisé. | | | | | | | | | |
|---------------------|---|--------------|---------------|--------------|---------------|----------------|-------------|---------------|-------------|-----------|-----------------------------|-----------|----------|--------------|------------|---------------|--------------|--------------|--------------|-----------|
| | L. T. | Agriculture. | Chimie, Labo. | Com. Archit. | Cpe, Couture. | Documentation. | Esthétique. | Expert-Compt. | Mines Alès. | Textiles. | T. P., Bât. | P. T. A. | Total. | Archivistes. | Art. Dram. | Ed. Physique. | Interprètes. | Journalisme. | Rééducation. | Total. |
| Cameroun | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 6 | 1 | 1 | ✓ | 3 | 11 | ✓ | 1 | 1 | ✓ | 3 | ✓ | ✓ | 5 |
| Centrafrique | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 1 | ✓ | ✓ | ✓ | 1 | ✓ | ✓ | 1 | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 1 |
| Congo | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |
| Côte-d'Ivoire | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 3 | ✓ | 3 |
| Dahomey | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 1 | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 1 | ✓ | 1 | 6 | ✓ | 3 | ✓ | ✓ | 10 |
| Gabon | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |
| Haute-Volta | ✓ | ✓ | ✓ | 1 | ✓ | ✓ | 2 | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 3 | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |
| Madagascar | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 1 | 1 |
| Mali | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 1 | ✓ | ✓ | 1 | ✓ | ✓ | 2 | ✓ | ✓ | 1 | 1 | ✓ | ✓ | ✓ | 2 |
| Mauritanie | 1 | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 1 | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |
| Niger | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |
| Sénégal | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 3 | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 3 |
| Tchad | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 2 | ✓ | 2 |
| Togo | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | 1 | 2 | ✓ | 1 | ✓ | 4 |
| Total | 1 | ✓ | ✓ | 1 | ✓ | 1 | 8 | 2 | 2 | ✓ | 3 | 19 | ✓ | 2 | 13 | 3 | 12 | 1 | ✓ | 31 |

5° Classes préparatoires aux Grandes Ecoles.

| | AGRO. | BEAUX-ARTS Architecture. | E. S. C. | E. N. S. A. T. | E. N. S. E. P. | E. N. S. E. T. | FILAT. TISS. | H. E. C. | H. E. C. J. F. | SAINT-CYR | CHARTES | LETTRES SUP. | MATH. SUP. | MATH. SPEC. | NAVALE-AIR | SAINT-CLOUD II | T. P. 1. | T. P. 2. | VETO | TOTAL |
|---------------------|----------|-----------------------------|-----------|----------------|----------------|----------------|--------------|----------|----------------|-----------|----------|--------------|------------|-------------|------------|----------------|-----------|----------|----------|------------|
| Cameroun | » | » | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | 3 | 4 | » | » | 6 | 2 | » | 16 |
| Centrafrique | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | » | » | » | 1 |
| Congo | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Côte-d'Ivoire | » | » | 3 | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | 1 | 1 | 1 | » | » | » | » | 7 |
| Dahomey | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | 3 | 4 | » | 2 | » | » | » | 10 |
| Gabon | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Haute-Volta | » | » | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | 2 | » | » | » | » | » | » | 3 |
| Madagascar | 1 | 3 | 1 | » | 3 | » | 1 | » | » | » | » | 2 | 8 | 9 | » | 3 | » | » | 1 | 32 |
| Mali | » | » | 1 | » | » | 3 | » | 1 | » | » | » | » | 7 | 1 | » | » | 2 | » | 4 | 19 |
| Mauritanie | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | 2 | » | » | » | » | » | 3 |
| Niger | » | » | » | » | » | » | » | 1 | » | » | » | 1 | 1 | » | » | » | » | » | » | 2 |
| Sénégal | » | » | 7 | » | » | 1 | » | 1 | » | 1 | 1 | 10 | 4 | 8 | » | 3 | 2 | » | » | 38 |
| Tchad | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Togo | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | 1 | 2 | » | » | » | » | » | 5 |
| Total | 1 | 3 | 13 | » | 3 | 6 | 1 | 3 | » | 1 | 1 | 15 | 31 | 31 | 1 | 9 | 10 | 2 | 5 | 136 |

6° Grandes Ecoles.

| | E. S. Archit. | E. N. N. A. | E. N. S. A. B. A. | E. S. C. | E. H. E. C. | E. S. S. E. C. | I. H. E. Dr. Rural. | E. N. Langues Orientales. | E. N. Sup. | E. N. S. E. T. | E. N. S. Saint- Cloud - Fontenay. | E. N. S. E. P. | E. Santé Navale. | E. N. Veto | TOTAL |
|---------------------|---------------|-------------|-------------------|-----------|-------------|----------------|---------------------|------------------------------|------------|----------------|--------------------------------------|----------------|------------------|------------|------------|
| Cameroun | 2 | » | » | 6 | 1 | » | 1 | » | » | » | 1 | » | 5 | 2 | 18 |
| Centrafrique | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Congo | » | » | » | » | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | 1 | 2 |
| Côte-d'Ivoire | » | » | » | 13 | » | » | » | » | » | » | » | 4 | » | 5 | 22 |
| Dahomey | 1 | 1 | 2 | 11 | » | 2 | » | » | » | 2 | » | » | 1 | 1 | 21 |
| Gabon | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 |
| Haute-Volta | » | » | » | 11 | » | » | » | » | 1 | » | » | 1 | » | 2 | 15 |
| Madagascar | » | » | 2 | 7 | » | » | » | » | » | 1 | 1 | 14 | 1 | 14 | 40 |
| Mali | » | » | 1 | 3 | » | 1 | » | » | » | » | » | » | » | 8 | 13 |
| Mauritanie | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Niger | » | » | » | 2 | » | » | » | » | » | 1 | » | » | » | 2 | 5 |
| Sénégal | » | » | » | 10 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 4 | 14 |
| Tchad | » | » | » | 1 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1 | 2 |
| Togo | 1 | » | » | 6 | 1 | » | » | » | » | » | » | » | » | 3 | 11 |
| Total | 4 | 1 | 5 | 71 | 2 | 3 | 1 | 1 | 1 | 4 | 2 | 19 | 7 | 43 | 164 |

d) Répartition par discipline des étudiants en France.

(Boursiers F. A. C.)

Enseignement supérieur.

| | |
|--|-----|
| Médecine | 144 |
| Pharmacie | 22 |
| Dentaire | 5 |
| Sciences | 149 |
| Lettres | 176 |
| Droit | 76 |
| Sciences économiques..... | 52 |
| Instituts d'université..... | 16 |
| Instituts de faculté..... | 1 |
| Instituts universitaires de technologie..... | 6 |
| Grandes écoles..... | 164 |
| Préparation aux grandes écoles..... | 136 |

947

Enseignement technique supérieur.

| | |
|-----------------------------|-----|
| Elèves ingénieurs..... | 171 |
| Techniciens supérieurs..... | 2 |

173

Enseignement technique moyen et professionnel.

| | |
|--------------------------|---|
| Lycée technique..... | 1 |
| Commis architecte..... | 1 |
| Documentation | 1 |
| Esthétique | 1 |
| Expertise comptable..... | 8 |
| Mines Alès..... | 2 |
| Textiles | 2 |
| P. T. A..... | 3 |

19

Enseignement spécialisé.

| | |
|-------------------------|----|
| Art dramatique..... | 2 |
| Education physique..... | 13 |
| Interprètes | 3 |
| Journalisme | 12 |
| Rééducation | 1 |

31

Tableau récapitulatif.

| | |
|--|-----|
| Enseignement supérieur..... | 94 |
| Enseignement technique supérieur..... | 173 |
| Enseignement technique moyen et professionnel..... | 19 |
| Enseignement spécialisé..... | 31 |

1.170

soit 990 garçons et 180 filles.

**Comparaison de la répartition par discipline des boursiers du Gouvernement français
dans les universités africaines (années 1966-1967, 1967-1968 et 1968-1969).**

| | DAKAR | | | ABIDJAN | | | YAOUNDE | | | F. E. S. A. C. (1) | | |
|---|--------------|--------------|-------------------|------------|------------|------------|-----------|-----------|------------|--------------------|------------|-------------------|
| | 1966-1967 | 1967-1968 | 1968-1969 | 1966-1967 | 1967-1968 | 1968-1969 | 1966-1967 | 1967-1968 | 1968-1969 | 1966-1967 | 1967-1968 | 1968-1969 |
| Droit et Sciences économiques... | 265 | 228 | 68 | 117 | 144 | 145 | 35 | 22 | 32 | 29 | 30 | 69 |
| Médecine, Pharmacie..... | 288 | 280 | 327 | 60 | 87 | 89 | » | » | » | » | 41 | » |
| Sciences | 243 | 283 | 122 | 144 | 110 | 146 | 25 | 36 | 42 | 25 | 27 | 34 |
| Lettres, Sciences humaines..... | 248 | 236 | 102 | 74 | 95 | 83 | 20 | 32 | 36 | 5 | 2 | 5 |
| I. U. T. et autres..... | » | » | » | » | 12 | 24 | » | » | » | » | » | 13 |
| Ecole agronomique..... | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 1 ^{re} année D. U. E. L. D. U. E. S... | » | » | 12 | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Total | 1.044 | 1.027 | 631 (3) | 395 | 448 | 487 | 80 | 90 | 110 | 59 | 100 | 121 (2) |

| | TANANARIVE | | | BENIN (5) | | | C. E. P. E. S. (6) | | | TOTAL | | |
|---|------------|------------|-------------------|-----------|-----------|------------|--------------------|-----------|-----------|--------------|--------------|--------------|
| | 1966-1967 | 1967-1968 | 1968-1969 | 1966-1967 | 1967-1968 | 1968-1969 | 1966-1967 | 1967-1968 | 1968-1969 | 1966-1967 | 1967-1968 | 1968-1969 |
| Droit et Sciences économiques... | 26 | 67 | 29 | » | » | » | » | » | » | 472 | 491 | 343 |
| Médecine, Pharmacie..... | 3 | 19 | 13 | » | » | » | » | » | » | 351 | 427 | 429 |
| Sciences | 113 | 179 | 107 | » | 27 | 99 | » | » | » | 550 | 662 | 550 |
| Lettres, Sciences humaines..... | 34 | 91 | 49 | » | 38 | 5 | » | » | » | 381 | 494 | 280 |
| I. U. T. et autres..... | » | 13 | 6 | » | » | » | » | » | » | » | 25 | 43 |
| Ecole agronomique..... | 15 | » | 16 | » | » | » | » | » | » | 15 | » | 16 |
| 1 ^{re} année D. U. E. L. D. U. E. S... | » | » | » | 20 | » | » | » | » | 81 | 20 | » | 93 |
| Total | 191 | 369 | 220 (4) | 20 | 65 | 104 | (7) | » | 81 | 1.789 | 2.099 | 1.754 |

(1) Fondation d'Enseignement Supérieur d'Afrique Centrale (Brazzaville).

(2) A ce nombre, il convient d'ajouter 55 boursiers des enseignements para-universitaires au titre du Ministère de l'Education nationale (section médico-sociale, institut zootechnique, etc.).

(3) Cet effectif ne tient pas compte d'un contingent de l'ordre de 350 étudiants boursiers qui ont été transférés en France en raison des difficultés rencontrées dans le fonctionnement de l'Université de Dakar.

(4) A ce nombre s'ajoutent environ 200 étudiants boursiers de nationalités diverses (Kenyans, Zambiens, Nigériens, Malawites, Tanzaniens, etc.). En outre des fractions de bourses ont été accordées.

(5) Institut d'Enseignement Supérieur à Lomé et Porto-Novo.

(6) Centre de Préparation aux Enseignements Secondaires à Ouagadougou.

(7) Pas de référence pour le C. E. P. E. S. (année 1966-1967).

*Financement des bourses d'enseignement supérieur
au profit des ressortissants africains et malgaches.*

En France :

Crédits du Fonds d'aide et de coopération : 10.200.000 F.

En Afrique :

Crédits du Fonds d'aide et de coopération : 4.000.000 F.

Crédits de l'Education nationale : 8.457.110 F.

D. — RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION

Succédant à la SORAFOM et créé par un décret du 14 avril 1962, l'Office de coopération radiophonique (OCORA) était l'organisme d'intervention spécialisé chargé d'apporter son assistance technique, en matière de radiodiffusion et de télévision, aux Etats africains et malgache d'expression française, situés au Sud du Sahara, ayant sollicité son concours (actuellement dix-sept Etats). Leurs rapports étaient définis par des conventions bi-latérales d'assistance technique conclues entre le Gouvernement français et chacun des Gouvernements des Etats africains intéressés.

L'OCORA était placé sous la tutelle du Secrétariat d'Etat aux Affaires Etrangères qui orientait et contrôlait son action. Il était animé par un Conseil d'administration, présidé de droit par le Directeur général de l'O. R. T. F. et composé des représentants de divers Départements ministériels (Administration centrale du Ministère des Affaires étrangères, Finances, Information et O. R. T. F.), dont plusieurs au titre du Secrétariat d'Etat.

Ses activités étaient suivies par un Commissaire du gouvernement, nommé par l'autorité de tutelle, ainsi que par un Contrôleur d'Etat.

Dans le cadre des tâches qui lui étaient dévolues, l'OCORA a exercé son activité en 1968 dans les quatre domaines suivants :

1° *Fourniture de prestations radiophoniques.*

Activité en qualité d'ingénieur-conseil en établissant les études nécessaires à l'équipement et aux travaux d'amélioration, et en contrôlant leur réalisation. Bureau d'achat centralisant toutes les commandes de matériel des stations.

2° *Formation de personnels africains et malgaches.*

Prise en charge de la formation professionnelle de jeunes Africains, environ une centaine, par le Studio-Ecole de l'Office, seul organisme de cette nature existant dans les pays fournisseurs d'aide ou dans les organisations internationales.

3° *Mise à disposition de personnels d'assistance technique.*

Effectifs s'élevant à 377 agents, dont une centaine mis à la disposition des stations africaines et malgache (techniciens et agents de programmes) les agents affectés au siège assurant la formation professionnelle des futurs cadres africains et la réalisation des programmes et des informations envoyées aux stations:

4° *Production et fourniture de programmes.*

L'orientation à donner aux programmes était définie, comme chaque année, par le Conseil supérieur de l'OCORA, réunissant les membres du conseil d'administration et les ministres africains et malgache de l'Information.

Les prestations ainsi fournies ont représenté en 1968 :

a) *Informations :*

Monitoring de l'OCORA : envoi quotidien de 30 minutes d'informations transmises par ondes courtes, l'O. R. T. F. louant ses émetteurs d'Allouis-Issoudun (reçues sur des récepteurs professionnels et retransmis par les stations).

Bandes d'actualités et commandes spéciales : 10.000 en 1968, soit 232 heures produites et 4.600 heures diffusées sur l'ensemble du réseau africain.

b) *Programmes :*

Prestations OCORA :

Radio-éléments : 157 heures.

Cahiers sonores : 116 heures 30.

Emissions prêtes à la diffusion : 386 heures 30.

Les prestations de l'OCORA ont donc représenté, en 1968, 660 heures auxquelles se sont ajoutées 340 heures de variétés musicales.

Parallèlement, il convient de signaler un effort d'adaptation aux conditions locales réalisé à travers les « opérations spéciales », vastes campagnes radiophoniques menées à la demande des gouvernements intéressés en coproduction avec la radiodiffusion de l'Etat concerné. Cette nouvelle forme d'intervention tend à mener sur place certaines actions éducatives (éducation rurale, sanitaire, etc.). En 1968, les opérations ont été menées au Dahomey, au Tchad et en Mauritanie.

Prestations O. R. T. F. :

Chaque semaine, 20 heures environ de programmes diffusés par l'O. R. T. F. ont été « repiqués », adaptés et envoyés aux stations qui en ont passé commande, soit un total pour 1968 de 7.609 heures diffusées et 860 heures produites.

Simultanément, l'année 1968 a vu également la consolidation des interventions de l'OCORA dans les Etats ex-belges, qui vient de se traduire par une demande de reconduction de son assistance technique pour 1969 émanant des gouvernements du Burundi et surtout du Congo-Kinshasa.

De même en 1968, les deux agents de l'OCORA affectés au Rwanda ont produit des programmes en langue française, diffusés à l'antenne à raison de trois heures par jour.

Installations et capacité de réception en Afrique noire et Madagascar en ce qui concerne la télévision.

Cinq Etats exploitent actuellement des stations de télévision :

- la République de Côte-d'Ivoire ;
- la République gabonaise ;
- la République du Congo ;
- la République démocratique du Congo ;
- la République malgache ;
- la République de Haute-Volta.

A l'exception de la Côte d'Ivoire, dont les deux tiers du territoire doivent être desservis, la couverture télévisée est limitée dans les autres Etats à la capitale et ses environs et pour le Gabon à la seconde ville principale : Franceville.

Le parc de récepteurs est actuellement le suivant :

- Côte-d'Ivoire : 10.000 ;
- Congo-Brazzaville : 500 ;
- Congo-Kinshasa : 2.000 ;
- Gabon : 1.000 ;
- Madagascar : 2.000 ;
- Haute-Volta : 200.

*Responsabilité du Secrétariat d'Etat aux Affaires étrangères
en ce qui concerne l'action d'éducation et de culture.*

Le secrétariat d'Etat assume la responsabilité politique des activités de coopération radiophonique dans les dix-sept Etats africains et malgache francophones qui sont mises en œuvre par l'O. R. T. F.

A cet effet, une nouvelle direction spécialisée, la « Direction des Affaires extérieures et de la Coopération » est chargée de mettre en œuvre la politique radiophonique extérieure de la France en liaison avec le Ministère des Affaires étrangères et le Secrétariat d'Etat aux Affaires étrangères. Elle reçoit de ces départements ministériels des subventions qu'il lui appartient d'employer conformément à un programme élaboré en accord avec le Comité d'Action extérieure et de Coopération créé par le décret du 26 janvier 1969.

L'ensemble des moyens nécessaires à l'accomplissement de cette mission est placé sous l'autorité d'un directeur général adjoint de l'O. R. T. F.

Les prestations fournies par l'O. R. T. F. aux radiodiffusions africaines et malgache sont de même nature, répondant aux mêmes objectifs que celles de l'ex-OCORA. La fusion a essentiellement visé à obtenir une augmentation des prestations et une amélioration de leur qualité, ainsi qu'un changement de style devant aboutir à une meilleure utilisation des moyens de productions et à une meilleure adaptation aux besoins des Etats.

VI. — Coopération scientifique.

Crédits accordés aux organismes de recherche
sous la tutelle du Secrétariat d'Etat en 1967, 1968 et 1969.

| | 1967 | 1968 | 1969 |
|--|-------------|----------------|-------------|
| 1. — Instituts de recherche agronomique tropicale..... | 51.907.000 | 55.239.000 | 56.600.000 |
| 2. — L'O. R. S. T. O. M. | 56.860.000 | (1) 71.357.684 | 72.314.884 |
| Total..... | 108.767.000 | 126.596.684 | 128.914.884 |

(1) Y compris 4.039.384 F de crédits de répartition.

Pour 1970, les crédits qu'il est prévu d'affecter à la recherche sont les suivants :

| | |
|---|---------------|
| 1. — Instituts de recherche agronomique tropicale | 59.822.000 F. |
| 2. — L'O. R. S. T. O. M. | 82.211.073 F. |

y compris les crédits au titre de l'incidence de l'alignement monétaire : 672.000 F pour les Instituts de recherche et 299.600 F pour l'O. R. S. T. O. M.

Votre Commission des Affaires culturelles est très attentive au problème de la coopération scientifique et technique avec les pays en voie de développement. Sa position n'est pas plus différente pour les pays de l'ancienne mouvance française que pour ceux qui, dans d'autres régions du monde, sont en voie de développement.

Du développement économique, spécialement dans les pays pour lesquels les conditions climatiques et plus généralement géographiques sont difficiles, dépend le développement scientifique et technique. Il s'agit de recherche fondamentale, mais surtout de recherche appliquée. Pour 1970, les crédits qu'il est prévu d'affecter à la recherche sont en augmentation de plus de 3.222.000 F pour les instituts de recherche agronomique tropicale et d'environ 10 millions pour l'O. R. S. T. O. M.

L'économie des pays africains de langue française et de Madagascar reste caractérisée par la prépondérance du secteur agricole. L'essentiel des exportations de ces Etats est constitué pour la plupart d'entre eux par quelques denrées agricoles tropicales de base : café, bois, huile de palme et d'arachide, cacao, caoutchouc, bananes, coton, etc.

Ces exportations représentent dans bien des cas la partie la plus importante de la balance commerciale et par là conditionnent les chances d'une industrialisation future. Par ailleurs, la recherche d'un équilibre vivrier constitue à juste raison un des objectifs des plans de développement de ces Etats.

Ce rappel de l'importance du secteur agricole et de l'intérêt qui s'attache à son développement dans les pays africains et malgache de langue française éclaire le rôle primordial des organismes chargés de mettre en œuvre cette politique.

Il s'agit de l'O. R. S. T. O. M., organisme de recherches fondamentales orientées vers le développement, qui contribue notamment à la définition des orientations possibles à partir de l'analyse très poussée des données écologiques et de neuf organismes de recherches agronomiques appliquées, spécialisés par grands groupes de produits. Ces derniers ont pour objet la lutte contre les maladies des plantes, l'amélioration et la sélection des espèces animales et végétales, l'augmentation des rendements, le conditionnement des produits, l'amélioration des quantités, etc.

La définition des programmes de recherche est effectuée au sein des conseils nationaux de la recherche scientifique propre à chacun des quatorze Etats africains et malgache avec lesquels des conventions générales de recherche ont été conclues depuis 1960. Aux termes de ces conventions, le financement des programmes retenus est assuré, après déduction des recettes propres à chaque centre, pour moitié par la France et pour moitié par l'Etat concerné, sauf au Cameroun et au Mali, où ces conventions mettent à la charge de la France les dépenses de personnel et à la charge de l'Etat les frais de fonctionnement. Le financement des sièges et laboratoires centraux des divers instituts, qui sont situés en France, est intégralement assuré par le budget français dans le cadre de l'enveloppe Recherche gérée par la Délégation générale à la recherche scientifique et technique.

Le rayonnement international des organismes français de recherches tropicales fait que leurs activités s'étendent de plus en plus à l'ensemble des pays du tiers monde et non plus seulement aux Etats africains et malgache.

Le financement de ces interventions est assuré soit par des institutions internationales, soit dans le cadre de la Coopération technique du Ministère des Affaires étrangères, soit directement par les Etats.

Répartition des subventions du Secrétariat d'Etat aux Affaires étrangères en 1969.

(En milliers de francs français.)

| 1969 | C. T. F. T. | I. E. M. V. T. | I. F. A. C. | I. F. C. C. | I. R. A. T. | I. R. C. A. | I. R. C. T. | I. R. H. O. | C. E. E. M. A. T. | TOTAL | POURCENTAGE |
|----------------------|-------------|----------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------------|------------|-------------|
| Cameroun | 265 | 328 | 405 | 1.231 | 550 | 78 | 301 | 206 | » | 3.364 | 6 |
| Congo | 360 | » | » | » | » | » | » | 18 | » | 378 | 0,6 |
| Côte-d'Ivoire | 673 | 365 | 770 | 1.575 | 935 | 698 | 834 | 625 | » | 6.475 | 11,5 |
| Dahomey | » | » | » | » | 496 | » | » | 373 | » | 869 | 1,5 |
| Gabon | 520 | » | » | » | » | » | » | » | » | 520 | 0,9 |
| Haute-Volta | 139 | » | » | » | 500 | » | 188 | 222 | » | 1.049 | 1,8 |
| Mali | » | » | 237 | » | 538 | » | 555 | » | » | 1.330 | 2,2 |
| Mauritanie | » | » | 300 | » | » | » | » | » | » | 300 | 0,5 |
| Niger | 139 | 210 | » | » | 474 | » | » | » | » | 823 | 1,4 |
| Centrafrique | » | 350 | » | 638 | 346 | » | 731 | » | » | 2.065 | 3,6 |
| Sénégal | 310 | 1.410 | » | » | 3.216 | » | » | 566 | » | 5.502 | 9,8 |
| Tchad | » | 970 | » | » | » | » | 876 | » | » | 1.846 | 3,2 |
| Togo | » | » | » | » | » | » | 300 | » | » | 300 | 0,5 |
| Madagascar | 863 | 1.275 | 406 | 745 | 2.700 | » | 528 | 113 | » | 6.630 | 11,8 |
| Total Outre-Mer..... | 3.269 | 4.908 | 2.118 | 4.189 | 9.755 | 776 | 4.313 | 2.123 | » | 31.451 | 55,9 |
| Sièges | 3.985 | 2.942 | 2.931 | 1.087 | 4.476 | 1.820 | 2.590 | 3.641 | 1.004 | (1) 24.713 | 44,1 |
| Total général..... | 7.254 | 7.850 | 5.049 | 5.276 | 14.231 | 2.596 | 6.908 | 5.764 | 1.004 | (2) 56.166 | 100 |
| Pourcentage | 12,9 | 14,1 | 9 | 9,4 | 25,2 | 4,6 | 12,3 | 10,3 | 1,8 | 100 | |

(1) Y compris 233.000 F pour les services communs de Nogent.

(2) Chiffres arrondis.

Evolution des ressources globales des instituts et de l'O. R. S. T. O. M. de 1961 à 1968

| | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 | 1968 | TAUX DE CROISSANCE | |
|--|--------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------------------|---------------|
| | | | | | | | | | Sur 5 ans (1963-1968). | Par an. |
| | (En millions de francs.) | | | | | | | | Moyenne. | |
| <i>Instituts.</i> | | | | | | | | | | |
| C.T.F.T. | 5,1 | 7,3 | 9,8 | 11,4 | 12,7 | 14,9 | 16,7 | 17,5 | 78,5 % | 15,7 % |
| I.E.M.V.T. | 8,2 | 9,5 | 12,7 | 14,4 | 14,6 | 17,3 | 19,2 | 20,4 | 60,6 % | 12,1 % |
| I.F.A.C. | 6,6 | 7,8 | 8,8 | 9,9 | 11,5 | 12,9 | 14,1 | 16,6 | 88,6 % | 17,7 % |
| I.F.C.C. | 3,5 | 4,5 | 5,5 | 7,4 | 9,6 | 10,4 | 10,5 | 13,3 | 141,8 % | 28,3 % |
| I.R.A.T. | 13,9 | 17,5 | 20 | 23,6 | 28,5 | 30,5 | 33,9 | 36,4 | 82 % | 16,4 % |
| I.R.C.A. | 1,1 | 1,4 | 1,5 | 1,7 | 2 | 2,2 | 4,6 | 5,7 | 280 % | 56 % |
| I.R.C.T. | 7,2 | 8,6 | 10,1 | 10,4 | 11,4 | 12,4 | 13,9 | 15,2 | 50,4 % | 10 % |
| I.R.H.O. | 12,4 | 13,7 | 16,4 | 18,8 | 20,8 | 21,4 | 24,5 | 26 | 58,5 % | 11,7 % |
| C.E.E.M.A.T. | > | 0,3 | 0,8 | 0,6 | 0,8 | 0,9 | 1,1 | 1,1 | 37,5 % | 7,5 % |
| Services communs..... | > | 0,1 | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 100 % | 20 % |
| Total instituts (a)..... | 58 | 70,5 | 85,6 | 98,4 | 112,1 | 123,1 | 139,2 | 152,4 | 78 % | 15,6 % |
| Dont : | | | | | | | | | | |
| F.A.C. (subventions + conventions) | 29,2 | 35,9 | 42,5 | 49,9 | 54,4 | 57,9 | 64,9 | 68,5 | > | > |
| F.I.D.O.M. + F.I.D.E.S.... | 2 | 2,7 | 4,4 | 4,8 | 5,9 | 7,1 | 8,6 | 10,2 | > | > |
| Affaires étrangères..... | 0,5 | 0,2 | 0,9 | 1,4 | 2,1 | 3,1 | 4,9 | 5,1 | > | > |
| Fonds internationaux..... | > | 0,4 | 1 | 0,4 | 0,9 | 1,1 | 2,8 | 4,2 | > | > |
| Etats (budgets locaux)..... | 17,1 | 20,5 | 23,6 | 26,6 | 32,3 | 36,3 | 38,8 | 39,8 | > | > |
| Ressources propres..... | 9,3 | 10,9 | 13,2 | 15,2 | 16,4 | 17,4 | 18,6 | 20,7 | > | > |
| O.R.S.T.O.M. | | | | | | | | | | |
| Budget définitif total (b)..... | 43,6 | 51,7 | 56,6 | 69,8 | 73,6 | 77 | 84,4 | 97 | 71,3 % | 14,2 % |
| Dont : | | | | | | | | | | |
| Coopération (subvention fonctionnement) | 15,9 | 20,4 | 22,4 | 26,2 | 26,8 | 34,1 | (1) 56,8 | (2) 71,3 | > | > |
| Education nationale (subvention fonctionnement) | 1,5 | 4,3 | 9,8 | 9,8 | 17,4 | 17,7 | > | > | > | > |
| Total subventions F.A.C. + Education nationale. | 17,4 | 24,7 | 32,2 | 36 | 39,2 | 51,8 | 56,8 | 71,3 | 121,4 % | 24,2 % |
| Total général (a + b)..... | 101,6 | 122,2 | 142,2 | 168,2 | 185,7 | 200,1 | 223,6 | 249,4 | 75,3 % | 15 % |

(1) En 1967 les subventions antérieurement accordées par l'Education nationale et le Secrétariat d'Etat ont été regroupées à une ligne du budget du Secrétariat d'Etat aux Affaires étrangères.

(2) Y compris 4.039.384 F de crédits de répartition accordés par le Ministère des Finances au titre de l'exercice 1968; la subvention inscrite au chapitre 3642 du budget du Secrétariat d'Etat était de 67.318.300 F.

Instituts de recherche spécialisés.

Dotations accordées par le Secrétariat d'Etat aux Affaires étrangères en 1969.

| INSTITUTS | METROPOLE | OUTRE-MER | TOTAL |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| 1. — Institut d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux (I. E. M. V. T.)..... | 2.942.000 | 4.908.125 | 7.850.125 |
| 2. — Institut de recherches pour les huiles et les oléagineux (I. R. H. O.)..... | 3.641.853 | 2.123.020 | 5.764.873 |
| 3. — Institut de recherches du coton et des textiles tropicaux (I. R. C. T.).... | 2.590.210 | 4.313.500 | 6.903.710 |
| 4. — Institut français de recherches fruitières outre-mer (I. F. A. C.)..... | 2.931.576 | 2.118.110 | 5.049.686 |
| 5. — Institut français du café, du cacao et autres plantes stimulantes (I. F. C. C.). | 1.087.500 | 4.189.340 | 5.276.840 |
| 6. — Institut de recherches sur le caoutchouc en Afrique (I. R. C. A.)..... | 1.820.000 | 776.000 | 2.596.000 |
| 7. — Centre technique forestier tropical (C. T. F. T.)..... | 3.984.800 | 3.269.800 | 7.254.600 |
| 8. — Institut de recherches agronomiques tropicales et des cultures vivrières (I. R. A. T.)..... | 4.476.600 | 9.755.235 | 14.231.835 |
| 9. — Centre d'études et d'expérimentation du machinisme agricole tropical (C. E. E. M. A. T.)..... | 1.004.500 | » | 1.004.500 |
| 10. — Services communs de Nogent-sur-Marne | 234.615 | » | 234.615 |
| Total | 24.713.654 | 31.453.130 | 56.166.784 |
| Provision | | | 433.216 |
| Total général | | | 56.600.000 |

Instituts de recherche spécialisés.

Effectifs des cadres supérieurs ingénieurs et assimilés en 1969 affectés à des programmes de recherches subventionnés en France et dans les Etats africains et malgache.

| ETATS | I.E.M.V.T. | I.R.E.O. | I.R.C.T. | I.F.A.C. | I.F.C.C. | I.R.C.A. | C.T.F.T. | I.R.A.T. | C.E.E. M.A.T. | TOTAL |
|-------------------------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|------------------|------------|
| Côte-d'Ivoire | 2 | 20 | 8 | 9 | 14 | 8 | 4 | 5 | » | 70 |
| Cameroun | 3 | 2 | 3 | 4 | 12 | 1 | 3 | 5 | » | 33 |
| Madagascar | 12 | 2 | 5 | 3 | 5 | » | 5 | 22 | » | 54 |
| Sénégal | 17 | 5 | » | » | » | » | 2 | 19 | » | 43 |
| Centrafrique | 4 | » | 5 | » | 4 | » | » | 4 | » | 17 |
| Haute-Volta | » | 2 | 1 | » | » | » | 1 | 3 | » | 7 |
| Niger | 3 | » | » | » | » | » | 1 | 3 | » | 7 |
| Tchad | 11 | » | 7 | » | » | » | » | » | » | 18 |
| Dahomey | » | 5 | » | » | » | » | » | 2 | » | 7 |
| Congo-Brazzaville | » | » | » | 2 | » | » | 2 | » | » | 2 |
| Mali | » | » | 4 | » | » | » | » | 3 | » | 9 |
| Gabon | » | » | » | » | » | » | 3 | » | » | 3 |
| Mauritanie | » | » | » | 2 | » | » | » | » | » | 2 |
| Togo | » | » | 3 | » | » | » | » | » | » | 3 |
| Total | 52 | 36 | 36 | 20 | 35 | 9 | 25 | 66 | » | 275 |
| Métropole | 23 | 20 | 22 | 36 | 10 | 14 | 29 | 36 | 12 | 202 |
| Total | 75 | 56 | 58 | 56 | 45 | 23 | 50 | 102 | 12 | 477 |

EFFECTIFS

Evolution des effectifs de l'O. R. S. T. O. M. de 1960 à 1969.

| | 1960 | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 | 1968 | 1969 |
|-----------------------------|------------|------------|------------|------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Chercheurs du corps..... | 202 | 222 | 208 | 220 | 250 | 280 | 321 | 364 | 402 | 409 |
| Chercheurs détachés..... | 100 | 92 | 116 | 111 | 101 | 105 | 94 | 94 | 90 | 86 |
| Elèves chercheurs..... | 130 | 99 | 90 | 110 | 120 | 120 | 120 | 120 | 50 | 50 |
| Chercheurs contractuels.... | 89 | 73 | 60 | 60 | 65 | 73 | 73 | 73 | 73 | 73 |
| Allocataires | » | » | » | » | 15 | 17 | 17 | 17 | » | » |
| Techniciens | 144 | 298 | 268 | 277 | 335 | 346 | 346 | 346 | 353 | 378 |
| Administratifs | 117 | 126 | 140 | 140 | 141 | 140 | 143 | 143 | 148 | 153 |
| Total..... | 782 | 910 | 882 | 918 | 1.027 | 1.081 | 1.114 | 1.157 | 1.116 | 1.149 |

Instituts de recherche agronomique tropicale.

(Effectifs au 1^{er} janvier 1969.)

| | PERSONNEL basé en France. | | | | PERSONNEL basé outre-mer (1). | | | EFFECTIF TOTAL | | | |
|----------------------|------------------------------|------------|------------|------------|----------------------------------|------------|------------|----------------|------------|------------|------------|
| | (a) | (b) | (c) | (d) | (b) | (c) | (d) | (a) | (b) | (c) | (d) |
| C. T. F. T. | 9 | 26 | 18 | 53 | 31 | 36 | 67 | 9 | 57 | 54 | 120 |
| I. E. M. V. T. | 8 | 20 | 19 | 47 | 84 | 30 | 114 | 8 | 104 | 49 | 161 |
| I. F. A. C. | 5 | 32 | 19 | 56 | 49 | 9 | 58 | 5 | 81 | 28 | 114 |
| I. F. C. C. | 2 | 8 | 7 | 17 | 46 | 16 | 62 | 2 | 54 | 23 | 79 |
| I. R. A. T. | 10 | 30 | 18 | 58 | 91 | 51 | 142 | 10 | 121 | 69 | 200 |
| I. R. C. A. | 2 | 12 | 6 | 20 | 11 | 3 | 14 | 2 | 23 | 9 | 34 |
| I. R. C. T. | 7 | 15 | 4 | 26 | 60 | 11 | 71 | 7 | 75 | 15 | 97 |
| I. R. H. O. | 6 | 14 | 14 | 34 | 55 | 24 | 79 | 6 | 69 | 38 | 113 |
| C. E. E. M. A. T. .. | 3 | 8 | 1 | 12 | » | » | » | 3 | 8 | 1 | 12 |
| Total | 52 | 165 | 106 | 323 | 427 | 180 | 607 | 52 | 592 | 286 | 930 |

(a) Direction et administration.

(b) Chercheurs et ingénieurs.

(c) Techniciens.

(d) Total.

(1) Les effectifs mentionnés englobent les chercheurs et techniciens affectés à des programmes de recherches subventionnés ainsi que ceux affectés à des programmes financés sur conventions.

Il n'a pas été distingué entre chercheurs et personnel de direction et administratif. Les directeurs de station, à côté de leurs activités de recherche, ont une activité administrative.

A partir de l'exercice 1969, la procédure de l'enveloppe « Recherche » a été utilisée pour les instituts de recherche appliquée. En conséquence, les crédits qui lui sont affectés ont été inscrits au chapitre 36-42 (art. 2), du budget du Secrétariat d'Etat et il a été procédé à l'annulation sur le chapitre 36-41 de la contribution du F. A. C. aux instituts de recherche et à son transfert sur le chapitre 36-42 pour un montant de 51 millions de francs (arrêté du 20 février 1969). Les crédits nouveaux qui leur sont accordés proviennent de l'enveloppe « Recherche ». En 1969, la dotation globale inscrite au chapitre 36-42 (art. 2) s'élève à 566.100.000 F. Le projet de budget du Département pour 1970 prévoit une dotation de 59.822.000 F en faveur des instituts (y compris les crédits prévus au titre de l'incidence de l'alignement monétaire). Les crédits accordés par le Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération en 1969 et destinés à la réalisation d'études occasionnelles à la demande des Etats, sont les suivants :

| | |
|------------------------|------------|
| I E. M. V. T..... | 709.400 F. |
| I. F. A. C. | 674.000 |
| I. F. C. C. | 1.178.000 |
| I. R. A. T. | 2.869.800 |
| I. R. C. T. | 1.254.200 |
| I. R. H. O..... | 55.850 |
| O. R. S. T. O. M. | 1.030.360 |

VII. — Coopération technique.

La coopération technique du Secrétariat d'Etat revêt essentiellement deux formes : les missions d'experts et l'octroi de bourses.

A. — LES HOMMES

Les tableaux ci-dessous permettront de se rendre compte de la diminution du nombre des coopérants qui, de 10.614 au mois de juin 1968, descend à 10.143 au mois de juin de la présente année. Cette réduction porte à la fois sur les agents civils : 9.071 en 1968, 8.779 en 1969, et sur les jeunes gens du service national : 1.543 en juin 1968 et 1.364 en juin 1969 pour le secteur public. Le nombre des volontaires du progrès a un peu augmenté : 438 au premier semestre 1968, 492 au premier semestre 1969.

Coopérants techniques et appelés du contingent. Répartition par Etat
juin 1968 et juin 1969.

| | CIVILS | | A. S. N. | | TOTAL | |
|--------------------------|--------|-------|----------|---------------|--------|----------------|
| | 1968. | 1969. | 1968. | 1969. | 1968. | 1969. |
| Cameroun | 816 | 788 | 128 | 140 | 944 | 928 |
| R. C. A. | 498 | 458 | 102 | 75 | 600 | 533 |
| Congo-Brazzaville | 456 | 440 | 90 | 68 | 546 | 508 |
| Côte d'Ivoire | 1.595 | 1.785 | 207 | 260 | 1.802 | 2.045 |
| Dahomey | 200 | 163 | 33 | 32 | 233 | 195 |
| Gabon | 409 | 387 | 100 | 102 | 509 | 489 |
| Haute Volta | 385 | 378 | 93 | 75 | 478 | 453 |
| Madagascar | 1.478 | 1.310 | 197 | 126 | 1.675 | 1.436 |
| Mali | 364 | 347 | 64 | 51 | 428 | 398 |
| Mauritanie | 201 | 206 | 56 | 47 | 257 | 253 |
| Niger | 383 | 400 | 153 | 127 | 536 | 527 |
| Sénégal | 1.342 | 1.184 | 173 | 115 | 1.515 | 1.299 |
| Tchad | 517 | 509 | 116 | 96 | 633 | 605 |
| Togo | 119 | 95 | 10 | 14 | 129 | 109 |
| Organismes communs | 227 | 236 | 5 | 2 | 232 | 238 |
| Congo-Kinshasa | 61 | 71 | 10 | 11 | 71 | 82 |
| Ruanda | 20 | 12 | 6 | 2 | 26 | 14 |
| Burundi | | 10 | | 0 | | 10 |
| Total | 9.071 | 8.779 | 1.543 | 1.343 + 21 | 10.614 | 10.122 + 21 |

+ 21 en stage en France non encore affectés dans les Etats.

Nombre de volontaires du progrès (1^{er} semestre 1968 - 1^{er} semestre 1969).

| Répartition globale : | 1 ^{er} semestre 1968. | 1 ^{er} semestre 1969. |
|-----------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| R. C. A. | 55 | 28 |
| Cameroun | 63 | 91 |
| Côte d'Ivoire..... | 60 | 90 |
| Gabon | 112 | 138 |
| Dahomey | 42 | 46 |
| Niger | 55 | 45 |
| Tchad | 31 | 5 |
| Togo | 20 | 39 |
| | <u>438</u> | <u>492</u> |
| | dont 108 jeunes filles. | dont 128 jeunes filles. |

| Répartition par activités : | 1968 | 1969 |
|---|------|--------|
| Agriculture et élevage..... | 35 % | 36,2 % |
| Bâtiment | 9 % | 24,7 % |
| Artisanat bois et fer..... | 10 % | 23,9 % |
| Secteur médico-social..... | 25 % | 11,6 % |
| Enseignement et animation culturelle..... | 18 % | 3 % |
| Divers | 3 % | 3 % |

Coût global de l'opération en 1969 :

Subvention du Département (y compris les frais fixes de l'Association) : 12.300.000 F.

Niveaux de qualification au 1^{er} juin 1968 et au 1^{er} juin 1969.

| SECTEURS | CATEGORIE A | | CATEGORIE B | | CATEGORIE C/D | | TOTAL | |
|------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|------------|---------------|---------------|
| | Juin 1968. | Juin 1969. | Juin 1968. | Juin 1969. | Juin 1968. | Juin 1969. | Juin 1968. | Juin 1969. |
| Administrations | 763 | 658 | 130 | 137 | 10 | 11 | 903 | 806 |
| Justice | 149 | 130 | 30 | 22 | » | » | 179 | 152 |
| Santé | 658 | 621 | 259 | 231 | » | » | 917 | 852 |
| Production et formation agricole.. | 574 | 410 | 118 | 82 | 23 | 22 | 715 | 514 |
| Développement industriel | | 120 | | 33 | | 1 | | 154 |
| Equipement et communes..... | 567 | 412 | 219 | 193 | 63 | 28 | 849 | 633 |
| Postes et télécommunications..... | 211 | 195 | 57 | 57 | 8 | 4 | 276 | 256 |
| Chemins de fer..... | 198 | 212 | 105 | 109 | 6 | 3 | 309 | 324 |
| Enseignement | 2.192 | | 3.830 | | 65 | | 6.087 | |
| Formation | 115 | 2.962 | 148 | 3.382 | 11 | 72 | 274 | 6.416 |
| Animation | 22 | | 48 | | 2 | | 72 | |
| Militaires H. C. non Santé..... | 17 | 6 | 27 | 19 | » | » | 44 | 25 |
| | <u>5.466</u> | <u>5.716</u> | <u>4.971</u> | <u>4.265</u> | <u>188</u> | <u>141</u> | <u>10.625</u> | <u>10.132</u> |
| | 51,5 % | 56,4 % | 46,7 % | 42 % | 1,8 % | 1,3 % | » | » |

**Répartition des effectifs réels en service ou en congé par secteurs
et pourcentage des volontaires du service national.**

| | JUIN 1968 | | | | JUIN 1969 | | | |
|--|-------------------|----------------------|-------------------------------------|---------------|-------------------|----------------------|-------------------------------------|---------------|
| | Agents civils. | Service national. | Pour- centage S. N. total. | Total. | Agents civils. | Service national. | Pour- centage S. N. total. | Total. |
| <i>Secteur public.</i> | | | | | | | | |
| Administration | 792 | 111 | 12,2 | 903 | 711 | 95 | 13,3 | 806 |
| Justice | 179 | » | » | 179 | 152 | » | » | 152 |
| Santé | 841 | 76 | 8,3 | 917 | 793 | 80 | 10 | 873 |
| Production | 598 | 117 | 16,3 | 715 | 416 | 98 | 23,5 | 514 |
| Equipement et communications.. | 660 | 189 | 20 | 849 | 523 | 110 | 21 | 633 |
| Développement industriel..... | | | | | 110 | 34 | 30 | 144 |
| Postes et télécommunications.... | 268 | 8 | 2,8 | 276 | 246 | 10 | 4 | 256 |
| Chemins de fer..... | 309 | » | » | 309 | 324 | » | » | 324 |
| Enseignement | 5.163 | 924 | 15,1 | 6.087 | 5.479 | 937 | 17 | 6.416 |
| Formation | 192 | 82 | 29,9 | 274 | | | | |
| Promotion humaine..... | 36 | 36 | 100 | 72 | | | | |
| Divers (militaires hors cadres)... | 44 | » | » | 44 | | | | |
| Total secteur public..... | 9.082 | 1.543 | 14,5 | 10.625 | 8.779 | 1.364 | 15,5 | 10.143 |
| <i>Secteurs para-public et privé.</i> | | | | | | | | |
| Organismes para-publics..... | » | 330 | » | » | » | 352 | » | » |
| Enseignement supérieur..... | » | 19 | » | » | » | 26 | » | » |
| Enseignement privé..... | » | 254 | » | » | » | 295 | » | » |
| Total | » | 603 | » | » | » | 673 | » | » |
| Total général secteur national. | » | 2.146 | » | » | » | 2.037 | » | » |

La réduction des crédits du chapitre 41-41, article 1^{er}, qui d'ailleurs n'apparaît pas globalement par suite d'un transfert de crédits du Quai d'Orsay à ce Secrétariat d'Etat en vue de la prise en charge par ce dernier des agents de coopération technique des Etats ex-belges, conduit à opérer une nouvelle déflation des effectifs qui portera sur :

- a) 180 non-enseignants ;
- b) 278 dans le secteur Enseignement dont 120 à la rentrée d'octobre 1970.

L'austérité budgétaire aura pour conséquence des réductions d'effectifs qui pourraient intervenir dans les secteurs « de souveraineté » : administration générale, justice, police. Comme souvent en la matière, les réductions de crédits obligent à des choix qui définissent une politique mais peuvent lui assurer une véritable efficacité. Devra-t-on revoir la répartition d'ensemble des postes ? Quels sont les secteurs prioritaires qui devront être définis ? Devra-t-on donner la préférence au secteur économique : industrialisation, production rurale, infrastructure, urbanisation ? Devra-t-on au contraire s'efforcer d'assurer une éducation, une formation des hommes, un recyclage des maîtres, spécialement dans les disciplines fondamentales : le français, les mathématiques et les sciences ? Quelle part sera faite à la réforme pédagogique, à la mise au point de nouveaux systèmes éducatifs qui constituent les préoccupations majeures pour les Etats ? Pour notre part, nous avons souvent insisté et nous continuerons d'insister sur le fait que la formation des hommes est la condition *sine qua non* de tout développement économique : industriel, agricole, commercial.

Bien entendu, il s'agit d'une formation adaptée et non pas d'un enseignement qui est peut-être satisfaisant pour des nations qui ont atteint depuis longtemps un stade élevé de développement économique mais qui pour des nations qui n'ont pas encore « décollé » économiquement paraît hors de propos. Il s'agit donc à notre sens de donner une priorité absolue à ce qui est formation technique, de former moins de bacheliers que de techniciens, moyens et supérieurs ; il s'agit donc surtout de donner à l'enseignement des pays africains et malgache l'orientation que nous ne parvenons pas en France à donner à notre propre enseignement. Nous essayons de donner une valeur à l'enseignement technique, de diriger les jeunes Français vers cet enseignement qui est déprécié, injustement peut-être, mais nous savons que c'est une grande faiblesse de notre système éducatif de ne pas parvenir

à orienter vers cet enseignement une part plus importante des jeunes Français. Nous savons aussi que l'enseignement scientifique n'a pas sur les jeunes Français l'attrait qu'il devrait avoir et que, là aussi dans une certaine mesure, nous avons échoué.

Aussi devons-nous faire profiter les pays africains et malgache d'une expérience qui n'est pas satisfaisante en tous points et quand il est encore temps de les aider à se donner des structures d'enseignement et des orientations de programmes qui soient conformes aux nécessités du développement.

Un autre problème est celui de la réduction de la durée du service militaire. Dans la mesure où elle s'appliquerait également au service de la coopération, cette réduction aurait une incidence certaine sur l'évolution des effectifs ; déjà les Etats regrettent souvent la durée limitée du séjour de ces appelés, ce n'est pas seulement vrai en Afrique, mais c'est vrai dans beaucoup d'autres Etats en voie de développement. Dans ces conditions, si le Secrétariat d'Etat devait généraliser l'octroi des contrats complémentaires et accroître la durée de ces contrats, l'incidence d'une telle mesure conduirait inéluctablement à réduire le nombre des appelés affectés au service de la coopération. Si de telles mesures n'étaient pas prises, il en résulterait dans certains secteurs une impossibilité de pourvoir des postes prévus jusqu'à maintenant pour des appelés du contingent, l'action de ces derniers n'étant pas rentable dans le cas d'un séjour plus bref. Le problème est donc difficile. Si l'on réduit la durée du service national actif effectué dans le service de la coopération, on court le risque de rendre inefficace ce genre de coopération. Si l'on maintient la durée du service national actif effectué dans le service de la coopération, alors que l'on réduira pour les autres jeunes gens la durée du service militaire, on peut tarir le recrutement des jeunes gens volontaires pour la coopération, à moins alors qu'on leur offre des avantages financiers qui viendront grever le budget de la coopération d'une façon analogue à ce qu'il en résulterait si l'on devait recruter des agents civils à la place de ces appelés pour remplir les obligations des accords de coopération.

Il paraît souhaitable de maintenir la notion de volontariat compte tenu des résultats heureux de l'expérience en cours, mais si ce volontariat ne peut être maintenu qu'au prix de sacrifices financiers égaux à ce qui résulterait du recrutement d'agents civils, il vaudrait mieux y renoncer.

Nous n'espérons pas, ici, apporter une solution à ce problème extrêmement complexe, nous demandons qu'il soit étudié très sérieusement car il est certain qu'actuellement, en Afrique comme dans le reste du monde, les jeunes gens du service national remplissent d'une façon générale la tâche qui leur est confiée à la satisfaction de ceux qui les emploient.

Ce qui paraît certain, c'est que le problème des coopérants du service militaire devrait être étudié en même temps que celui du statut général des coopérants civils. La coopération est certainement une excellente formation des hommes, elle permet aux jeunes gens, aux jeunes hommes, nés et élevés dans une civilisation industrielle avancée, de prendre une conscience exacte des contraintes naturelles de la vie des peuples en voie de développement, de leurs difficultés. Elle permet donc à ces jeunes gens et à ces jeunes hommes d'avoir une notion plus exacte de ce que sont les niveaux respectifs de civilisation, de la solidarité humaine, des exigences de tous ordres que les conditions naturelles imposent à l'homme. Mais il n'est probablement pas souhaitable que ces mêmes jeunes hommes restent trop longtemps dans des pays étrangers dont les conditions de vie sont très différentes de celles de la France. Ne risquent-ils pas de devenir des étrangers de cœur, l'école de formation que constitue la coopération ne se transformerait-elle pas pour eux en école d'évasion? Et comment rentrer en France et s'insérer dans les structures économiques, administratives, si un statut ne prévoit pas pour ceux qui ont eu le goût de l'aventure, qui ont connu des peuples et des climats différents, les possibilités de réinsertion convenables dans ces structures? Il faut pour qu'un coopérant soit efficace qu'il acquière par l'expérience, et donc en un temps suffisamment long, la connaissance psychologique des conditions physiques et économiques des pays en voie de développement. Il faut donc qu'ils restent dans ces pays cinq, six, neuf ans peut-être, mais il ne semble pas aux membres de votre commission, qui ont visité les pays en voie de développement et étudié les questions de coopération culturelle et technique, que ces durées de séjour doivent être dépassées. *Nous demandons donc qu'un statut de coopération soit mis à l'étude et proposé.*

B. — LES MODALITÉS DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE

Le coût global des dépenses relatives au personnel d'assistance technique sur le chapitre 41-41 (art. 1^{er}), a atteint :

| | |
|-----------------------------|----------------|
| — En 1966..... | 500.492.198 F. |
| — En 1967..... | 509.727.010 F. |
| — En 1968..... | 518.231.501 F. |
| — En 1969..... | 399.644.000 F. |
| — Prévisions pour 1970..... | 404.053.984 F. |

COOPÉRATION TECHNIQUE

a) *Fonctionnement.*

Elle consiste dans l'assistance technique en personnel aux services de radio-diffusion-télévision des Etats africains et malgache.

b) *Assistance technique en personnel (chap. 41-41).*

Les crédits sont destinés à la rémunération du personnel d'assistance technique (y compris les appelés du contingent). On trouvera ci-après la situation numérique des effectifs en place au 1^{er} octobre 1969 :

| | TOTAL | DONT enseignants. |
|-------------------------|-------|----------------------|
| Burundi | 10 | » |
| Cameroun | 860 | 573 |
| Centrafrique | 511 | 274 |
| Congo-Brazzaville | 502 | 343 |
| Congo-Kinshasa | 52 | 1 |
| Côte-d'Ivoire | 2.238 | 1.757 |
| Dahomey | 186 | 118 |
| Gabon | 478 | 234 |
| Haute-Volta | 462 | 272 |
| Madagascar | 1.398 | 1.028 |
| Mali | 383 | 294 |
| Mauritanie | 273 | 147 |
| Niger | 538 | 299 |
| Rwanda | 13 | » |
| Sénégal | 1.188 | 864 |
| Tchad | 609 | 337 |
| Togo | 109 | 77 |
| Organismes communs..... | 89 | » |

c) *Equipement.*

Les principales opérations engagées à ce titre par le comité directeur du F. A. C. ont été les suivantes :

| | Millions de francs. |
|---|------------------------|
| <i>Cameroun :</i> | |
| Création de palmeraies industrielles à M'Bongo et Eseka..... | 8,8 |
| Participation à la construction et à l'équipement par le C. F. D. T. d'une huilerie de coton à Maroua | 20, |
| <i>Centrafrique :</i> | |
| Développement de la culture du coton dans la Kemo Gribingui (quatrième tranche)..... | 1,6 |
| <i>Congo-Kinshasa.</i> | |
| Assistance technique et études géologiques et minières..... | 2,7 |
| Actions d'urbanisme à Kinshasa..... | 1,3 |
| <i>Côte-d'Ivoire.</i> | |
| Participation à l'équipement et à la construction d'un centre des métiers de l'électricité à Bingerville..... | 2,4 |
| <i>Dahomey.</i> | |
| Poursuite du développement rural intégré du département du Centre.... | 2,4 |
| Poursuite du développement rural intégré du département du Nord-Est. | 3,7 |
| <i>Gabon.</i> | |
| Travaux d'amélioration de la route Okondja-Bakouaka..... | 3,2 |
| Etude des possibilités d'augmentation de la capacité de production d'eau des installations de Libreville..... | 2,3 |
| <i>Haute-Volta.</i> | |
| Fourniture de matériel d'entretien routier..... | 4,2 |
| <i>Madagascar.</i> | |
| Encadrement de la culture du café sur la côte Est de Madagascar..... | 6,1 |
| Extension et modernisation de l'hôpital psychiatrique d'Anjanamasina.. | 2,6 |
| Prêt à la Compagnie minière d'Andriamena..... | 2,2 |
| <i>Mali.</i> | |
| Poursuite du programme de développement de la production arachidière. | 6,9 |
| <i>Mauritanie.</i> | |
| Etudes et travaux d'urbanisme à Nouakchott..... | 2,5 |
| <i>Niger.</i> | |
| Etude de mise en valeur de la zone de modernisation pastorale..... | 1,9 |
| Prêt pour la participation du Niger à la Société nigérienne d'exploitation des ressources animales..... | 1,5 |
| Construction et équipement de l'institut pratique de développement rural de Kolo | 2,1 |

| | Millions de francs. |
|--|------------------------|
| <i>Rwanda.</i> | |
| Mise en valeur de marais..... | 5,6 |
| <i>Sénégal.</i> | |
| Poursuite de la mise en valeur du delta du Sénégal..... | 8,2 |
| <i>Tchad.</i> | |
| Poursuite de l'action d'intensification et de modernisation de la culture cotonnière en zone Sud..... | 2,1 |
| Construction du centre de formation féminine de Fort-Lamy..... | 2,4 |
| Développement rural de la région du Mandoul..... | 3,4 |
| <i>Togo.</i> | |
| Extension et modernisation de l'hôpital d'Atakpamé..... | 3,5 |
| Équipement radio-électrique de l'aéroport de Lomé..... | 1,7 |

Par ailleurs, un certain nombre d'actions ont été financées soit au profit de plusieurs Etats, soit en faveur de l'ensemble des Etats. Les crédits suivants ont été affectés :

| | Millions de francs. |
|--|------------------------|
| — à l'organisation commune contre les grandes endémies..... | 2,0 |
| — au bureau de recherches géologiques et minières pour son programme d'activité 1969..... | 10,0 |
| — à la Compagnie française pour le développement des fibres textiles (C. F. D. T.) | 2,5 |
| — subvention d'investissement aux œuvres privées..... | 4,9 |
| — programme d'études techniques et économiques..... | 4,5 |
| — Institut géographique national (I. G. N.) pour l'équipement cartogra- phique de base..... | 2,0 |

Coopération technique.

Dépenses 1968.

| ETATS | COOPERANTS techniques. | APPELES du contingent. | TOTAL |
|---|---------------------------|---------------------------|-------------|
| Cameroun | 39.514.247 | 3.046.133 | 42.560.380 |
| Centrafrique | 28.988.748 | 2.506.967 | 31.495.715 |
| Congo-Brazzaville | 28.767.363 | 2.149.241 | 30.916.604 |
| Côte-d'Ivoire | 76.816.163 | 4.718.671 | 81.534.834 |
| Dahomey | 10.485.108 | 741.362 | 11.226.470 |
| Gabon | 23.502.229 | 2.457.291 | 25.959.510 |
| Haute-Volta | 21.012.009 | 2.073.929 | 23.085.938 |
| Madagascar | 71.381.143 | 3.783.203 | 75.164.346 |
| Mali | 18.726.918 | 1.519.655 | 20.246.573 |
| Mauritanie | 11.141.024 | 1.256.325 | 12.397.349 |
| Niger | 21.569.420 | 3.404.427 | 24.973.847 |
| Sénégal | 61.058.054 | 2.918.047 | 63.976.101 |
| Tchad | 29.091.081 | 2.837.025 | 31.928.106 |
| Togo | 4.834.577 | 157.932 | 4.992.509 |
| Burundi | 680.300 | 34.918 | 715.218 |
| Congo-Kinshasa | 1.787.917 | 213.936 | 2.001.853 |
| Rwanda | 584.388 | 68.027 | 652.415 |
| Total | 449.940.676 | 33.887.096 | 483.827.782 |
| Chemins de fer..... | | | 17.549.867 |
| Personnels fournis par les sociétés para-publiques..... | | | 3.167.731 |
| Il convient d'y ajouter: | | | |
| — les volontaires du progrès..... | | | 12.270.000 |
| — dépenses diverses..... | | | 1.529.959 |

Les contributions aux dépenses de personnels d'assistance technique fixées par conventions signées avec les Etats africains et malgache sont versées par ces derniers sur titres de recettes émis par le Secrétariat d'Etat au vu des effectifs constatés (en service ou en congé régulier) le premier de chaque mois ; le taux de ces contributions est différent selon les Etats.

Ces contributions sont versées à un fonds de concours ouvert dans les écritures du Trésor français et affecté au chapitre 41-41 selon la procédure de rattachements, les rattachements s'effectuant au fur et à mesure des besoins.

La participation de chaque Etat aux dépenses d'assistance technique apparaît dans les tableaux ci-dessous :

Dépenses relatives au personnel d'assistance technique.

| ETATS | DEPENSES globales. | POURCENTAGE | |
|-------------------------|-----------------------|-------------|---------|
| | | Etat. | France. |
| Cameroun | 42.560.360 | 24,96 | 75,04 |
| Centrafrique | 31.495.710 | 13,73 | 86,27 |
| Congo-Brazzaville | 30.916.600 | 12,20 | 87,80 |
| Côte-d'Ivoire | 81.534.830 | 48,49 | 51,51 |
| Dahomey | 11.226.470 | 10,33 | 89,67 |
| Gabon | 25.959.520 | 23,15 | 76,85 |
| Haute-Volta | 23.085.930 | 10,03 | 89,97 |
| Madagascar | 75.164.340 | 23,85 | 76,15 |
| Mali | 20.246.570 | 11,07 | 88,93 |
| Mauritanie | 12.397.350 | 14,71 | 85,29 |
| Niger | 24.973.840 | 20,81 | 79,19 |
| Sénégal | 63.976.100 | 29,18 | 70,82 |
| Tchad | 31.928.100 | 14,35 | 85,65 |
| Togo | 4.992.500 | 24,42 | 75,58 |
| Congo-Kinshasa | 2.001.850 | 19,78 | 80,22 |
| Burundi | 715.210 | 8,15 | 91,85 |
| Rwanda | 653.410 | 3,86 | 96,14 |

A ces dépenses doivent s'ajouter celles non réparties par Etat :

| | |
|---|------------|
| Régies ferroviaires..... | 17.549.867 |
| Volontaires du Progrès..... | 12.270.000 |
| Personnels d'assistance technique fournis par les sociétés parapubliques. | 3.167.731 |
| Divers | 1.529.959 |

Taux de la contribution des Etats.

Contribution normale :

| | |
|-------------------------|---|
| Cameroun | 50.000 C. F. A. depuis le 1 ^{er} janvier 1963. |
| R. C. A..... | 30.000 C. F. A. depuis le 1 ^{er} janvier 1965. |
| Congo-Brazzaville | 40.000 C. F. A. depuis le 1 ^{er} janvier 1965. |
| Côte d'Ivoire..... | 65.000 C. F. A. depuis le 1 ^{er} janvier 1963. |
| Dahomey | 20.000 C. F. A. depuis le 1 ^{er} janvier 1960. |
| Gabon | 50.000 C. F. A. depuis le 1 ^{er} janvier 1964. |
| Haute-Volta | 20.000 C. F. A. depuis le 1 ^{er} mai 1967. |
| Madagascar | 50.000 C. F. A. depuis le 1 ^{er} janvier 1963. |
| Mali | 45.000 F. M. depuis le 1 ^{er} avril 1963. |
| Mauritanie | 30.000 C. F. A. depuis le 1 ^{er} janvier 1964. |
| Niger | 40.000 C. F. A. depuis le 1 ^{er} janvier 1966. |
| Sénégal | 55.000 C. F. A. depuis le 1 ^{er} juillet 1963. |
| Tchad | 30.000 C. F. A. depuis le 1 ^{er} janvier 1965. |
| Togo | 40.000 C. F. A. depuis le 1 ^{er} juillet 1963. |
| Burundi | 9.000 F. B. depuis le 1 ^{er} janvier 1964. |
| Congo-Kinshasa | 20.000 F. C. depuis le 1 ^{er} mars 1965. |
| Rwanda | 3.000 F. R. depuis le 1 ^{er} janvier 1965. |

Sur le plan quantitatif l'enseignement et la formation qui constituaient le quart des effectifs en 1960 représentent aujourd'hui 60 % de l'ensemble de notre assistance technique payée sur le chapitre 41-41. La progression pour la période de 1963 à 1969 a atteint 55 %.

Dans le domaine de l'enseignement, l'augmentation considérable des effectifs au cours des dernières années a correspondu à la nécessité de répondre aux besoins croissants qui se manifestent compte tenu du développement des différents ordres d'enseignement et du dispositif de formation professionnelle. Il est indéniable par voie de conséquence que cet effort accru a contribué à affermir

dans une large mesure les positions de la langue et de la culture françaises qui occupaient déjà une situation privilégiée dans cette zone géographique.

Pour les autres secteurs, les effectifs ont accusé une baisse très sensible, passant de 7.666 au 1^{er} janvier 1960 à 3.880 au 1^{er} janvier 1969 accusant une diminution globale de 17 % pour la période du 1^{er} janvier 1963 au 1^{er} janvier 1969.

Cette diminution s'explique en grande partie par la disparition d'un très grand nombre de postes, notamment dans l'Administration générale, les services judiciaires, la branche postale...

Il est probable qu'à l'avenir cette évolution se poursuivra afin de permettre une adaptation aux besoins nouveaux exprimés par les Etats, principalement dans le domaine du développement, de l'informatique, de la gestion des entreprises d'Etat et en ce qui concerne les emplois de techniciens à très haut niveau et spécialisés.

L'année 1968 a été marquée pour la première fois par une réduction des effectifs portant sur 500 postes. Bien que liées aux nécessités budgétaires ces décisions ont également répondu au souci du Secrétariat d'Etat de mettre fin à des emplois qu'il jugeait peu utiles ou qu'il estimait pouvoir être tenus par des nationaux.

En fait il s'agit, plus que d'augmenter le nombre brut des assistants techniques, d'adapter notre aide aux besoins nouveaux exprimés par les Etats en mettant à leur disposition des agents de niveaux élevés et de qualification technique spécialisée pouvant servir de conseillers techniques aux autorités locales dans les secteurs où le besoin s'en fait particulièrement sentir.

Mais il convient de noter également que le développement et la croissance économique des Etats font apparaître des besoins non seulement pour des cadres de haut niveau ou des spécialistes, mais en cadres moyens dont la pénurie dans les Etats est parfois aussi sensible que pour les cadres supérieurs, de telle sorte que la coopération technique a été parfois amenée à mettre à la disposition des Etats africains et malgache des personnels de niveau moyen pour assurer la cohérence et l'efficacité de l'ensemble du dispositif d'assistance technique.

1. — *Les bourses.*

Bourses de stages. — Coopération technique 1966, 1967, 1968 et 1969.

| | SECTEUR administratif et financier. | | | | SECTEUR culturel et social. | | | | SECTEUR économique et technique. | | | | TOTAL | | | |
|---------------------|---|------|------|------|-----------------------------------|------|------|------|--|------|------|------|-------|-------|-------|-------|
| | 1966 | 1967 | 1968 | 1969 | 1966 | 1967 | 1968 | 1969 | 1966 | 1967 | 1968 | 1969 | 1966 | 1967 | 1968 | 1969 |
| Cameroun | 99 | 124 | 123 | 122 | 55 | 50 | 60 | 47 | 21 | 70 | 60 | 40 | 175 | 244 | 243 | 209 |
| Centrafrique | 24 | 37 | 56 | 45 | 4 | 13 | 24 | 28 | 6 | 9 | 9 | 4 | 34 | 59 | 89 | 77 |
| Congo | 43 | 34 | 19 | 10 | 38 | 21 | 20 | 17 | 14 | 31 | 24 | 17 | 95 | 86 | 63 | 44 |
| Côte-d'Ivoire | 47 | 69 | 57 | 69 | 43 | 28 | 17 | 23 | 19 | 42 | 46 | 21 | 109 | 139 | 120 | 113 |
| Dahomey | 15 | 14 | 31 | 73 | 23 | 38 | 27 | 15 | 23 | 23 | 24 | 27 | 61 | 80 | 82 | 115 |
| Gabon | 10 | 32 | 23 | 35 | 7 | 5 | 23 | 30 | 5 | 9 | 8 | 8 | 22 | 46 | 54 | 73 |
| Haute-Volta | 17 | 57 | 32 | 39 | 22 | 28 | 21 | 18 | 5 | 22 | 14 | 18 | 44 | 107 | 67 | 75 |
| Madagascar | 98 | 88 | 48 | 34 | 51 | 43 | 50 | 57 | 64 | 95 | 81 | 65 | 213 | 226 | 179 | 156 |
| Mali | 32 | 10 | 11 | 10 | 19 | 22 | 12 | 27 | 14 | 26 | 23 | 7 | 65 | 58 | 46 | 44 |
| Mauritanie | 13 | 22 | 8 | 6 | 3 | 15 | 16 | 18 | 4 | 17 | 7 | 9 | 20 | 54 | 31 | 33 |
| Niger | 19 | 26 | 18 | 20 | 12 | 25 | 26 | 29 | 4 | 9 | 22 | 16 | 35 | 60 | 66 | 65 |
| Sénégal | 28 | 23 | 51 | 55 | 16 | 12 | 8 | 10 | 7 | 25 | 25 | 17 | 51 | 60 | 84 | 82 |
| Tchad | 7 | 19 | 37 | 43 | 2 | 11 | 12 | 23 | 4 | 6 | 4 | 8 | 13 | 36 | 53 | 74 |
| Togo | 21 | 27 | 32 | 40 | 26 | 21 | 16 | 30 | 6 | 18 | 10 | 10 | 53 | 66 | 58 | 80 |
| Total | 473 | 582 | 546 | 601 | 321 | 332 | 332 | 372 | 196 | 407 | 357 | 267 | 990 | 1.321 | 1.235 | 1.240 |

Le tableau ci-dessus récapitule le nombre de bourses de stage accordées par pays et par secteur en 1966, 1967, 1968 et 1969.

On constatera que dans les trois secteurs : administratif et financier, culturel et social, économique et technique, le nombre de bourses a cru en trois ans dans des proportions assez notables. Pour le premier secteur nommé, elles passent de 473 à 601, pour le second de 321 à 372, pour le troisième de 196 à 267. Au total, 990 bourses ont été accordées en 1966, 1.240 en 1969. Le maximum s'est situé en 1967, avec 1.321 bourses.

En 1969, un crédit de 6.740.000 F a été accordé par le F. A. C. pour l'attribution de bourses de stage. La durée de ces bourses est variable : les unes sont accordées pour des stages longs : 2 ou 3 ans, les autres pour des stages moyens : 12 à 15 mois, et 2 à 6 mois pour les stages courts. Les bourses peuvent être de la catégorie A : 750 F par mois attribués aux stagiaires ne percevant aucune rémunération de leur Gouvernement ; ou de la catégorie B : indemnité différentielle de 300 F par mois attribuée aux fonctionnaires percevant un traitement de leur Gouvernement.

Certains avantages annexes sont accordés aux boursiers, quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent. Ceux-ci ont droit à une indemnité d'équipement de 500 F et à une indemnité de fin de stage de 250 F. Ils ont droit au voyage aller et retour de leur pays d'origine en France.

2. — *Les missions d'experts.*

Les missions d'experts permettent d'atteindre plusieurs buts :

a) Elles permettent de mettre au point certains projets qui seront ultérieurement soumis à l'examen des responsables des différentes catégories de financement (F. A. C., B. I. R. D., F. E. D.) et aussi de préparer des demandes de crédits d'études pour les opérations importantes ;

b) Elles permettent également de fournir des conseils aux Etats qui désirent avoir l'opinion d'experts sur certains points : réforme de l'organisation judiciaire, réforme de la comptabilité publique, organisation des services, mise au point de certaines entreprises paraétatiques ;

c) Elles permettent enfin de faire certaines synthèses sur les problèmes qui se posent à l'échelon de plusieurs Etats (problème de l'élevage dans les Etats de l'Entente, organisation de tourisme dans l'U. D. E. A. C.) ou à l'échelon de l'assistance technique française (comparaison des résultats obtenus par certains types d'action dans divers Etats, examen des problèmes de l'assistance technique, etc.).

On consultera certainement avec intérêt la liste ci-dessous des missions d'experts demandées par les Etats pour 1970 et on constatera que les objets de ces missions sont extrêmement variés.

Missions d'experts demandés par les Etats pour 1970.

| ETAT | OBJET DE LA MISSION | DUREE EN MOIS | | |
|---|--|--|---------|---|
| | | Outre-mer. | France. | |
| Cameroun | Etudes en vue de la création des centres d'éducation rurale..... | 1 | 0,50 | |
| | Etude de la réglementation aérienne..... | 1 | 0,50 | |
| Congo-Brazzaville .. | Chasse et commercialisation des crocodiles.... | 2 | » | |
| | Problèmes de formation, d'orientation et d'emploi en milieu urbain..... | 1 | » | |
| Congo-Kinshasa | Problèmes de formation des personnels des Travaux publics..... | 1 | » | |
| | Etude de la constitution et du fonctionnement d'une brigade d'entretien des routes bitumées. | 0,50 | » | |
| R. C. A. | Analyse de la situation du budget et de la comptabilité | » | 0,50 | |
| | Réorganisation de la fonction publique..... | 1 | » | |
| | Etude de la zone industrielle de Bangui..... | » | » | |
| | Conditions d'établissement d'un plan routier... | 1 | » | |
| | Conditions et possibilités d'installation d'une biscuiterie en R. C. A. | 0,50 | » | |
| Côte-d'Ivoire | Préparation du plan 1971-1975..... | 3 | » | |
| | Aménagement du territoire..... | 0,75 | » | |
| | Etude de l'infrastructure économique..... | 1 | » | |
| | Animation et coordination des sociétés d'Etat.. | 1 | » | |
| | Comptabilité nationale..... | 0,75 | » | |
| | Compte d'exploitation de l'abattoir d'Abidjan.. | » | » | |
| | Industrie du bois..... | 3 | » | |
| | Organisation de la deuxième année de l'Institut de psychologie appliquée..... | 0,75 | » | |
| | Développement de l'artisanat..... | 4 | » | |
| | Statistiques du service de santé et préparation du plan..... | 1,50 | » | |
| Dahomey | Coûts et normes de gestion du service de santé.. | 1,50 | » | |
| | Mission d'appui à la préparation du Deuxième plan | » | » | |
| | Mise en valeur du marbre : projet de marbrerie. | 0,50 | » | |
| | Etude des bas fonds de riziculture dans le centre et le Nord-Est de la cuvette..... | » | » | |
| | Réorganisation de l'O. C. A. D..... | 1 | » | |
| | Groupe de travail financier..... | 4 | » | |
| | Organisation du service des travaux publics.... | 0,75 | » | |
| | Gabon | Etude des transports aériens intérieurs..... | 0,35 | » |
| | | Etude du site des chutes de l'Impératrice..... | 0,50 | 1 |
| | Haute-Volta | Recensement démographique et contrôle..... | 6 | » |
| Réorganisation du service du cadastre..... | | 1 | » | |
| Examen des problèmes de l'artisanat..... | | » | » | |
| Problème de lutte contre l'évaporation de pluie provoquée | | 0,50 | » | |
| Evaluation du Deuxième plan : opération puits en investissements humains..... | | 2 | » | |
| | Rédaction d'un cahier des charges type pour les marchés de l'Etat..... | 0,50 | » | |

| ETAT | OBJET DE LA MISSION | DUREE EN MOIS | |
|------------------|--|---------------|---------|
| | | Outre-mer. | France. |
| Madagascar | Mission cuirs et peaux..... | 2 | 3 |
| | Projet du lac Alaotra..... | 0,50 | » |
| Mali | Réforme des sociétés d'Etat (Office du Niger).... | » | » |
| | Etudes sur le problème des rats..... | » | » |
| | Réorganisation de l'E. N. A..... | » | » |
| Mauritanie | Problèmes d'urbanisme et infrastructure à Akjoujt | » | » |
| | Examen des problèmes relatifs à la pêche..... | » | » |
| | Exploitation abattoir de Kaedi..... | » | » |
| Niger | Aménagement foncier et politique de la construction | » | » |
| | Mission d'appui pour l'établissement du 2 ^e plan quadriennal | 3 | 1 |
| | Examen de la gestion des sociétés d'économie mixte | 1 | 0,50 |
| | Mission pour l'examen des problèmes de la phéniculture | » | » |
| | Problèmes de la formation professionnelle..... | 0,75 | 0,25 |
| Sénégal | Port de pêche de Dakar | » | » |
| Tchad | Etude des télécommunications..... | » | » |
| | Etude de la culture des fibres textiles autres que le coton..... | 1 | 0,50 |
| | Etude sur l'organisation des transports au Tchad | » | » |
| | Etude des possibilités d'utilisation du natron... | » | » |
| | Problèmes de l'aérogare et de l'urbanisme à Fort-Lamy | » | » |
| Togo | Etudes de schéma d'aménagements ruraux dans l'Est | 1 | 0,50 |
| | Possibilités agricoles des vallées du Sio et du Nano | 1 | » |
| Burundi | Création d'Air Burundi — Assistance technique de l'A. S. E. C. N. A. à cette société..... | 0,50 | » |
| | Problème d'élevage..... | 3 | 3 |
| Rwanda | Etude de la liaison radio-Kigali-Brazzaville | 0,50 | 0,50 |
| | Etude d'une opération de télévision scolaire.... | 1 | 1 |
| Inter-Etat | Evaluation enseignement de la technologie..... | 0,50 | » |
| | Evaluation des méthodes d'enseignement du français (Haute - Volta - Côte - d'Ivoire - Congo - Brazzaville) | 1 | » |
| | Mission informatique (Sénégal - Côte-d'Ivoire - Cameroun) | 5 | 2,5 |
| | Opération mathématiques modernes | 9 | » |

3. — *Etudes.*

Chaque année, un certain nombre d'études techniques sont financées sur les crédits du Fonds d'Aide et de Coopération.

Suivant leur objectif et leur place dans le processus de promotion des opérations de développement ces études peuvent être classées en plusieurs catégories :

1° Inventaires et enquêtes destinés à compléter les connaissances de base nécessaires à l'établissement des plans de développement à long terme et programmes d'opérations à moyen terme (études géologiques, enquêtes démographiques, etc.).

2° Etudes nécessaires pour la mise au point des opérations d'investissements dont le financement sera ultérieurement soumis à l'approbation du Comité directeur du F. A. C. Ces études permettent d'éviter les surprises et les aléas techniques et économiques au stade de l'exécution. Elles sont généralement exécutées en plusieurs étapes : études préliminaires, études de factibilité et d'avant-projet, études détaillées du projet d'exécution.

3° Etudes servant à susciter et faciliter des investissements privés. Ces études concernent principalement le secteur industriel ou agro-industriel. Elles se limitent au stade de l'étude de factibilité et sont effectuées si possible en participation avec les investisseurs potentiels.

4° Etudes permettant aux Etats de préparer des dossiers à soumettre à d'autres aides publiques, notamment aux organismes d'aide multilatérale : Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds européen de développement, Banque européenne d'investissement.

5° Etudes visant à collationner, exploiter et diffuser l'expérience acquise en Afrique et à Madagascar par l'assistance technique française (techniques rurales, techniques routières, etc.).

Au cours des dernières années, la politique suivie par le Secrétariat d'Etat a tendu :

— à réduire l'effort sur les études de la première catégorie qui doivent être de plus en plus prises en charge par les Etats eux-mêmes ;

— à accentuer l'effort sur les études de la quatrième catégorie de manière que les crédits disponibles jouent un rôle multiplicateur ;

— à entreprendre un effort méthodique sur les études de la 5^e catégorie, de manière que l'expérience acquise soit rassemblée et diffusée à notre profit, faute de quoi elle pourrait l'être par d'autres organismes d'aide et à leur profit.

Etudes techniques demandées par les Etats pour 1970.

| ETATS | INTITULE PROVISOIRE | MONTANT |
|-------------------------|--|-----------|
| Burundi | Etude de la réglementation des Travaux publics..... | 130.000 |
| Cameroun | Enquête agro-économique au Cameroun oriental..... | 260.000 |
| Cameroun | Inventaire forestier au Cameroun oriental..... | 2.000.000 |
| Congo-Brazzaville | Etude de réorganisation de l'Office national des forêts..... | 100.000 |
| Congo-Brazzaville | Etude du projet Bouenza..... | 1.400.000 |
| Congo-Kinshasa | Mission minière..... | 2.000.000 |
| Cote-d'Ivoire | Etude cellulosique du Sud-Ouest : inventaire forestier.... | 1.060.000 |
| Cote-d'Ivoire | Etude papetière..... | 440.000 |
| Cote-d'Ivoire | Etudes d'urbanisme à Abidjan..... | 1.600.000 |
| Cote-d'Ivoire | Etude de deux ranchs d'élevage..... | 500.000 |
| Dahomey | Etablissement du nouveau plan de développement..... | 500.000 |
| Haute-Volta | Actualisation du plan routier..... | 380.000 |
| Haute-Volta | Inventaire des ressources en eaux souterraines..... | 300.000 |
| Haute-Volta | Recherche minière dans la région de Tiébélé..... | 320.000 |
| Haute-Volta | Etude routière Koupela-frontière Togo..... | 1.600.000 |
| Haute-Volta | Etudes d'urbanisme à Bobo-Dioulasso et Koudougou.... | 500.000 |
| Haute-Volta | Etudes d'assainissement à Ouagadougou..... | 400.000 |
| Madagascar | Etudes routières..... | 1.000.000 |
| Madagascar | Etude de la plaine de Tananarive..... | 2.000.000 |
| Madagascar | Etude de la tuberculose bovine..... | 350.000 |
| Madagascar | Etude régionale d'Ambilobe..... | 440.000 |
| Mali | Etude topographique de la zone Mopti Nord..... | 550.000 |
| Mali | Etudes topographiques et hydrologiques diverses..... | 300.000 |
| Mauritanie | Prospection géologique et minière de l'arc des mauritani- nides | 700.000 |
| Mauritanie | Etudes de télécommunications..... | 500.000 |
| Niger | Prospection de la bordure Ouest de l'Air..... | 550.000 |
| R. C. A. | Inventaire des sites hydro-électriques..... | 500.000 |
| R. C. A. | Recherches minières (B. R. C. M.)..... | 500.000 |
| Rwanda | Etude architecturale du lycée..... | 600.000 |
| Rwanda | Etude d'urbanisme..... | 100.000 |
| Sénégal | Synthèse géologique..... | 400.000 |
| Tchad | Etude de factibilité pour la mise en valeur des polders du lac Tchad..... | 1.695.000 |
| Togo | Etudes d'extension du réseau de distribution d'eau de Lomé | 140.000 |

CONCLUSION

L'analyse du budget de la Coopération que nous avons tenté de faire dans ce rapport et l'étude des actions de coopération en Afrique noire d'expression française au Sud du Sahara nous a amenés à nous interroger sur un certain nombre de problèmes importants pour l'avenir de cette Coopération.

Notre premier objet d'inquiétude est la réduction des crédits par rapport à l'année précédente : moins de 1.121 millions, contre près de 1.161 millions en 1969. Nous avons fait remarquer d'ailleurs que, pour apprécier la diminution de crédits, il fallait songer que le secrétariat d'Etat avait dorénavant la charge des actions de coopération culturelle au Congo-Kinshasa, au Rwanda et au Burundi. Avec des moyens financiers réduits, il devra donc faire face à des charges supérieures.

Le second sujet d'inquiétude, lié au premier, est celui de l'insuffisance numérique des coopérants. Il est hors de doute que l'on ne pourra maintenir l'efficacité et l'ampleur de notre coopération en Afrique noire d'expression française avec des crédits réduits puisque l'on sait que, pour l'essentiel, ces crédits sont affectés au paiement des rémunérations des coopérants.

La perspective d'une réduction de la durée du service militaire vient ajouter à nos craintes. Elle pose le problème d'un statut de coopérants. Il paraît en effet difficile de régler le problème des coopérants militaires si l'on n'institue pas un statut de coopération dont nous avons dit qu'il devait essentiellement permettre aux jeunes hommes d'apporter leur concours pendant un temps suffisamment long, sans être excessif, aux Etats en voie de développement avec lesquels nous avons décidé d'avoir des actions de coopération, sans pour autant qu'ils aient, en revenant en France, des difficultés d'insertion ou de réinsertion dans la vie économique. C'est dans la mesure d'ailleurs où ce statut de coopérants sauvegardera des droits légitimes que l'on trouvera de nombreuses vocations sans qu'on soit obligé de compenser par des rémunérations très lourdes pour le budget de l'Etat un désavantage de carrière.

Votre commission espère que la période d'austérité budgétaire passée, la France continuera de progresser dans la voie de la coopération. En fait, celle-ci, comme d'ailleurs les actions que nous

menons en d'autres régions du monde, apportent à la France, non seulement un capital d'amitié et d'estime, mais aussi des avantages d'ordre économique qui ne doivent pas être négligés, encore que la coopération doive être, et soit en fait par nature, désintéressée.

Mais il serait contradictoire, dans la conjoncture présente, alors que l'on porte un jugement favorable sur la politique du Secrétariat d'Etat telle qu'elle est menée à l'intérieur du cadre budgétaire qui lui a été tracé, d'émettre un avis défavorable à l'adoption des crédits affectés à cette coopération pour la raison que ceux-ci sont insuffisants. C'est en effet une politique financière globale qui serait alors en cause. Votre commission estime que, malgré ses craintes, elle doit remettre à plus tard un jugement qui pourrait être sévère si le Gouvernement, dans l'hypothèse d'une amélioration de la conjoncture, n'augmentait pas suffisamment les crédits de la coopération pour que celle-ci puisse rester l'une des bases les plus solides de la politique étrangère française.

Dans le monde entier, nous menons un combat pour notre langue et pour la culture dont nous sommes dépositaires, que nous nous efforçons d'enrichir. En Afrique noire d'expression française, cette langue et cette culture sont reçues, accueillies ; nous pouvons espérer qu'elles s'implanteront définitivement si nous maintenons et quelquefois augmentons dans certaines limites nos efforts. Au surplus, comme nous l'avons vu, la population à laquelle nous essayons de transmettre cette langue et cette culture n'est pas encore trop nombreuse. Nous pouvons réussir et nous devons employer des moyens qui, en définitive, ne sont pas très considérables eu égard au produit national.

C'est dans cette pensée et parce qu'elle espère en une amélioration des conditions financières dans lesquelles pourront être préparés les prochains budgets, que votre commission a décidé de juger plus la politique qui était menée en Afrique noire d'expression française que la décision de lui accorder certains crédits jugés insuffisants par elle.

*
* *

Sous le bénéfice de ces observations, votre commission des Affaires culturelles vous demande de donner un avis favorable à l'adoption des crédits du Ministère des Affaires étrangères (Coopération).

ANNEXE

LISTE DES ACCORDS CULTURELS ET TECHNIQUES CONCLUS AVEC LES ETATS D'AFRIQUE ET MADAGASCAR

Etat : Burundi.

| DATE | NATURE | OBJET |
|------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|
| 11 février 1963. | Accord | Coopération culturelle et technique. |
| 18 avril 1964. | Procès-verbal de la commission mixte. | Contribution. |
| 5 août 1964. | Accord | Coopération radiophonique. |

Etat : Cameroun.

| DATE | NATURE | OBJET |
|-------------------|--------------------------------|--|
| 31 décembre 1958. | Convention | Météorologie. |
| 31 décembre 1958. | Convention | Exercice des pouvoirs réservés, transferts, coopération gouvernementale. |
| 31 décembre 1958. | Convention | Situation des personnels employés au Cameroun dans les services de la République française et dans les services de l'Etat du Cameroun. |
| 31 décembre 1958. | Convention | Défense, ordre public, emploi de la gendarmerie. |
| 31 décembre 1958. | Convention | Convention judiciaire. |
| 31 décembre 1958. | Convention | Monnaie et commerce extérieur. |
| 31 décembre 1958. | Convention | Coopération technique en matière maritime et fluviale. |
| 31 décembre 1958. | Convention | Aéronautique civile. |
| 31 décembre 1959. | Accord par échange de lettres. | Relations franco-camerounaises à l'exception des relations diplomatiques et militaires. |
| 31 décembre 1959. | Déclaration commune..... | Reconnaissance et indépendance. |
| 13 novembre 1960. | Traité | Traité de coopération. |
| 13 novembre 1960. | Accord | Accord de coopération en matière économique, monétaire et financière. |
| 13 novembre 1960. | Convention | Relations entre le Trésor camerounais et le Trésor français. |
| 13 novembre 1960. | Convention | Convention culturelle. |

| DATE | NATURE | OBJET |
|----------------------------|--------------------------------|--|
| 13 novembre 1960. | Accord | Accord général de coopération technique en matière de personnel. |
| 13 novembre 1960. | Protocole annexe..... | Emploi des personnels militaires en situation hors cadre. |
| 13 novembre 1960. | Protocole annexe..... | Personnel de l'enseignement. |
| 13 novembre 1960. | Protocole annexe..... | Magistrats. |
| 13 novembre 1960. | Accord | Accord de coopération en matière d'aviation civile. |
| 13 novembre 1960. | Accord | Assistance militaire technique aux forces armées camerounaises. |
| 13 novembre 1960. | Convention | Rôle et statut de la mission militaire française au Cameroun. |
| 13 novembre 1960. | Convention et annexe..... | Convention consulaire. |
| 13 novembre 1960. | Conventions | Conventions judiciaires. |
| 13 novembre 1960. | Accord | Accord de défense. |
| 16 juin 1961. | Accord et annexes..... | Transport aérien. |
| 16 novembre 1961. | Protocole | Protocole au sujet des relations entre la France et le Cameroun. |
| 24 novembre 1961. | Convention | En matière d'équipement cartographique. |
| 8 août 1962. | Accord | En matière d'enseignement supérieur. |
| 16 janvier 1963. | Convention | Assistance administrative mutuelle en matière de douane. |
| 16 janvier 1963. | Convention | Assistance administrative mutuelle en matière de change. |
| 16 janvier 1963. | Accord par échange de lettres. | Application à l'Etat fédéré du Cameroun occidental de certaines dispositions de l'Accord de coopération en matière économique, monétaire et financière du 13 novembre 1960. |
| 16 janvier 1963. | Protocole et annexe..... | Protocole douanier d'application du régime préférentiel réciproque (application de l'article 13 de l'Accord du 13 novembre 1960 en matière économique, monétaire et financière). |
| 1 ^{er} août 1962. | Echange de lettres..... | Contribution. |
| 31 janvier 1963. | | |
| 28 février 1963. | | |
| 27 mars 1963. | Convention | Règles et conditions du soutien logistique de la Marine nationale camerounaise. |
| 5 mai 1963. | Convention | Coopération dans le domaine de la radiodiffusion. |
| 10 août 1963. | Convention | Dépôts et consignations effectuées au Cameroun. |
| 28 octobre 1963. | Convention générale..... | Coopération en matière de recherche scientifique et technique. |

| <i>DATE</i> | <i>NATURE</i> | <i>OBJET</i> |
|--------------------|---|---|
| 26 septembre 1964. | Accord par échange de lettres. | Suppression de l'Office français des anciens combattants au Cameroun. |
| 26 novembre 1964. | Convention | Conditions générales d'emploi des volontaires du progrès. |
| 28 janvier 1965. | Protocole | Protocole annexe à la Convention de coopération radiophonique du 5 mai 1963. |
| 14 avril 1965. | Convention | Règles et conditions du concours de la République française au soutien logistique des Forces terrestres, des Forces aériennes et de la gendarmerie de la République fédérale du Cameroun. |
| 22 avril 1965. | Accord domanial. Annexe 1 et 5. Echange de lettres. | Accord domanial. |
| 10 juillet 1965. | Convention | Convention fiscale. |
| 10 juillet 1965. | Protocole | Application de la Convention fiscale du 10 juillet 1965. |
| 10 juillet 1965. | Echange de lettres..... | Application de la Convention fiscale du 10 juillet 1965. |
| 17 août 1965. | Echange de lettres..... | Extension au Cameroun des activités du centre d'appareillage de Fort-Lamy. |
| 18 juillet 1966. | Protocole d'accord..... | Sécurité des vols des avions militaires. |
| 12 décembre 1967. | Convention. Annexe n° 1 et échange de lettres. | Concours en personnel apporté par la République française au fonctionnement des services publics de l'Organisation commune africaine et malgache (O. C. A. M.). |
| 26 octobre 1968. | Protocole d'accord..... | Conditions de prêt du patrouilleur côtier rapide P. 758. |
| 28 février 1969. | Echange de lettres..... | Modification des articles 8 et 11 de la Convention culturelle du 13 novembre 1960. |

Etat : Congo-Brazzaville.

| <i>DATE</i> | <i>NATURE</i> | <i>OBJET</i> |
|------------------|---|---|
| 20 juin 1959. | Protocole provisoire d'accord sur la convention générale relative au concours en personnel. | Concours en personnel. |
| 20 juin 1959. | Accord particulier annexe | Contribution. |
| 20 juin 1959. | Accord particulier annexe | Contribution. |
| 24 juin 1959. | Convention | Personnel judiciaire. |
| 23 juillet 1959. | Convention | Concours en personnel. |
| 23 juillet 1959. | Convention annexe | Aide et coopération dans le domaine de l'enseignement et de la culture. |
| 4 août 1959. | Accord | Radiodiffusion. |

| DATE | NATURE | OBJET |
|------------------|--|---|
| 7 novembre 1959. | Accord particulier annexe (modifié par le Protocole d'accord du 15 mars 1963). | Effectifs et contribution. |
| 7 novembre 1959. | Convention annexe | Emploi des personnels militaires en situation hors cadre. |
| 12 janvier 1960. | Convention | Coopération pour l'organisation et le fonctionnement des services des Trésors. |
| 4 février 1960. | Convention | Equipement. |
| 10 avril 1960. | Convention | Concours en personnel pour le fonctionnement de l'Office équatorial des Postes et Télécommunications (O. E. P. T.). |
| 10 avril 1960. | Accord particulier annexe | Effectifs et contributions O. E. P. T. |
| 10 avril 1960. | Accord particulier annexe | Contribution O. E. P. T. |
| 12 juillet 1960. | Accord particulier | Transfert à la République du Congo des compétences de la Communauté. |
| 12 juillet 1960. | Accord | Dispositions transitoires applicables jusqu'à l'entrée en vigueur des accords de coopération. |
| 12 juillet 1960. | Accord | Dispositions transitoires en matière de justice. |
| 12 juillet 1960. | Accord | Participation à la Communauté. |
| 12 juillet 1960. | Echange de lettres | Application des accords précédents. |
| 15 août 1960. | Accords quadripartites et annexes I, II, III. | Accords quadripartites entre la République française, la R. C. A., le Congo et le Tchad. |
| 15 août 1960. | Accord particulier (annexe I à l'accord quadripartite du 15 août 1960). | Accord de défense (accord inclus dans l'Accord quadripartite du 15 août 1960, annexe I). |
| 15 août 1960. | Accord | Accord de coopération en matière monétaire, économique et financière. |
| 15 août 1960. | Accord | Enseignement supérieur. |
| 15 août 1960. | Accord particulier | Conditions de participation à la Communauté. |
| 15 août 1960. | Accord | Accord de coopération en matière de politique étrangère. |
| 15 août 1960. | Accord | Assistance militaire technique. |
| 15 août 1960. | Accord | Accord en matière d'aide. |
| 15 août 1960. | Accord | Accord en matière domaniale. |
| 15 août 1960. | Accord | Accord de coopération culturelle. |
| 15 août 1960. | Convention | Convention d'établissement. |
| 15 août 1960. | Echange de lettres | Poursuites des activités des établissements publics français. |
| 15 août 1960. | Echange de lettres | Association du Congo-Brazzaville à la Communauté économique européenne. |
| 15 août 1960. | Accord | Accord relatif au centre d'enseignement supérieur de Brazzaville. |

| DATE | NATURE | OBJET |
|---------------------------------------|---|---|
| 27 janvier 1961. 9 mai 1961. | Echange de lettres | Application de l'Accord du 12 juillet 1960 au sujet des dispositions transitoires en matière de justice. |
| 2 mai 1962. | Accord | Transport aérien. |
| 18 mai 1962. | Accord | En matière de justice. |
| 15 mars 1963. | Protocole d'accord modifiant l'Accord particulier du 7 novembre 1959 (modifié par le protocole du 7 décembre 1964). | Contribution. |
| 23 mars 1963. | Protocole | Protocole douanier d'application du régime préférentiel réciproque (application de l'art. 12 de l'Accord du 15 août 1960 en matière monétaire, économique et financière). |
| 30 juin 1963. | Convention | Coopération dans le domaine de la télévision. |
| 4 octobre 1963. | Convention et Accord particulier annexe. | Concours en personnel apporté par la République française, au fonctionnement de l'Agence transéquatoriale des communications (A. T. E. C.), R. C. A. - Congo - Gabon - Tchad. |
| 31 octobre 1963. 19 novembre 1963. | Accord par échange de notes .. | Rectification de l'Accord de coopération en matière de justice du 18 mai 1962. |
| 28 novembre 1963. | Accord particulier, annexe II (annulé et remplacé par l'Accord particulier annexe n° 111 du 9 mai 1964). | Effectifs et contributions O. E. P. T. |
| 9 mai 1964. | Accord particulier, annexe n° III. | Effectifs et contributions O. E. P. T. |
| 1 ^{er} juin 1964. | Protocole | Installation d'une station de contrôle de satellites scientifiques au Congo. |
| 2 octobre 1964. | Accord | Régime fiscal des personnels de coopération technique. |
| 7 décembre 1964. | Protocole d'accord modifiant l'Accord particulier du 7 novembre 1959. | Contribution. |
| 9 juin 1966. | Convention | Dépôts et consignations effectués au Congo-Brazzaville. |
| 19 mai 1967. | Echange de notes | Application de l'Accord de coopération en matière de justice du 18 mai 1962. |
| 11 juillet 1967. | Convention | Coopération dans le domaine de la radiodiffusion. |
| 15 juillet 1967. | Accord | Coopération en matière de Marine marchande. |
| 25 août 1967. | Echange de lettres | Remise à l'Etat congolais d'un immeuble domanial. |
| 26 août 1967. | | |
| 13 novembre 1967. | Convention | Convention fiscale. |
| 30 décembre 1968. | Echange de lettres et protocole annexe. | Statut, organisation et fonctionnement de l'Office national des Anciens combattants et Victimes de guerre. |

Etat : Congo - Kinshasa.

| <i>DATE</i> | <i>NATURE</i> | <i>OBJET</i> |
|-------------------|---------------------------------------|---|
| 17 décembre 1963. | Accord | Coopération culturelle et technique. |
| 17 décembre 1963. | Echange de lettres..... | Application de l'Accord de coopération culturelle et technique du 17 décembre 1963 au sujet contribution. |
| 28 novembre 1964. | Convention | Coopération radiophonique. |
| 27 février 1965. | Procès-verbal de la Commission mixte. | Contribution. |
| 18 juin 1965. | Convention et protocole annexe. | Coopération dans le domaine des recherches agronomiques. |
| 17 juillet 1966. | Protocole | Coopération médicale et sanitaire. |

Etat : Côte-d'Ivoire.

| <i>DATE</i> | <i>NATURE</i> | <i>OBJET</i> |
|-------------------|---|--|
| 30 juin 1959. | Convention (remplacée par l'Accord général en matière de personnel du 24 avril 1961). | Concours en personnel. |
| 30 juin 1959. | Convention annexe..... | Emploi du personnel judiciaire. |
| 30 juin 1959. | Accord annexe..... | Contribution. |
| 4 décembre 1959. | Convention annexe..... | Emploi des militaires en situation hors cadre. |
| 4 décembre 1959. | Convention | Enseignement et culture. |
| 31 décembre 1959. | Convention | Organisation et fonctionnement des services des Trésors. |
| 25 janvier 1960. | Accord particulier annexe... | Effectifs et contribution. |
| 2 février 1960. | Convention | Radiodiffusion. |
| 11 juillet 1960. | Accord particulier..... | Transfert des compétences de la Communauté. |
| 24 avril 1961. | Traité | Traité de coopération. |
| 24 avril 1961. | Accord | Accord de coopération en matière économique, monétaire et financière. |
| 24 avril 1961. | Accord | Assistance militaire technique. |
| 24 avril 1961. | Accord | Accord de coopération en matière de justice. |
| 24 avril 1961. | Echange de lettres..... | Transfert des dossiers en instance devant le Conseil d'Etat et la Cour de cassation (application de l'Accord particulier du 11 juillet 1960 au sujet du transfert des compétences de la Communauté). |

| DATE | NATURE | OBJET |
|-------------------|---|--|
| 24 avril 1961. | Accord | Enseignement supérieur. |
| 24 avril 1961. | Accord | Coopération culturelle. |
| 24 avril 1961. | Accord | Coopération en matière de Postes et Télécommunications. |
| 24 avril 1961. | Accord | En matière d'Aviation civile..... |
| 24 avril 1961. | Accord | En matière de Marine marchande. |
| 24 avril 1961. | Accord | Accord général de coopération technique en matière de personnel. |
| 24 avril 1961. | Annexe | Annexe à l'Accord général de coopération technique en matière de personnel, relative aux magistrats. |
| 24 avril 1961. | Accord et annexes..... | Accord de défense. |
| 24 avril 1961. | Echange de lettres additionnel à l'accord collectif de défense. | Matière première et produits stratégiques. |
| 24 avril 1961. | Accord par échange de lettres. | Contrôle des affrètements des navires étrangers. |
| 26 octobre 1961. | Protocole | Protocole douanier d'application du régime préférentiel réciproque (application de l'article 11 de l'Accord de coopération du 24 avril 1961 en matière économique, monétaire et financière). |
| 18 octobre 1962. | Convention | Assistance administrative mutuelle en matière de change. |
| 19 octobre 1962. | Accord | Transport aérien. |
| 19 octobre 1962. | Protocole | Application du titre I ^{er} de l'Accord du 24 avril 1961 en matière de Marine marchande. |
| 19 octobre 1962. | Convention | Assistance administrative en matière de douane. |
| 5 mars 1963. | Annexe fiscale..... | Régime fiscal des personnels de coopération. |
| 12 juin 1963. | Protocole d'accord..... | Contribution. |
| 16 décembre 1963. | Convention | Assistance technique dans le domaine de la radiodiffusion et de la télévision. |
| 8 avril 1965. | Convention | Règles et conditions du soutien logistique des Forces terrestres, des Forces aériennes et de la gendarmerie de la République de Côte-d'Ivoire. |
| 6 avril 1966. | Convention, protocole et échange de lettres. | Convention fiscale (approuvée par la loi n° 67-1186 du 28 décembre 1967). |
| 7 mai 1966. | Convention | Dépôts et consignations effectués en Côte-d'Ivoire. |
| 13 juin 1966. | Additif au protocole d'accord du 12 juin 1963. | Contribution. |
| 24 octobre 1966. | Accord par échange de lettres. | Office des anciens combattants et victimes de la guerre. |
| 12 mars 1969. | Echange de lettres..... | Modification de l'article 4 de l'accord de coopération culturelle du 24 avril 1961. |

Etat : Dahomey.

| DATE | NATURE | OBJET |
|-------------------------------|--|--|
| 21 juillet 1959. | Convention (remplacée par l'Accord général en matière de personnel du 24 mars 1961). | Concours en personnel. |
| 21 juillet 1959. | Accord particulier annexe.... | Contribution. |
| 16 septembre 1959. | Convention annexe..... | Coopération dans le domaine de l'enseignement et de la culture. |
| 16 septembre 1959. | Convention annexe..... | Emploi du personnel judiciaire. |
| 16 septembre 1959. | Convention annexe..... | Emploi des personnels militaires en situation hors cadre. |
| 6 octobre 1959. | Convention | Organisation et fonctionnement des services des Trésors. |
| 7 décembre 1959. | Accord particulier annexe.... | Effectifs et contribution. |
| 4 février 1960. | Convention | Equipement. |
| 11 juillet 1960. | Accord particulier..... | Transfert des compétences de la Communauté. |
| 2 janvier 1961. | Convention particulière..... | Utilisation du personnel contractuel. |
| 24 avril 1961. | Traité | Traité de coopération. |
| 24 avril 1961. | Accord | Coopération en matière économique, monétaire et financière. |
| 24 avril 1961. | Accord | Assistance militaire technique. |
| 24 avril 1961. | Accord | Coopération en matière de justice. |
| 24 avril 1961. | Echange de lettres..... | Transfert des dossiers en instance devant le Conseil d'Etat et la Cour de cassation (application de l'Accord particulier du 11 juillet 1960 au sujet du transfert des compétences de la Communauté). |
| 24 avril 1961. | Accord | Enseignement supérieur. |
| 24 avril 1961. | Accord | Coopération culturelle. |
| 24 avril 1961. | Accord | En matière de Postes et Télécommunications. |
| 24 avril 1961. | Accord | En matière d'Aviation civile. |
| 24 avril 1961. | Accord | En matière de Marine marchande. |
| 24 avril 1961. | Accord | Accord général de coopération technique en matière de personnels. |
| 24 avril 1961. | Annexe | Annexe à l'Accord général de coopération technique en matière de personnels relative aux magistrats. |
| 24 avril 1961. | Accord et annexes..... | Accord de défense. |
| 24 avril 1961. | Echange de lettres..... | Contrôle des affrètements de navires étrangers. |
| 1 ^{er} janvier 1962. | Annexe fiscale..... | Règles d'imposition des personnels de coopération technique. |

| <i>DATE</i> | <i>NATURE</i> | <i>OBJET</i> |
|------------------|--|---|
| 28 mars 1962. | Protocole | Protocole douanier d'application du régime préférentiel réciproque (application de l'article 11 de l'Accord du 24 avril 1961 en matière économique, monétaire et financière). |
| 28 mars 1962. | Convention | Assistance administrative en matière de douanes. |
| 28 mars 1962. | Convention | Assistance administrative en matière de change. |
| 10 avril 1962. | Convention | Dépôts et consignations effectués au Dahomey. |
| 16 mai 1963. | Convention | Règles et conditions de soutien logistique des Forces armées et de la gendarmerie de la République du Dahomey. |
| 12 juin 1963. | Protocole | Bureau d'aide militaire aux Forces armées. |
| 9 décembre 1963. | Accord | Transport aérien. |
| 8 janvier 1965. | Echange de lettres..... | Application de la Convention annexe du 24 avril 1961 en ce qui concerne le personnel judiciaire. |
| 21 octobre 1965. | Convention, protocole et échange de lettres. | Convention fiscale. |
| 31 mars 1966. | Protocole d'accord..... | Sécurité des vols des aéronefs militaires. |
| 14 juin 1966. | Convention | Coopération dans le domaine de la radio-diffusion. |
| 6 avril 1967. | Accord | Statut, organisation et fonctionnement de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre du Dahomey. |

Etat : Gabon.

| <i>DATE</i> | <i>NATURE</i> | <i>OBJET</i> |
|-------------------|---------------------------------|--|
| 6 mai 1959. | Accord | Radiodiffusion. |
| 18 juin 1959. | Protocole provisoire d'accord . | Concours en personnel. |
| 18 juin 1959. | Accord particulier annexe | Contribution. |
| 18 juin 1959. | Convention | Emploi du personnel judiciaire. |
| 18 juin 1959. | Avenant n° 1 | Modification de l'article 8 de la Convention. |
| 18 novembre 1959. | Convention | Concours en personnel. |
| 18 novembre 1959. | Accord particulier annexe | Contribution. |
| 18 novembre 1959. | Accord particulier annexe | Effectifs et contribution. |
| 18 novembre 1959. | Convention annexe | Enseignement et culture. |
| 18 novembre 1959. | Convention annexe | Emploi des militaires en situation hors cadre. |

| DATE | NATURE | OBJET |
|-------------------|--------------------------|--|
| 18 novembre 1959. | Protocole | Crédit. |
| 31 décembre 1959. | Convention annexe | Emploi du personnel judiciaire. |
| 31 décembre 1959. | Convention | Exercice des pouvoirs judiciaires. |
| 4 février 1960. | Convention | Equipement. |
| 22 mars 1960. | Convention | Organisation et fonctionnement des services des Trésors. |
| 15 juillet 1960. | Accord particulier | Transfert à la République gabonaise des compétences de la Communauté. |
| 15 juillet 1960. | Accord | Dispositions transitoires applicables jusqu'à l'entrée en vigueur des accords de coopération. |
| 15 juillet 1960. | Accord | Dispositions transitoires en matière de justice. |
| 15 juillet 1960. | Accord | Participation à la Communauté. |
| 15 juillet 1960. | Echange de lettres | Application des accords précédents. |
| 17 août 1960. | Accord particulier | Au sujet des conditions de participation à la Communauté. |
| 17 août 1960. | Accord | Accord de coopération en matière de politique étrangère. |
| 17 août 1960. | Accord | Accord de défense. |
| 17 août 1960. | Accord | Accord de coopération pour les matières premières et produits stratégiques. |
| 17 août 1960. | Accord | Accord de coopération en matière économique, monétaire et financière. |
| 17 août 1960. | Accord | Accord de coopération en matière de Marine marchande. |
| 17 août 1960. | Accord | Accord de coopération en matière d'Aviation civile. |
| 17 août 1960. | Accord | Accord de coopération en matière d'enseignement supérieur. |
| 17 août 1960. | Convention | Convention d'établissement. |
| 17 août 1960. | Echange de lettres | Au sujet de la poursuite des activités des établissements publics français. |
| 17 août 1960. | Echange de lettres | Association à la Communauté économique européenne. |
| 17 août 1960. | Echange de lettres | Au sujet de coopération en matière de Marine marchande. |
| 27 janvier 1961. | Echange de lettres | Application de l'Accord du 15 juillet 1960 au sujet des dispositions transitoires en matière de justice. |
| 6 juin 1961. | Protocole | Protocole d'accord domanial. |
| 5 juin 1962. | Accord particulier | Engagements et rengagements de citoyens gabonais dans les Forces armées françaises. |
| 27 juin 1962. | Convention | Assistance administrative en matière de douane. |

| <i>DATE</i> | <i>NATURE</i> | <i>OBJET</i> |
|--------------------|---------------------------------|--|
| 28 septembre 1962. | Protocole | Protocole douanier d'application du régime préférentiel réciproque (application des art. 13 et 14 de l'Accord du 17 août 1960 en matière économique, monétaire et financière). |
| 28 septembre 1962. | Convention | Assistance administrative mutuelle en matière d'échange. |
| 2 février 1963. | Echange de lettres | Emploi du personnel judiciaire. |
| 11 février 1963. | | |
| 25 mars 1963. | Convention technique | Fonctionnement des transports aériens sanitaires par avions militaires en République du Gabon. |
| 8 avril 1963. | Protocole d'accord | Contribution. |
| 18 avril 1963. | Protocole | Emploi des formations prévôtales dans la République gabonaise. |
| 9 mai 1963. | Convention | Coopération dans le domaine de la télévision. |
| 23 juillet 1963. | Convention | Aide mutuelle judiciaire, exequatur des jugements et extradition. |
| 2 décembre 1963. | Accord | Transport aérien. |
| 25 août 1965. | Convention | Règles et conditions du concours de la République française au soutien logistique des Forces terrestres, des Forces aériennes et de la gendarmerie. |
| 7 novembre 1965. | Protocole d'accord | Sécurité des vols des aéronefs militaires. |
| 21 avril 1966. | Convention | Convention fiscale. |
| 27 octobre 1966. | Accord par échange de lettres . | Office des anciens combattants et victimes de guerre. |
| 21 avril 1967. | Convention | Coopération dans le domaine de la radiodiffusion. |
| 6 octobre 1967. | Protocole | Création d'un institut de médecine et d'épidémiologie africaines. |
| 3 avril 1968. | Convention | Dépôts et consignations effectués au Gabon. |

Etat : Fédération du Mali (Sénégal, Soudan).

| <i>DATE</i> | <i>NATURE</i> | <i>OBJET</i> |
|------------------|-------------------------------|---|
| 23 juin 1959. | Convention provisoire..... | Personnel judiciaire. |
| 26 octobre 1959. | Convention | Concours en personnel. |
| 26 octobre 1959. | Accord particulier annexe.... | Effectifs et contribution. |
| 26 octobre 1959. | Accord particulier..... | Contribution. |
| 26 octobre 1959. | Convention | Emploi des personnels militaires en situation hors cadre. |

| <i>D A T E</i> | <i>N A T U R E</i> | <i>O B J E T</i> |
|-----------------|--------------------------|---|
| 4 février 1960. | Convention annexe..... | Fonctionnement des services de l'enseignement. |
| 4 avril 1960. | Accord particulier..... | Transfert des compétences de la Communauté. |
| 4 avril 1960. | Accord | Dispositions transitoires applicables jusqu'à l'entrée en vigueur des accords de coopération. |
| 4 avril 1960. | Accord | Dispositions transitoires en matière de Justice. |
| 22 juin 1960. | Accord particulier..... | Participation de la Fédération du Mali à la Communauté. |
| 22 juin 1960. | Accord | Coopération en matière de politique étrangère. |
| 22 juin 1960. | Accord | Coopération en matière de Défense. |
| 22 juin 1960. | Accord | Coopération pour les matières premières et produits stratégiques. |
| 22 juin 1960. | Accord | Coopération en matière économique, monétaire et financière. |
| 22 juin 1960. | Echange de lettres..... | Interprétation de l'article 36 de l'Accord de coopération en matière économique, monétaire et financière du 22 juin 1960. |
| 22 juin 1960. | Accord | Coopération en matière d'enseignement supérieur. |
| 22 juin 1960. | Accord | En matière de Marine marchande. |
| 22 juin 1960. | Echange de lettres..... | Contrôle des affrètements des navires. |
| 22 juin 1960. | Accord | Aviation civile. |
| 22 juin 1960. | Convention | Convention d'établissement. |
| 22 juin 1960. | Accord multilatéral..... | Droits fondamentaux des nationaux des Etats de la Communauté. |
| 22 juin 1960. | Convention | Conciliation et Cour d'arbitrage. |

Etat : Guinée.

| <i>D A T E</i> | <i>N A T U R E</i> | <i>O B J E T</i> |
|------------------|-------------------------|---|
| 29 juillet 1961. | Convention | Echanges culturels. |
| 29 juillet 1961. | Protocole annexe..... | Protocole annexe à la Convention du 29 juillet 1961 sur les échanges culturels. |
| 29 juillet 1961. | Echange de lettres..... | Application de la Convention et du Protocole annexe du 29 juillet 1961. |
| 21 mars 1962. | Accord | Transports aériens. |
| 22 mai 1963. | Accord | Accords de coopération technique. |
| 22 mai 1963. | Accord | Accord commercial. |

Etat : Haute-Volta.

| DATE | NATURE | OBJET |
|--------------------|---|--|
| 11 juin 1959. | Convention | Radiodiffusion. |
| 21 juillet 1959. | Convention (remplacée par l'Accord général en matière de personnel du 24 avril 1961). | Concours en personnel. |
| 21 juillet 1959. | Annexe à la Convention (remplacée par l'Accord général en matière de personnel du 24 avril 1961). | Contribution. |
| 15 septembre 1959. | Convention | Organisation et fonctionnement des services des Trésors. |
| 19 octobre 1959. | Convention annexe..... | Emploi du personnel judiciaire. |
| 30 novembre 1959. | Accord particulier annexe..... | Contribution. |
| 30 novembre 1959. | Convention annexe..... | Emploi des militaires en situation hors cadre. |
| 30 novembre 1959. | Convention | Enseignement et culture. |
| 4 février 1960. | Convention | Equipement. |
| 11 juillet 1960. | Accord particulier..... | Transfert des compétences. |
| 24 avril 1961. | Traité | Traité de coopération. |
| 24 avril 1961. | Accord | En matière économique, monétaire et financière. |
| 24 avril 1961. | Accord et annexes I et II..... | Assistance militaire technique. |
| 24 avril 1961. | Echange de lettres..... | Additif à l'Annexe II à l'Accord d'assistance militaire technique du 24 avril 1961. |
| 24 avril 1961. | Accord | En matière de justice. |
| 24 avril 1961. | Echange de lettres..... | Transfert de dossiers en instance devant le Conseil d'Etat et la Cour de cassation (application de l'Accord particulier du 11 juillet 1960 au sujet du transfert des compétences). |
| 24 avril 1961. | Accord | Enseignement supérieur. |
| 24 avril 1961. | Accord | Coopération culturelle. |
| 24 avril 1961. | Accord | En matière de Postes et Télécommunications. |
| 24 avril 1961. | Accord | En matière d'Aviation civile. |
| 24 avril 1961. | Accord | En matière de Marine marchande. |
| 24 avril 1961. | Accord | Accord général de coopération technique en matière de personnel. |
| 24 avril 1961. | Annexe | Annexe à l'Accord général de coopération technique en matière de personnel, relative aux magistrats. |
| 31 mars 1962. | Protocole | Protocole douanier d'application du régime préférentiel réciproque (application de l'article 2 de l'Accord du 24 avril 1961 en matière économique, monétaire et financière). |
| 20 mai 1962. | Accord | Transport aérien. |

| DATE | NATURE | OBJET |
|----------------------------|--|---|
| 15 décembre 1962. | Convention | Assistance administrative mutuelle en matière de douanes. |
| 15 décembre 1962. | Convention | Assistance administrative mutuelle en matière de change. |
| 31 janvier 1963. | Accord | Centre d'appareillage de Ouagadougou. |
| 20 novembre 1963. | Annexe fiscale..... | Régime fiscal des personnels de coopération. |
| 25 janvier 1964. | Protocole d'accord..... | Installation d'une station de contrôle de satellites scientifiques en Haute-Volta. |
| 29 janvier 1964. | Convention | Soutien logistique par les formations des services de l'Armée française de la zone d'outre-mer n° 4. |
| 9 octobre 1964. | Protocole d'accord | Contribution. |
| 24 octobre 1964. | Protocole d'accord et annexes. | Conditions de mise à la disposition de la République de Haute-Volta d'aéronefs et de personnels de l'armée de l'air française. |
| 5 mars 1965. | Convention | Assistance technique dans le domaine de la radiodiffusion et de la télévision. |
| 14 juillet 1965. | Convention | Concours de la République française au soutien logistique des Forces terrestres, des Forces aériennes et de la gendarmerie de la République de Haute-Volta. |
| 11 août 1965. | Convention, protocole et échange de lettres. | Convention fiscale. |
| 19 juillet 1966. | Protocole d'accord..... | Installation d'une station de recherches ionosphériques scientifiques en Haute-Volta. |
| 27 juillet 1966. | Protocole d'accord..... | Accord domanial. |
| 1 ^{er} mars 1968. | Modificatif au Protocole d'accord du 9 octobre 1964. | Contribution. |

Etat : Madagascar.

| DATE | NATURE | OBJET |
|------------------|---|--|
| 18 avril 1959. | Accord | Radiodiffusion. |
| 30 avril 1959. | Convention (abrogée et remplacée par la Convention et le protocole du 29 septembre 1962). | Eliminer les doubles impositions et établir des règles d'assistance mutuelle administrative pour l'imposition des revenus de capitaux mobiliers. |
| 8 juin 1959. | | |
| 7 juillet 1959. | Convention | Concours en personnel. |
| 7 juillet 1959. | Accord particulier annexe | Contribution. |
| 22 juillet 1959. | Convention annexe | Enseignement et culture. |
| 22 juillet 1959. | Convention annexe | Emploi du personnel judiciaire. |

| DATE | NATURE | OBJET |
|-------------------|--------------------------------|--|
| 22 juillet 1959. | Convention | Convention générale. |
| 31 décembre 1959. | Accord particulier annexe | Effectifs et contribution. |
| 2 février 1960. | Accord | Accord financier (contribution). |
| 4 février 1960. | Convention | Equipement. |
| 2 avril 1960. | Accord particulier | Transfert des compétences de la Communauté instituées par l'article 78 de la Constitution du 4 octobre 1958. |
| 2 avril 1960. | Accord | Dispositions transitoires applicables jusqu'à l'entrée en vigueur des accords de coopération. |
| 2 avril 1960. | Accord | Dispositions transitoires en matière de justice. |
| 2 avril 1960. | Accord | Participation à la Communauté. |
| 2 juin 1960. | Convention | Organisation et fonctionnement des services des Trésors. |
| 22 juin 1960. | Convention | Conciliation et cour d'arbitrage. |
| 22 juin 1960. | Accord multilatéral | Droits fondamentaux des nationaux des Etats de la Communauté. |
| 27 juin 1960. | Accord particulier | Participation à la Communauté. |
| 27 juin 1960. | Accord | Accord de coopération en matière de politique étrangère. |
| 27 juin 1960. | Accord | Accord de défense. |
| 27 juin 1960. | Accord | Accord de coopération pour les matières premières et produits stratégiques. |
| 27 juin 1960. | Accord | Accord de coopération en matière monétaire, économique et financière. |
| 27 juin 1960. | Echange de lettres..... | Au sujet de l'association à la Communauté économique européenne. |
| 27 juin 1960. | Echange de lettres..... | Au sujet du tarif douanier de la République malgache. |
| 27 juin 1960. | Accord | Accord de coopération en matière de justice. |
| 27 juin 1960. | Accord | Accord de coopération en matière d'enseignement supérieur. |
| 27 juin 1960. | Echange de lettres..... | Au sujet du projet d'ordonnance portant création d'une Fondation nationale de l'enseignement supérieur. |
| 27 juin 1960. | Accord | Accord de coopération en matière d'Aviation civile. |
| 27 juin 1960. | Accord | Accord de coopération en matière de Marine marchande. |
| 27 juin 1960. | Echange de lettres..... | Au sujet du contrôle des affrètements des navires étrangers. |
| 27 juin 1960. | Accord | Accord de coopération en matière de Postes et Télécommunications. |
| 27 juin 1960. | Convention | Convention d'établissement. |
| 27 juin 1960. | Accord | Etat des personnes originaires de l'île Sainte-Marie. |

| DATE | NATURE | OBJET |
|---------------------------------------|--|--|
| 27 janvier 1961. | Echange de lettres..... | Application de l'accord du 2 avril 1960 au sujet des dispositions transitoires en matière de justice. |
| 9 février 1961. 16 octobre 1961 | Convention annexe..... Convention | Emploi des personnels militaires hors cadre. Rapports entre le Gouvernement français et le Gouvernement malgache en matière de radiodiffusion. |
| 18 octobre 1961. 15 décembre 1961. | Protocole Convention | Protocole d'accord domanial. Assistance administrative mutuelle en matière de douane. |
| 23 mai 1962. | Protocole | Protocole douanier d'application du régime préférentiel réciproque (application des articles 11 et 12 de l'Accord du 27 juin 1960 en matière économique, monétaire et financière). |
| 23 mai 1962. | Convention | Assistance administrative mutuelle en matière de change. |
| 29 septembre 1962. | Convention, protocole et échange de lettres. | Eliminer les doubles impositions et établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale. |
| 1 ^{er} décembre 1962. | Accord | Transport aérien. |
| 25 février 1963. | Accord | Régime fiscal des personnels de coopération. |
| 9 avril 1963. | Protocole d'accord | Contribution. |
| 25 avril 1963. | Convention | Convention consulaire. |
| 6 juillet 1963. | Convention | Dépôts et consignations effectués à Madagascar. |
| 14 octobre 1963. | Convention | Aérodrome d'Ivato. |
| 16 avril 1964. | Echange de lettres | Circulation des marins. |
| 19 juin 1964. | | |
| 8 juillet 1964. | Echange de lettres | Emploi du personnel judiciaire. |
| 13 août 1964. | | |
| 14 mai 1965. | Echange de lettres | Application de la Convention fiscale du 29 septembre 1962. |
| 4 mai 1966. | Convention | Soutien logistique de l'Armée de terre, de mer et de l'air, de la gendarmerie nationale et du service civique de la République malgache. |
| 6 mai 1967. | Convention, protocoles et arrangements administratifs. | Sécurité sociale. |
| 9 mars 1968. | Echange de lettres confidentielles. | Garantie de l'emploi de la langue française dans l'application de la Convention d'assistance technique dans le domaine de la télévision du 22 mai 1968. |
| 23 avril 1968. | | |
| 22 mai 1968. | Convention | Assistance technique dans le domaine de la télévision. |
| 24 mai 1968. | Echange de lettres | Contribution pour l'application de la Convention du 22 mai 1968 au sujet de l'assistance technique dans le domaine de la télévision. |
| 10 juillet 1968. | | |
| 22 février 1969. | Echange de lettres..... | Interprétation à donner à l'article 6 de l'accord franco-malgache de coopération en matière de justice du 27 juin 1960. |
| 26 février 1969. | | |

Etat : Mali.

| DATE | NATURE | OBJET |
|------------------|---|--|
| 11 juillet 1959. | Convention | Organisation et fonctionnement des services des Trésors. |
| 19 mai 1961. | Convention et protocole annexe. | Office du Niger. |
| 5 juillet 1961. | Accord | Transports aériens. |
| 22 juillet 1961. | Convention | Dépôts et consignations effectuées au Mali. |
| 2 février 1962. | Accord | Accord général de coopération technique. |
| 2 février 1962. | Protocole | Protocole particulier n° 1 au sujet de l'emploi des personnels militaires du service de santé en position hors cadre. |
| 2 février 1962. | Protocole (rectifié par le protocole particulier du 20 mai 1964). | Protocole particulier n° 2 au sujet des conditions d'imposition des personnels français de coopération technique. |
| 2 février 1962. | Protocole | Protocole particulier n° 3 au sujet de la contribution du Mali. |
| 2 février 1962. | Echange de lettres | Application de l'Accord général et des protocoles du 2 février 1962. |
| 12 février 1962. | | |
| 2 février 1962. | Accord et protocoles annexes | Accord de coopération culturelle et protocoles annexes n° 1 et 2. |
| 2 février 1962. | Echange de lettres | Application de l'Accord de coopération culturelle et des protocoles annexes du 2 février 1962. |
| 3 février 1962. | Echange de lettres | Implantation de consulats. |
| 9 mars 1962. | Accord | En matière de justice. |
| 9 mars 1962 | Accord, protocole annexe et échange de lettres. | En matière économique et financière. |
| 9 mars 1962. | Convention | Convention consulaire. |
| 8 mars 1963. | Convention | Circulation des personnes. |
| 8 mars 1963. | Echange de lettres | Application de la Convention du 8 mars 1963 sur la circulation des personnes. |
| 6 juillet 1963. | Protocole particulier | Contribution. |
| 15 mai 1964. | Echange de lettres | Application de la Convention du 8 mars 1963 sur la circulation des personnes. |
| 22 mai 1964. | | |
| 20 mai 1964. | Protocole particulier | Conditions d'imposition des personnels français de coopération technique. |
| 11 mars 1965. | Convention et trois protocoles annexes. | Sécurité sociale. |
| 11 mars 1965. | Protocole | Octroi de l'allocation aux vieux travailleurs salariés prévue par la législation française aux ressortissants maliens installés en France. |

| <i>DATE</i> | <i>NATURE</i> | <i>OBJET</i> |
|--------------------|---|--|
| 11 mars 1965. | Protocole | Régime d'assurances sociales des étudiants. |
| 11 mars 1965. | Protocole | Allocation supplémentaire de la loi du 30 juin 1956 portant institution d'un fonds national de solidarité. |
| 21 septembre 1966. | Arrangement administratif et ses annexes. | Application de la Convention de Sécurité sociale du 11 mars 1965. |
| 15 février 1967. | Accord | Relations monétaires entre la France et le Mali. |
| 21 avril 1967. | Convention | Coopération dans le domaine de la radio-diffusion. |
| 16 juin 1967. | Echange de lettres | Modification de l'Accord du 5 août 1961 relatif aux transports aériens. |
| 19 décembre 1967. | Accord | Libre convertibilité du franc malien. |
| 19 décembre 1967. | Accord | Coopération monétaire. |

Etat : Mauritanie.

| <i>DATE</i> | <i>NATURE</i> | <i>OBJET</i> |
|-------------------|---|---|
| 11 juin 1959. | Accord | Radiodiffusion. |
| 20 juillet 1959. | Convention (annulée et remplacée par l'Accord général de coopération technique en matière de personnel du 19 juin 1961). | Concours en personnel. |
| 20 juillet 1959. | Annexe (annulée et remplacée par l'annexe du 19 juin 1961). | Magistrats. |
| 22 juillet 1959. | Convention annexe | Emploi du personnel judiciaire. |
| 27 juillet 1959. | Convention annexe | Enseignement et culture. |
| 28 juillet 1959. | Accord particulier annexe (annulé et remplacé par l'Accord général de coopération technique en matière de personnel du 19 juin 1961). | Contribution. |
| 28 juillet 1959. | Convention | Convention générale. |
| 29 décembre 1959. | Convention annexe | Emploi des personnels militaires en situation hors cadre. |
| 25 janvier 1960. | Accord particulier | Effectifs et contribution. |

| DATE | NATURE | OBJET |
|-------------------------------|---|--|
| 25 janvier 1960. | Accord | Accord annexe à la Convention du 20 juillet 1959 relative au concours en personnel. |
| 4 février 1960. | Convention | Equipement. |
| 25 mars 1960. | Convention | Organisation et fonctionnement des services des Trésors. |
| 19 octobre 1960. | Accord particulier | Transfert des compétences de la Communauté. |
| 19 juin 1961. | Traité | Traité de coopération. |
| 19 juin 1961. | Accord | Accord de défense. |
| 19 juin 1961. | Accord | Assistance militaire. |
| 19 juin 1961. | Accord | En matière économique, monétaire et financière. |
| 19 juin 1961. | Accord | En matière de justice. |
| 19 juin 1961. | Echange de lettres..... | Transfert des dossiers en instance devant le Conseil d'Etat et la cour de cassation (application de l'accord particulier du 19 octobre 1960 au sujet du transfert des compétences). |
| 19 juin 1961. | Accord | Coopération culturelle. |
| 19 juin 1961. | Accord | En matière de Postes et Télécommunications. |
| 19 juin 1961. | Accord | En matière d'Aviation civile. |
| 19 juin 1961. | Accord | En matière de Marine marchande. |
| 19 juin 1961. | Accord | Accord général de coopération technique en matière de personnel. |
| 19 juin 1961. | Annexe | Annexe à l'accord général de coopération technique en matière de personnel, relative aux magistrats. |
| 14 février 1962. | Protocole remplacé par le protocole du 26 septembre 1963. | Application de l'article 12 de l'accord de coopération en matière économique, monétaire et financière du 19 juin 1961. |
| 10 mai 1962. | Protocole | Protocole d'accord domanial. |
| 16 mai 1962. | Convention et 6 annexes..... | Règles et conditions du soutien logistique des Forces armées et de la gendarmerie de la République islamique de Mauritanie par les formations des services de l'Armée française de la zone d'outre-mer n° 1. |
| 20 septembre 1962. | Convention et 2 annexes..... | Règles et conditions du soutien logistique de l'Armée de l'air de la République islamique de Mauritanie par les formations des Forces aériennes françaises de la zone d'outre-mer n° 1. |
| 1 ^{er} octobre 1962. | Convention | Rapports en matière de radiodiffusion. |

| DATE | NATURE | OBJET |
|--------------------|---|--|
| 20 novembre 1962. | Convention | Règles et conditions du soutien logistique de la Marine nationale mauritanienne par les formations des services de la Marine nationale française (zone maritime Atlantique Sud). |
| 29 mars 1963. | Protocole d'accord..... | Contribution. |
| 23 avril 1963. | Annexe à l'accord général de coopération technique du 19 juin 1961. | Fiscalité. |
| 10 mai 1963. | Protocole d'accord..... | Accord domanial. |
| 29 mai 1963. | Convention | Dépôts et consignations effectués en Mauritanie. |
| 6 juillet 1963. | Convention | Assistance financière. |
| 12 juillet 1963. | Accord par échange de lettres. | Conditions d'application de l'article 2 du Protocole prévu par l'article 12 de l'Accord de coopération en matière économique, monétaire et financière du 19 juin 1961. |
| 15 juillet 1963. | Convention | Circulation des personnes. |
| 15 juillet 1963. | Echanges de lettres..... | Application de la Convention du 15 juillet 1963 sur la circulation des personnes. |
| 10 septembre 1963. | Convention | Assistance administrative mutuelle en matière de douanes. |
| 26 septembre 1963. | Protocole | Protocole d'application de l'article 12 de l'Accord du 19 juin 1961 en matière économique, monétaire et financière. |
| 24 octobre 1963. | Accord | Transport aérien. |
| 7 février 1964. | Convention | Convention consulaire. |
| 8 mai 1964. | Convention | Assistance administrative mutuelle en matière de change. |
| 25 mai 1964. | Protocole d'accord..... | Contribution. |
| 16 novembre 1964. | Protocole | Formation professionnelle. |
| 22 juillet 1965. | Convention et trois protocoles annexes. | Sécurité sociale. |
| 16 septembre 1965. | Convention | Soutien logistique des Forces terrestres, des aériennes et de la Gendarmerie de la République islamique de Mauritanie. |
| 16 septembre 1965. | Protocole d'accord..... | Sécurité des vols des aéronefs militaires. |
| 13 mars 1967. | Echange de lettres et protocole. | Transfert de l'Office des anciens combattants et victimes de guerre de Mauritanie. |
| 10 juillet 1967. | Arrangements administratifs.. | Modalités d'application de la Convention de Sécurité sociale du 22 juillet 1965. |
| 15 novembre 1967. | Convention | Convention fiscale. |
| 17 février 1968. | Protocole | Recherches historiques, préhistoriques et archéologiques en Mauritanie. |
| 14 décembre 1968. | Protocole | Conditions de prêt d'un patrouilleur côtier rapide (p. 751). |

Etat : Niger.

| DATE | NATURE | OBJET |
|-----------------------------|---|--|
| 8 mai 1959. 12 mai 1959. | Protocole d'accord annexe et convention de coopération avec l'O. C. R. S. | Coopération technique et financière par l'intermédiaire de l'Organisation commune des régions sahariennes. |
| 17 juillet 1959. | Convention (annulée et remplacée par l'Accord général de coopération technique en matière de personnel du 24 avril 1961). | Concours en personnel. |
| 17 juillet 1959. | Convention annexe..... | Emploi du personnel judiciaire. |
| 21 juillet 1959. | Accord | Radiodiffusion. |
| 11 septembre 1959. | Convention annexe..... | Enseignement et culture. |
| 11 septembre 1959. | Convention annexe..... | Emploi des militaires en situation hors cadre. |
| 7 octobre 1959. | Convention | Organisation et fonctionnement des services des Trésors. |
| 5 décembre 1959. | Accord particulier annexe.... | Effectifs et contribution. |
| 4 février 1960. | Convention | Equipement. |
| 11 juillet 1960. | Accord particulier..... | Transfert des compétences de la Communauté. |
| 24 avril 1961. | Traité | Traité de coopération. |
| 24 avril 1961. | Accord | En matière économique, monétaire et financière. |
| 24 avril 1961. | Accord et deux annexes..... | Assistance militaire technique. |
| 24 avril 1961. | Accord | Enseignement supérieur. |
| 24 avril 1961. | Accord | Coopération culturelle. |
| 24 avril 1961. | Accord | En matière de justice. |
| 24 avril 1961. | Echange de lettres..... | Transfert des dossiers en instance devant le Conseil d'Etat et la Cour de cassation (application de l'Accord particulier du 11 juillet 1960 au sujet du transfert des compétences de la Communauté). |
| 24 avril 1961. | Accord | Accord général de coopération technique en matière de personnel. |
| 24 avril 1961. | Annexe | Annexe à l'accord général de coopération technique en matière de personnel relative aux magistrats. |
| 24 avril 1961. | Accord | En matière de Postes et Télécommunications. |
| 24 avril 1961. | Accord | En matière d'Aviation civile. |
| 24 avril 1961. | Accord | En matière de Marine marchande. |
| 24 avril 1961. | Accord et annexes..... | Accord de défense. |
| 3 octobre 1961. | Protocole | Protocole d'application. |
| 28 mai 1962. | Accord | Transport aérien. |
| 20 octobre 1962. | Convention annexe..... | Régime fiscal des personnels de coopération. |
| 29 novembre 1962. | Protocole | Protocole douanier d'application du régime préférentiel réciproque (application de l'article II de l'accord du 24 avril 1961 en matière économique, monétaire et financière). |

| <i>DATE</i> | <i>NATURE</i> | <i>OBJET</i> |
|----------------------------|--------------------------------|---|
| 29 novembre 1962. | Convention | Assistance administrative mutuelle en matière de change. |
| 29 novembre 1962. | Convention | Assistance administrative mutuelle en matière de douane. |
| 10 juillet 1964. | Protocole d'accord..... | Contribution. |
| 13 août 1964. | Accord | Assistance du Centre d'appareillage de Ouagadougou. |
| 1 ^{er} juin 1965. | Convention | Convention fiscale. |
| 11 juin 1965. | Convention | Règles et conditions du concours au soutien logistique des Forces terrestres, des Forces aériennes et de la gendarmerie de la République du Niger. |
| 19 août 1965. | Echange de lettres..... | Application, en cas d'infraction à la réglementation des changes, des dispositions concernant l'extradition prévues à l'accord de coopération du 24 avril 1961 en matière de justice. |
| 23 septembre 1965. | | |
| 31 août 1966. | Accord par échange de lettres. | Office national des Anciens combattants et victimes de la guerre. |
| 7 novembre 1966. | | |
| 25 février 1967. | Convention | Coopération dans le domaine de la radiodiffusion. |

Etat : R. C. A.

| <i>DATE</i> | <i>NATURE</i> | <i>OBJET</i> |
|-------------------|---|--|
| 25 juin 1959. | Protocole provisoire d'accord sur la Convention générale relative au concours en personnel. | Concours en personnel. |
| 25 juin 1959. | Accord particulier annexe.... | Contribution. |
| 17 juillet 1959. | Convention | Concours en personnel. |
| 17 juillet 1959. | Accord particulier annexe.... | Contribution. |
| 6 novembre 1959. | Convention annexe | Emploi des militaires en situation hors cadre. |
| 6 novembre 1959. | Protocole | Protocole sur le crédit. |
| 15 décembre 1959. | Convention | Contentieux administratif. |
| 15 décembre 1959. | Convention annexe | Emploi du personnel judiciaire. |
| 15 décembre 1959. | Convention | Enseignement et culture. |
| 15 décembre 1959. | Accord | Tribunal administratif. |
| 15 décembre 1959. | Accord | Radiodiffusion. |
| 4 février 1960. | Accord particulier annexe.... | Effectif et contribution. |
| 4 février 1960. | Convention | Equipement. |
| 4 avril 1960. | Convention | Organisation et fonctionnement des services des Trésors. |

| DATE | NATURE | OBJET |
|-------------------|---|---|
| 12 juillet 1960. | Accord particulier | Transfert à la R. C. A. des compétences de la Communauté. |
| 12 juillet 1960. | Accord | Dispositions transitoires applicables jusqu'à l'entrée en vigueur des Accords de coopération. |
| 12 juillet 1960. | Accord | Dispositions transitoires en matière de justice. |
| 12 juillet 1960. | Accord | Participation à la Communauté. |
| 12 juillet 1960. | Echange de lettres..... | Application des accords précédents. |
| 13 août 1960. | Accord particulier | Conditions de participation de la R. C. A. à la Communauté. |
| 13 août 1960. | Accord | Accord de coopération en matière de politique étrangère. |
| 13 août 1960. | Accord | Assistance militaire technique. |
| 13 août 1960. | Accord | Accord en matière d'aide. |
| 13 août 1960. | Accord | Accord en matière domaniale. |
| 13 août 1960. | Accord | Coopération culturelle. |
| 13 août 1960. | Convention | Convention d'établissement. |
| 13 août 1960. | Echange de lettres..... | Poursuite des activités des établissements français sur le territoire de la R. C. A. |
| 13 août 1960. | Echange de lettres..... | Association de la R. C. A. à la Communauté économique européenne. |
| 15 août 1960. | Accords quadripartites | Accords quadripartites entre la République française, la R. C. A., le Congo et le Tchad. |
| 15 août 1960. | Accord | Accord de coopération en matière monétaire, économique et financière. |
| 15 août 1960. | Accord | Enseignement supérieur. |
| 8 octobre 1960. | Convention, accord particulier et annexes n ^o 1 et 2. | Concours en personnel apporté par la République française au fonctionnement de certains services publics communs aux Etats de l'Afrique équatoriale (conférence des Premiers ministres), C. P. M. (conférence des chefs d'Etat), C. C. E. |
| 26 août 1961. | Protocole | Protocole d'accord domaniale. |
| 1962. | Protocole d'accord | Contribution. |
| 29 décembre 1962. | Protocole | Emploi des formations prévôtales dans la R. C. A. |
| Mars 1963. | Protocole d'accord | Contribution. |
| 27 mars 1963. | Protocole | Protocole douanier d'application du régime préférentiel réciproque (application de l'article 12 de l'Accord du 15 août 1960 en matière monétaire, économique et financière). |
| 22 mai 1964. | Protocole d'accord | Contribution. |
| 18 janvier 1965. | Echange de lettres..... | Emploi du personnel judiciaire. |

| <i>DATE</i> | <i>NATURE</i> | <i>OBJET</i> |
|-------------------------------|------------------|---|
| 18 janvier 1965. | Accord | En matière de justice. |
| 10 septembre 1965. | Convention | Règles et conditions du concours de la République française au soutien logistique des Forces terrestres, des Forces aériennes et de la gendarmerie de la R. C. A. |
| 21 mai 1966. | Protocole | Sécurité des vols des aéronefs militaires. |
| 8 octobre 1966. | Accord | Assistance militaire technique. |
| 1 ^{er} janvier 1967. | Protocole | Statut, organisation, fonctionnement de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre de la R. C. A. |
| 28 mars 1967. | Convention | Concours en personnel pour l'U. D. E. A. C. |
| 11 avril 1967. | Accord | Accord domanial militaire définitif. |
| 13 novembre 1967. | Convention | Coopération dans le domaine de la radiodiffusion. |

Etat : Ruanda.

| <i>DATE</i> | <i>NATURE</i> | <i>OBJET</i> |
|------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|
| 20 octobre 1962. | Accord | Amitié et coopération. |
| 4 décembre 1962. | Accord | Coopération culturelle et technique. |
| 7 décembre 1962. | Accord | Coopération radiophonique. |
| 15 avril 1964 | Procès-verbal de la commission mixte. | Contribution. |
| 13 mai 1964 | Convention | Coopération sanitaire. |

Etat : Sénégal.

| <i>DATE</i> | <i>NATURE</i> | <i>OBJET</i> |
|---------------|--|------------------------|
| 13 juin 1959. | Convention (abrogée et remplacée par la convention du 14 septembre 1959). | Concours en personnel. |
| 13 juin 1959. | Accord particulier annexe (abrogé et remplacé par l'Accord particulier annexe du 14 septembre 1959). | Contribution. |

| DATE | NATURE | OBJET |
|--------------------|-------------------------------|--|
| 23 juin 1959. | Convention provisoire..... | Personnel judiciaire. |
| 11 juillet 1959. | Convention | Organisation et fonctionnement des services des Trésors. |
| 17 juillet 1959. | Accord | Radiodiffusion. |
| 14 septembre 1959. | Convention | Convention générale. |
| 14 septembre 1959. | Convention | Concours en personnel. |
| 14 septembre 1959. | Accord particulier annexe.... | Contribution. |
| 11 janvier 1960. | Convention annexe..... | Emploi des militaires en situation hors cadre. |
| 11 janvier 1960. | Accord particulier annexe.... | Effectifs et contribution. |
| 18 janvier 1960. | Protocole | Protocole sur le crédit. |
| 18 janvier 1960. | Accord | Accord financier. |
| 4 février 1960. | Convention annexe..... | Concours en personnel de l'enseignement pour les Etats de la Fédération du Mali. |
| 4 février 1960. | Convention | Equipement. |
| 4 février 1960. | Convention | Enseignement et culture. |

Accords ex-Fédération du Mali acceptés par le Sénégal.

| | | |
|--------------------|--------------------------------|--|
| 22 juin 1960. | Accord particulier..... | Participation à la Communauté. |
| 22 juin 1960. | Accord | Coopération en matière de politique étrangère. |
| 22 juin 1960. | Accord | Coopération en matière de défense. |
| 22 juin 1960. | Accord | Coopération pour les matières premières. |
| 22 juin 1960. | Accord et échange de lettres.. | Coopération en matière économique, monétaire et financière. |
| 22 juin 1960. | Accord | Coopération en matière d'enseignement supérieur. |
| 22 juin 1960. | Accord et échange de lettres.. | Coopération en matière de Marine marchande. |
| 22 juin 1960. | Accord | Coopération en matière d'Aviation civile. |
| 22 juin 1960. | Convention | Convention d'établissement. |
| 22 juin 1960. | Accord multilatéral..... | Droits fondamentaux des nationaux des Etats de la Communauté. |
| 22 juin 1960. | Convention | Conciliation et Cour d'arbitrage. |
| 16 septembre 1960. | Echange de lettres..... | Substitution de la République du Sénégal à la Fédération du Mali dans les droits et obligations résultant des Accords signés le 22 juin 1960 avec la Fédération du Mali. |
| 19 septembre 1960. | | |
| 28 février 1961. | Convention | Règlement du sort des procédures pendantes devant le Conseil d'Etat et la Cour de cassation à la date du 14 novembre 1960. |
| 5 avril 1961. | Convention | Personnel civil employé par les Forces terrestres françaises. |

| DATE | NATURE | OBJET |
|-------------------------------|--|--|
| 21 novembre 1961. | Convention | Assistance administrative mutuelle en matière de douane. |
| 1 ^{er} janvier 1962. | Convention | Développement et exploitation de la radiodiffusion du Sénégal. |
| 11 janvier 1962. | Convention | Emploi des militaires en situation hors cadre dans les services publics du Sénégal. |
| 29 janvier 1962. | Echange de lettres..... | Application de la Convention du 28 février 1961 sur les procédures pendantes. |
| 1 ^{er} mars 1962. | Convention | Radiodiffusion. |
| 1 ^{er} mars 1962. | Convention | Relations entre le Trésor français et le Trésor sénégalais. |
| 14 juin 1962. | Accord | En matière de justice. |
| 15 juin 1962. | Accord | Transport aérien. |
| 18 septembre 1962. | Convention | Règlement domanial. |
| 13 octobre 1962. | Protocole | Protocole douanier d'application du régime préférentiel réciproque (application des articles 14 et 15 de l'Accord du 22 juin 1960 conclu avec la Fédération du Mali en matière économique, monétaire et financière). |
| 13 octobre 1962. | Convention | Assistance administrative mutuelle en matière de change. |
| 16 février 1963. | Convention | Convention consulaire. |
| 24 avril 1963. | Convention | Dépôts et consignations effectués au Sénégal. |
| 12 juin 1963. | Protocole d'accord..... | Contribution. |
| 21 janvier 1964. | Protocole | Formation professionnelle. |
| 21 janvier 1964. | Convention | Circulation des personnes. |
| 15 mai 1964. | Accord et Conventions annexes. | En matière d'enseignement supérieur. |
| 5 mars 1965. | Convention, Accords complémentaires et Protocoles annexes. | Sécurité sociale. |
| 3 mai 1965. | Convention, Protocole et échange de lettres. | Convention fiscale. |
| 16 novembre 1965. | Protocole | Protocole d'accord sur les conditions de prêt au Gouvernement sénégalais du patrouilleur côtier rapide P. 754. |
| Janvier 1966. | Accord | Aide militaire. |
| Janvier 1966. | Convention | Sécurité des vols des aéronefs. |
| 26 janvier 1966. | Convention | Règles et conditions du concours de la République française au soutien logistique des Forces terrestres, des Forces aériennes, de la gendarmerie du Sénégal. |
| 24 mai 1966. | Arrangements administratifs et annexes. | Application de la Convention de Sécurité sociale du 5 mars 1965. |

| <i>DATE</i> | <i>NATURE</i> | <i>OBJET</i> |
|-------------------------------|-------------------------|---|
| 2 juin 1966. | Protocole d'accord..... | Organisation de l'information nautique au Sénégal et liaisons entre les services français et sénégalais homologues. |
| 17 juin 1966. | Convention | Aménagement rizicole du delta et recherche scientifique. |
| 22 décembre 1966. | Protocole d'accord..... | Conditions de mise à la disposition du Gouvernement sénégalais d'un appareil français S. A. R. |
| 31 mars 1967. | Accord | Accord commercial sur les oléagineux. |
| 31 mai 1967. | Protocole | Echange d'œuvres d'art entre la France et le Sénégal. |
| 23 mai 1967. 26 juin 1967. | Echange de lettres..... | Modification de la Convention annexe du 4 février 1960 au sujet des concours en personnel de l'enseignement. |
| 13 août 1968. | Echange de lettres..... | Réforme de l'université de Dakar. |

Etat : Soudan.

| <i>DATE</i> | <i>NATURE</i> | <i>OBJET</i> |
|------------------|--------------------------------|---|
| 26 octobre 1959. | Convention | Concours en personnel. |
| 26 octobre 1959. | Accord particulier annexe | Effectifs et contribution. |
| 26 octobre 1959. | Accord particulier annexe | Contribution. |
| 26 octobre 1959. | Convention | Emploi des personnels militaires en situation hors cadre. |

Etat : Tchad.

| <i>DATE</i> | <i>NATURE</i> | <i>OBJET</i> |
|------------------------------------|--|--|
| 27 juin 1959. | Protocole provisoire d'accord sur la Convention relative au concours en personnel..... | Concours en personnel. |
| 27 juin 1959. | Accord particulier annexe | Contribution. |
| 27 juin 1959. | Accord particulier annexe | Contribution. |
| 3 août 1959. 14 septembre 1959. | Protocole d'accord annexe et Convention de coopération avec l'O. C. R. S. | Coopération technique et financière par l'intermédiaire de l'Organisation commune des régions sahariennes. |

| DATE | NATURE | OBJET |
|-------------------|---|---|
| 30 octobre 1959. | Accord | Tribunal administratif. |
| 30 novembre 1959. | Convention (annulée et remplacée par la Convention du 19 avril 1964). | Concours en personnel. |
| 30 décembre 1959. | Convention | Contentieux administratif de la République du Tchad. |
| 30 décembre 1959. | Convention annexe (annulée et remplacée par la Convention annexe du 19 mai 1964). | Emploi des militaires en situation hors cadre. |
| 5 janvier 1960. | Convention annexe (annulée et remplacée par la Convention annexe du 19 mai 1964). | Enseignement et culture. |
| 5 janvier 1960. | Convention | Personnel judiciaire. |
| 8 janvier 1960. | Protocole | Crédit. |
| 2 février 1960. | Accord | Radiodiffusion. |
| 4 février 1960. | Convention | Equipement. |
| 11 mars 1960. | Accord particulier annexe | Effectifs et contribution. |
| 19 mars 1960. | Convention | Organisation et fonctionnement des services des Trésors. |
| 12 juillet 1960. | Accord particulier | Transfert des compétences de la Communauté. |
| 12 juillet 1960. | Accord | Dispositions transitoires applicables jusqu'à l'entrée en vigueur des accords de coopération technique. |
| 12 juillet 1960. | Accord | Dispositions transitoires en matière de justice. |
| 12 juillet 1960. | Accord | Participation à la Communauté. |
| 12 juillet 1960. | Echange de lettres | Applications des Accords précédents. |
| 11 août 1960. | Accord particulier | Conditions de participation à la Communauté. |
| 11 août 1960. | Accord et annexe | Accord de coopération en matière de politique étrangère. |
| 11 août 1960. | Accord et annexe | Assistance militaire technique. |
| 11 août 1960. | Accord | Accord en matière d'aide. |
| 11 août 1960. | Accord | Accord en matière domaniale. |
| 11 août 1960. | Accord (annulé et remplacé par l'Accord du 19 mai 1964). | Accord de coopération culturelle. |
| 11 août 1960. | Convention | Convention d'établissement. |
| 11 août 1960. | Echange de lettres | Poursuite des activités des établissements français. |
| 11 août 1960. | Echange de lettres | Association du Tchad à la Communauté économique européenne. |
| 15 août 1960. | Accords quadripartites et trois annexes. | Accords quadripartites entre la République française, la R. C. A., le Congo et le Tchad. |

| <i>DATE</i> | <i>NATURE</i> | <i>OBJET</i> |
|-------------------|---------------------------------------|--|
| 15 août 1960. | Accord | Accord de coopération en matière monétaire, économique et financière. |
| 15 août 1960. | Accord | Enseignement supérieur. |
| 25 octobre 1961. | Protocole | Protocole d'accord domanial. |
| 8 janvier 1963. | Accord | Transport aérien. |
| 5 mars 1963. | Protocole d'accord..... | Contribution. |
| 7 mars 1963. | Convention | Radiodiffusion. |
| 29 mars 1963. | Protocole | Protocole douanier d'application du régime préférentiel réciproque (application de l'article 12 de l'Accord du 15 août 1960 en matière monétaire, économique et financière). |
| 17 août 1963. | Convention | Dépôts et consignations effectués au Tchad. |
| 19 mai 1964. | Convention | Concours en personnel. |
| 19 mai 1964. | Convention annexe..... | Emploi des militaires en situation hors cadre. |
| 19 mai 1964. | Accord | Création d'une commission mixte franco-tchadienne. |
| 19 mai 1964. | Accord | Coopération culturelle. |
| 19 mai 1964. | Convention annexe..... | Enseignement et culture. |
| 19 mai 1964. | Convention annexe..... | Magistrats. |
| 19 mai 1964. | Accord, annexe et échange de lettres. | Assistance militaire technique. |
| 19 mai 1964. | Echange de lettres..... | Non-subordination. |
| 24 décembre 1964. | Protocole d'accord..... | Contribution. |
| 6 février 1965. | Convention | Soutien logistique des Forces terrestres, des Forces aériennes et de la gendarmerie de la République du Tchad. |
| 28 décembre 1966. | Accord par échange de lettres. | Statut, organisation et fonctionnement de l'Office des anciens combattants et victimes de guerre. |
| 29 mai 1967. | Echange de notes..... | Domaine. |
| 7 juillet 1967. | | |
| 9 juin 1969. | Convention | Convention domaniale. |

Etat : Togo.

| <i>DATE</i> | <i>NATURE</i> | <i>OBJET</i> |
|------------------|------------------|---|
| 25 février 1958. | Convention | Monnaie et commerce extérieur. |
| 25 février 1958. | Convention | Convention culturelle. |
| 25 février 1958. | Convention | Convention d'arbitrage. |
| 25 février 1958. | Convention | Participation des forces armées françaises au maintien de l'ordre public. |

| DATE | NATURE | OBJET |
|-------------------|--------------------------|--|
| 25 février 1958. | Convention | Mise à la disposition de la République du Togo de personnel judiciaire. |
| 25 février 1958. | Convention | Mise en œuvre de l'article 29 du statut du Togo. |
| 25 février 1958. | Convention | Défense. |
| 25 février 1958. | Convention | Météorologie. |
| 25 février 1958. | Convention | Aéronautique civile. |
| 15 mars 1958. | Convention | Mise à disposition de certains personnels. |
| 30 octobre 1961. | Accord | Coopération concernant la mise sur pied de l'armée togolaise. |
| 30 octobre 1961. | Accord | Assistance militaire technique. |
| 9 avril 1962. | Convention | Dépôts et consignations effectués au Togo. |
| 10 juillet 1963. | Convention | Convention diplomatique. |
| 10 juillet 1963. | Convention | Convention judiciaire. |
| 10 juillet 1963. | Convention | Convention d'établissement. |
| 10 juillet 1963. | Accord | Coopération culturelle. |
| 10 juillet 1963. | Protocole | Protocole annexe relatif au personnel de l'enseignement. |
| 10 juillet 1963. | Accord | Accord général de coopération technique. |
| 10 juillet 1963. | Echange de lettres | Subordination des personnels de coopération. |
| 10 juillet 1963. | Protocole | Protocole annexe relatif aux magistrats. |
| 10 juillet 1963. | Accord et annexe | En matière économique, monétaire et financière. |
| 10 juillet 1963. | Protocole | Protocole d'application du Titre I ^{er} de l'Accord du 10 juillet 1963 en matière économique, monétaire et financière. |
| 10 juillet 1963. | Convention | Relations entre le Trésor français et le Trésor togolais. |
| 10 juillet 1963. | Accord | Défense. |
| 10 juillet 1963. | Echange de lettres | Application des articles 4 et 9 de l'Accord de coopération du 10 juillet 1963 en matière économique, monétaire et financière. |
| 10 juillet 1963. | Echange de lettres | Application de la Convention du 10 juillet 1963 relative aux relations entre les Trésors français et togolais. |
| 10 juillet 1963. | Echange de lettres | Contribution (application de l'article 8, premier alinéa de l'Accord général de coopération technique du 10 juillet 1963). |
| 23 novembre 1964. | Protocole annexe | Assistance de la France pour la radiodiffusion du Togo. |
| 24 novembre 1964. | Protocole | Protocole annexe à l'Accord de coopération technique. |
| 3 décembre 1964. | Convention | Intégration dans la fonction publique du Togo des personnels civils des forces terrestres régis par le décret n° 57-366 du 22 mars 1967. |

| DATE | NATURE | OBJET |
|------------------|---|--|
| 29 avril 1965. | Convention | Règles et conditions du concours de la République française au soutien logistique des Forces terrestres, des Forces aériennes et de la gendarmerie de la République togolaise. |
| 28 octobre 1965. | Protocole d'accord | Sécurité des vols des aéronefs militaires. |
| 18 avril 1966. | Protocole | Règlement immobilier. |
| 15 juillet 1966. | Accord par échange de lettres. | Définition de la notion de produits originaires. |
| 14 mars 1967. | Echange de lettres | Campagne arachidière 1966-1967. |
| 28 juin 1967. | Protocole additionnel | Protocole additionnel à l'Accord de coopération technique du 10 juillet 1963 relatif à l'organisation de l'enseignement supérieur. |
| 30 avril 1968. | Protocole et échange de lettres. | Règlement immobilier entre la France et le Togo. |
| 3 février 1969. | Convention entre le Togo et l'Institut de recherche du coton et des textiles exotiques. | Coopération en matière de recherche scientifique et technique. |